



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 MAI 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3RD MAY, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2149

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

2150

Government House.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 16 janvier 1924.

M. Paul-Auguste Boisclair, de la cité de Montréal, greffier de la Cour du coroner de Montréal.

Québec, le 23 janvier 1924.

M. J.-A. Poupart, de Sainte-Martine, notaire, greffier de la Cour de circuit dans et pour le comté de Châteauguay, à Sainte-Martine.

Québec, le 19 mars 1924.

MM. Albert-A. Gardiner, de Saint-Lambert, agent d'assurance, David McQuaid, et Marie-Michel-Oscar Hurtubise, tous trois de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Gilbert Haldane Boyd, surintendant de l'Hôpital de Sainte-Anne-de-Bellevue, juge de paix, avec juridiction sur toute la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 Geo. V, ch. 45.

MM. Damase Larue, de Saint-Germain-de-Grantham, Cyrille-B. Delage, de Thetford Mines, Achille-J. Boisvert, de Plessisville, Jean-Baptiste Drouin, de Victoriaville, tous médecins, conjointement coroner du district d'Arthabaska.

M. Joseph-René Desormeaux, de la cité de Montréal, instituteur, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection suivant, savoir: dans le comté d'Argenteuil, les municipalités scolaires de Saint-Sauveur, Saint-Hippolyte, Sainte-Agathe-des-Monts, paroisse et ville, Sainte-Adèle, Doncaster (Sainte-Lucie), Saint-Faustin, Sainte-Marguerite, Mont-Roland, dans le comté de Terrebonne; les municipalités scolaires de Hartwell, Sainte-Valérie-de-Ponsonby, Notre-Dame-de-la-Paix, Saint-Rémi-d'Amherst, Papineau, Lac-Windigo, Suffolk, Preston (canton), Addington, Vimy, dans le comté de Labelle; Saint-Donat et Saint-Agricole, dans le comté de Montcalm.

Québec, le 26 mars 1924.

MM. Marcus J. Hirsch, de la cité de Montréal,

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, January 16, 1924.

Paul Auguste Boisclair, of the city of Montreal, clerk of the Coroner's Court of Montreal.

Quebec, January 23, 1924.

J. A. Poupart, of Sainte Martine, notary, to be clerk of the Circuit Court in and for the county of Chateauguay, at Sainte Martine.

Quebec, March 19, 1924.

Albert A. Gardiner, of Saint Lambert, insurance agent, David McQuaid, and Marie Michel Oscar Hurtubise, all three of the city of Montreal, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Gilbert Haldane Boyd, superintendent of Sainte Anne de Bellevue Hospital, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over all the Province of Quebec, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361 Q. R. S., 1909, as amended by the act 9, Geo. V, ch. 45.

Damase Larue, of Saint Germain de Grantham, Cyrille B. Delage, of Thetford Mines, Achille J. Boisvert, of Plessisville, Jean Baptiste Drouin, of Victoriaville, all physicians, to be jointly coroner of the district of Arthabaska.

Joseph René Desormeaux, of the city of Montreal, professor, to be school inspector for the following inspection district, to wit: in the county of Argenteuil, the school municipalities of Saint Sauveur, Saint Hippolyte, Sainte Agathe des Monts, parish and town, Sainte Adèle, Doncaster (Sainte Lucie), Saint Faustin, Sainte Marguerite, Mont Roland, in the county of Terrebonne; the school municipalities of Hartwell, Sainte Valérie de Ponsonby, Notre Dame de la Paix, Saint Rémi d'Amherst, Papineau, Lac Windigo, Suffolk, Preston (township), Addington, Vimy, in the county of Labelle; Saint Donat and Saint Agricole, in the county of Montcalm.

Quebec, March 26, 1924.

Marcus J. Hirsch, of the city of Montreal, Ar-

Arthur Meredith Jacques, de Saint-Lambert, marchand, juges de paix pour le district de Mont-réal.

M. Alphonse Leclerc, de Ruisseau-Arbour, juge de paix pour le district de Gaspé.

Québec, le 2 avril 1924.

M. Augustin Frigon, ingénieur, de "L'Ecole Polytechnique de Montréal", directeur de l'enseignement technique dans la province de Québec.

MM. Thomas Bossé et J.-Arthur Gaudreault, de la ville de Chicoutimi, conjointement registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi.

M. Hector Voyer, de Mont-Joli, Qué., percepteur du revenu de la province pour le district du revenu de Matane.

M. Eugène Messier, de East Farnham, industriel, grand constable du district de Bedford.

M. J.-Fabien Bugeaud, de New Carlisle, avocat, magistrat de district, pour les districts de Gaspé et de Rimouski, et avec en outre juridiction concurrente avec les autres magistrats de districts dans toute l'étendue de la province.

MM. Elzéar Harvey, François Fredette et Joseph Collard, tous trois du Village de Saint-Joseph-d'Alma, juges de paix pour le district de Roberval.

MM. Tancrede Bérubé, cultivateur, et Ferdinand Paradis, industriel, tous deux de la paroisse de Saint-Edmond-du-Lac-au-Saumon, juges de paix pour le district de Rimouski.

MM. Irénée-D. Handfield et James Sandilands, tous deux de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Wilfrid Gravel, de la cité de Hull, juge de paix, avec juridiction sur le district de Hull, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 Geo. V, ch. 45.

Québec, le 9 avril 1924.

M. le Dr Philippe Picard, de la cité de Québec, juge de paix pour le district de Québec.

MM. Walter Wm McCaffrey, de Saint-Joseph-d'Alma, surintendant de la "Quebec Development Company", J.-Henri Lalancette, de Roberval, marchand, juges de paix pour le district de Roberval.

2099

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 26 mars 1924.

MM. Arthur Laliberté, garde-forestier, Philippe Paquet, marchand général, Adélar Grégoire, sellier, Alfred Grégoire, marchand, et Richard Lessard, cultivateur, commissaires pour tenir la Cour de commissaires du village de Disraeli.

MM. Jean Rencourt, rentier, Aimé Genest, cordonnier, Herménégilde Poulin, rentier, Napoléon Grondin, rentier et Benoît Dussault, marchand, commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la municipalité de Beauceville.

MM. Joseph Reid, cultivateur, Jacques Bourcier, cultivateur, Joachim Reid, rentier, Pierre Laberge, cultivateur et Alphonse J. Allard, jardinier, commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la municipalité de Saint-Joachim-de-Châteauguay.

MM. J.-Norbert Provost, marchand, Paul Clermont, bourgeois, Pierre Poirier, bourgeois, Oscar Dubeau, bourgeois et Armand Robert,

thur Meredith Jacques, of Saint Lambert, merchant, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Alphonse Leclerc, of Ruisseau Arbour, to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Quebec, April 2, 1924.

Augustin Frigon, engineer, of the Polytechnical School of Montreal, director of Technical Education in the Province of Quebec.

Thomas Bossé and J. Arthur Gaudreault, of the town of Chicoutimi, to be jointly registrar of the Registration Division of Chicoutimi.

Hector Voyer, of Mont Joli, Que., to be collector of revenue of the Province for the revenue district of Matane.

Eugène Messier, of East Farnham, industrial, to be high constable of the district of Bedford.

Mr. J. Fabien Bugeaud, of New Carlisle, advocate, to be District Magistrate for the Districts of Gaspé and of Rimouski, and with, in addition thereto, concurrent jurisdiction with other District Magistrates throughout the Province.

Elzéar Harvey, François Fredette, and Joseph Collard, all three of the Village of Saint Joseph d'Alma, to be Justices of the Peace for the district of Roberval.

Tancrede Bérubé, farmer, and Ferdinand Paradis, industrial, both of the parish of Saint Edmond du Lac au Saumon, to be Justices of the Peace for the district of Rimouski.

Irénée D. Handfield and James Sandilands, both of the city of Montreal, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Wilfrid Gravel, of the city of Hull, to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Hull, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, as amended by the Act 9, Geo. V, ch. 45.

Quebec, April 9, 1924.

Dr. Philippe Picard, of the city of Quebec, to be a justice of the Peace for the district of Quebec.

Walter Wm. McCaffrey, of Saint Joseph d'Alma, superintendent of the "Quebec Development Company", J. Henri Lalancette, of Roberval, merchant, to be justices of the Peace for the district of Roberval.

2100

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 26, 1924.

Arthur Laliberté, forest ranger, Philippe Paquet, general merchant, Adélar Grégoire, saddler, Alfred Grégoire, merchant and Richard Lessard, farmer, to be commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Village of Disraeli.

Jean Rencourt, annuitant, Aimé Genest, shoemaker, Herménégilde Poulin, annuitant, Napoléon Grondin, annuitant, and Benoît Dussault, merchant, to be commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the municipality of Beauceville.

Joseph Reid, farmer, Jacques Bourcier, farmer, Joachim Reid, annuitant, Pierre Laberge, farmer, and Alphonse J. Allard, gardener, to be commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the municipality of Saint Joachim de Châteauguay.

J. Norbert Provost, merchant, Paul Clermont, gentleman, Pierre Poirier, gentleman, Oscar Dubeau, gentleman, and Armand Robert, veter-

médecin vétérinaire, commissaires pour tenir la Cour de commissaires du village de Saint-Gabriel-de-Brandon. 2101

inary surgeon, to be commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Village of Saint Gabriel de Brandon. 2102

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 février 1924.

M. Armand Lacombe, de Roberval, Qué., percepteur du revenu pour le district du revenu du Lac St-Jean-Ouest.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 7, 1924.

Armand Lacombe, of Roberval, Que., to be collector of Revenue for the Revenue district of Lake St John West.

Québec, le 26 mars 1924.

M. Thomas-Bernard Clapperton, de Grand Caspédia, Qué., agent des Terres pour l'Agence de Bonaventure Ouest.

Thomas Bernard Clapperton, of Grand Caspédia, Que., to be Lands Agent for the agency of Bonaventure West.

MM. Jérémie Surprenant, F.-L. Baillargeon, cultivateurs, J.-L. Bourgault, marchand tailleur, Thomas Grégoire, et Dominique Gosselin, marchands, commissaires pour tenir la Cour de commissaires du canton de Weedon, dans le district de Saint-François.

Jérémie Surprenant, F. L. Baillargeon, farmers, J. L. Bourgault, merchant tailor, Thomas Grégoire and Dominique Gosselin, merchants, to be commissioners for holding the Commissioners' Court of the township of Weedon, in the district of Saint Francis.

Québec, le 2 avril 1924.

MM. J.-E. Letellier, bijoutier, Louis Lachance, marchand, Eusèbe Huard, registrateur et A.-B. Gendreau, rentier, tous de Lac Mégantic, juges de paix pour le district de Saint-François.

J. E. Letellier, jeweler, Louis Lachance, merchant, Eusèbe Huard, registrar, and A. B. Gendreau, annuitant, all of Lake Megantic, to be Justices of the Peace for the district of Saint Francis.

Québec, le 9 avril 1924.

M. Charles-Auguste Savard, de la cité de Québec, commissaire pour administrer le serment requis par la section 10 de la loi 11 George V, chapitre 24, des personnes nommées à un emploi par la Commission des Liqueurs Alcooliques de Québec, pour en tenir et garder les rôles et pour en transmettre les certificats au lieutenant-gouverneur de notre dite province ou au gardien du Grand Sceau d'icelle. 2117

Charles Auguste Savard, of the city of Quebec, to be commissioner for administering the oath required by section 10 of the Act 11, George V, chapter 24, to persons appointed to any position by the Quebec Alcoholic Liquor Commission, to hold and keep the rolls and to transmit certificates thereof to the Lieutenant-Governor of our said Province or to the keeper of the Great Seal thereof. 2118

Lettres patentes

Letters patent

"Canadian Attractions, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1924, constituant en corporation: Germain Beaulieu, Daniel McAvoy, avocats, et Fernande Pigeon, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, acheter, vendre tous produits utiles ou nécessaires à l'organisation et à la tenue de cirques, foires, représentations, soit urbaines, soit foraines, et tous autres articles pouvant servir à une récréation ou à un sport quelconques;

Tenir, exploiter et opérer des cirques, des foires, des représentations publiques ou privées;

Promouvoir des rencontres et représentations sportives de tous genres comme, entre autres: les joutes athlétiques, les courses de chevaux, les exhibitions de boxe, les luttes de lacrosse, de hockey, et tous autres sports quelconques;

Acquérir, en tout ou en partie, l'actif, l'achalandage et la clientèle de l'entreprise actuellement la propriété de Frank Robbins, connue sous le nom de Canadian Attractions, Reg., et de

"Canadian Attractions, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1924, incorporating: Germain Beaulieu, Daniel McAvoy, advocates, and Fernande Pigeon, stenographer, spinster in the full exercise of her rights, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, buy, sell any products useful or necessary for the organization and the holding of circuses, fairs, representations, whether urban or rural, and any other articles capable of being used for any recreation or sport whatsoever;

To hold, carry on and operate circuses, fairs, public or private representations;

To promote sporting meets and representations of all kinds, amongst others: athletic games, horse races, boxing exhibitions, wrestling, lacrosse, hockey and any other sports whatsoever;

To acquire in whole or in part, the assets, good-will, clientèle of the undertaking presently the property of Frank Robbins, known under the name of Canadian Attractions, Reg., and to pay for such acquisition in cash or in paid up

payer pour telles acquisitions en argent ou en parts acquittées de la compagnie ou par partie en argent et partie en parts acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et disposer de toutes propriétés mobilières et immobilières nécessaires et propres à promouvoir les affaires de la compagnie;

Acquérir, par achat ou autrement, tout commerce ou entreprise similaires à celle de la compagnie et payer pour telles acquisitions en argent ou parts acquittées de la compagnie;

Acquérir et posséder des parts, actions, obligations, débentures de toute compagnie engagée ou prête à s'engager dans des entreprises similaires à celle de la compagnie et disposer de telles actions pour vendre ou autrement;

Vendre et disposer, en tout ou en partie, de toutes entreprises de la compagnie aux prix et conditions que la compagnie, jugera à propos et notamment par des parts, obligations garanties de toutes autres compagnies ayant un but semblable, en tout ou en partie, à celui de la compagnie;

Rémunérer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, toutes personnes ou compagnies ayant rendu des services à la compagnie en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le versement de toutes parts de la compagnie, ou ayant contribué, pour quelques causes que ce soit, à la formation de la compagnie ou à la conduite des affaires, sous le nom de "Canadian Attractions Limited", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cents piastres (\$19,500.00), divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2063

C.-J. SIMARD.

shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and hold and dispose of any movable and immovable property necessary and suitable for promoting the business of the company;

To acquire by purchase or otherwise any business or undertaking similar to that of the company and to pay for such acquisitions in cash or paid up shares of the company;

To acquire and possess shares, stock, bonds, debentures of any company carrying on or about to carry on undertakings similar to those of the company and to dispose of such shares, by sale or otherwise;

To sell and dispose, in whole or in part, of any undertakings of the company for such price and on such conditions as to the company may think fit and in particular for shares, bonds, securities of any other companies having objects altogether or partly similar to those of the company;

To remunerate in cash or in paid up shares of the company, any persons or companies for services rendered to the company in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares of the company or for having contributed, for any cause whatever, in the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Canadian Attractions, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of April, 1924.

C. J. SIMARD,

2064

Assistant Provincial Secretary.

"Eastern Canada Paper Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mars 1924, constituant en corporation : Romuald-A. Blouin, agent, de Beauport, Pierre-E. Gelly, étudiant en droit, de Lévis, et Dorothee Poulin, sténographe et fille majeure, de Giffard, dans les buts suivants :

Faire toutes opérations financières, industrielles et commerciales se rapportant à la fabrication, à l'achat et à la vente des papiers, cartons et cuirs ainsi qu'à leurs substituts, dérivés aux produits résultant de leurs diverses transformations, ainsi qu'aux diverses matières utilisées dans ces opérations;

Exercer des affaires de finance, d'industrie et de commerce sous toutes leurs formes et agir comme principal, agent, procureur, courtier ou autrement, pour toute personne, compagnie, corporation ou autre, selon que la compagnie le jugera à propos et sous les restrictions et modifications apportées par la loi;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement posséder, détenir, disposer de toute façon et à tout titre de biens meubles et immeubles, créances ou toutes autres valeurs;

Vendre, arrenter ou autrement céder la propriété des biens meubles et immeubles de la compagnie, comme industrie active ou autre-

"Eastern Canada Paper Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1924, incorporating: Romuald A. Blouin, agent, of Beauport, Pierre E. Gelly, student-at-law, of Lévis, and Dorothee Poulin, stenographer and spinster, of Giffard, for the following purposes :

To carry on any financial, industrial and commercial operations connected with the manufacturing, the purchase and sale of paper, cardboard and leather as well as their substitutes, derivatives or products resulting from their various transformations and also the various materials utilized in such operations;

To carry on financial, industrial and commercial undertakings in all branches thereof and to act as principal, agent, attorney, broker or otherwise for any person, company, corporation or other body, as the company may think fit, and under the restrictions and modifications regulated by law;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise possess, hold and in any manner and under any title to dispose of movable and immovable property, claims or any other securities;

To sell, rent or otherwise assign the ownership of the movable and immovable property of the company as a going concern or otherwise, and

ment, et entreprises de la compagnie, en totalité ou en partie, aux termes et conditions et pour la compensation que la compagnie jugera convenables;

Émettre, répartir et transformer, transférer comme pleinement acquittées et non sujettes à appel, les parts, les obligations, débetures et autres valeurs de la compagnie, y compris tout ce que la présente compagnie pourra dans la suite acquérir;

S'adresser à toute autorité privée ou publique pour en obtenir des franchises, droits, privilèges, concessions, subventions, pouvoirs, immunités ou autres qui sembleraient désirables à la présente compagnie et conclure tout contrat, convention au sujet de l'exercice et de l'accomplissement de ces droits, privilèges, immunités ou autres;

Faire des avances de deniers, ou des prêts d'argent à toutes personnes, compagnie, corporation ou autres, et agir comme procureur, agent, courtier ou autrement pour le placement ou remise de fonds et perceptions de toutes sortes, et accepter, en garantie du remboursement de ces avances et du service des intérêts, garanties au moyen d'hypothèques, débetures, certificats d'actions, gages ou autres valeurs;

Exploiter, améliorer, diviser, subdiviser en lots, carrés, ruelles, rues ou autrement les terrains et bâtisses de la compagnie, et en disposer de toutes manières en faveur de toutes personnes, compagnies, corporations, aux conditions jugées convenables par la compagnie;

Eriger des maisons, bâtisses ou autrement construire sur les terrains de la compagnie et sur les terrains de toute autre personne, compagnie ou corporation qui le permettra;

Rechercher ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec des personnes, compagnies ou autres;

Rémunérer aucune personne, compagnie, corporation ou autre pour services rendus ou à rendre, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune action ou capital corporatif, débetures, actions ou autres valeurs;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie ou corporation dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens ou assumer des dettes de telles compagnies ou pour toutes autres fins qui sembleront censées directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, souscrire, aider à souscrire ou aider au placement des actions ou valeurs de telle compagnie ou compagnies;

S'amalgamer ou autrement se réunir avec aucune autre compagnie ou corporation dont l'objet ou les objets seront en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Construire ou maintenir des canaux ou des égouts de surface ou autres pour drainer ou irriguer les territoires où seront situés les biens de la compagnie;

Louer, affermer et exploiter des carrières;

Produire et développer toute énergie motrice ou autre, selon la loi et les règlements municipaux ou provinciaux, et en disposer selon que la compagnie le jugera à propos, dans les districts de Québec et Trois-Rivières;

Demander ou autrement acquérir, et disposer de toute manière des brevets d'invention ou de toute marque de commerce ou autres droits et privilèges semblables ;

the undertakings of the company, in whole or in part, upon such terms and conditions and for such consideration as the company may think convenient;

To issue, allot and transform, transfer as fully paid up and non assessable, the shares, bonds, debentures and other securities of the company, including everything which the present company may acquire in the future ;

To apply to any private or public authority for securing therefrom franchises, rights, privileges, concessions, subsidies, powers, immunities or other advantages which the present company may think desirable to obtain, and to enter into any contract and agreement respecting the carrying on and accomplishment of such rights, privileges, immunities or other advantages;

To make advances or loans of money to any persons, companies or other bodies and to act as attorney, agent, broker or otherwise for the placing or payment of monies and collections of every kind and to accept, as security of the redemption of such advances and the payment of the interests, guarantees by way of hypothecs, debentures, certificates of shares, liens or other securities;

To lay out, improve, divide, subdivide in lots, squares, lanes, streets or otherwise the lands and buildings of the company and to dispose of the same in any manner in favour of any persons, companies or corporations on such conditions as the company may think suitable;

To erect houses, buildings or otherwise build upon the lands of the company or upon the lands of any other persons, company or corporation giving authorization so to do;

To seek for or enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any persons, companies or others;

To remunerate any person, company, corporation or other body for services rendered or to be rendered in placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any share of the capital stock, debentures, stocks or other securities;

To promote or assist in promoting any company or corporation for the purpose of acquiring the whole or any of the property or taking over the liabilities of such companies or for any other purposes which may seem calculated to directly or indirectly benefit this company, to subscribe for, aid in the subscription or aid to place shares or securities of such company or companies;

To amalgamate or otherwise unite with any other company or corporation the object or objects of which are in whole or in part similar to those of the present company;

To construct or maintain canals or surface or other sewers for draining or irrigating the territories where are situated the properties of the company;

To lease, let and operate quarries;

To produce and develop any motive or other power according to law and the municipal and provincial regulations, and to dispose of the same as the company may deem proper, in the districts of Québec and Three Rivers;

To apply for or otherwise acquire and in any manner to dispose of patents of invention or any trade-marks or other similar rights and privileges;

Agir comme courtiers ou agents en assurance, sous le nom de "Eastern Canada Paper Mills, Limited".

Le capital de la compagnie est de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), dont quatre-vingt-quatorze mille piastres (\$94,000.00) divisées en neuf cent quarante (940) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et cinq mille piastres (\$5,000.00), divisées en mille (1000) actions ordinaires de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à sept pour cent (7%) d'intérêt cumulatif. Les actions privilégiées seront non votantes.

Seules les actions ordinaires auront droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Basile, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2065 C.-J. SIMARD.

To act as insurance brokers or agents, under the name of "Eastern Canada Paper Mills, Limited".

The capital stock of the company is of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), of which ninety four thousand dollars (\$94,000.00), divided into nine hundred and forty (940), are preference shares of one hundred dollars (\$100.00) each and five thousand dollars (\$5,000.00) divided into one thousand (1000) are common shares of five dollars (\$5.00) each.

The holders of the preference shares shall be entitled to a cumulative dividend of seven per cent (7%). The preference shares shall be non-voting.

Only the common shares shall carry the right to vote.

The head office of the company will be at St Basile, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2066 Assistant Provincial Secretary.

"Jacobs Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1924, constituant en corporation: Lazarus Phillips, Isidore Ballon et Lewis Kellert Freedman, avocats, et Lionel Albert Sperber, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et tracer des rues, ruelles, carrés, lots ou autrement ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur la dite propriété, et vendre, louer, prendre à bail, donner, échanger, disposer, et autrement trafiquer de terrains, propriétés mobilières et immobilières, et les bâtisses sus-érigées, et disposer de toutes rues, carrés, ruelles sur toute propriété en faveur de toute personne, municipalité, sur tels termes et conditions que la compagnie croira bon de faire, et gager, hypothéquer toute propriété appartenant à la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages, garantir le paiement du prix d'achat pour toutes propriétés vendues par la compagnie aux acheteurs et autres ou avancées par la compagnie aux acheteurs, aux fins de bâtir et autres améliorations;

Agir comme agents d'immeubles et agents d'assurance, et comme agents pour la collection de loyers;

Garantir et donner des garanties pour, et se rendre responsable pour le paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toutes sortes, de toute autre corporation, firme ou individu;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourrait légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions totalem nt payées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner avec, partager les profits, ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant un commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie est autorisée à exercer, sous tels termes que la compagnie pourra fixer;

"Jacobs Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1924, incorporating: Lazarus Phillips, Isidore Ballon and Lewis Kellert Freedman, advocates, and Lionel Albert Sperber, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immovables and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit, and to mortgage and hypothecate any of the property owned by the company;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To pay for any property, movable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate with, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété, droits, actifs ou de l'entreprise de la compagnie pour toute considération convenables, comprenant des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ou en prenant des hypothèques sur des terrains ou bâtisses;

Autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer ce règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres sûretés de la compagnie et les grever et les vendre pour telles sommes et à tels prix qui pourraient être jugés raisonnables;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothéquer, grever ou lier la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres sûretés ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, mortgage ou gage mentionnés dans ce sous-paragraphe, par un acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer, ou engager la propriété immobilière de la compagnie, ou garantir la propriété mobilière, ou donner toutes telles garanties, pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts d'argent par la compagnie sur des lettres de change ou billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, et vendre et disposer de parts, débetures, bons et autres sûretés dans toutes autres compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits, hypothèques, privilèges, gages dans et pour d'autres compagnies ou individus;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Jacobs Realty Corporation."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent parts n'ayant aucune valeur nominale au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille piastres.

Les actions seront émises et distribuées à tel prix pour telle considération qui seront fixés par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2073 C. J. SIMARD.

"Stenhouse, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1924 constituant en corporation. Maurice Dugas, John P. Callaghan,

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company, or by taking hypothecs on lands or buildings;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time.

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present and future of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply, to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise to acquire, own, and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights, of hypothecs, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Jacobs Realty Corporation".

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be two thousand dollars.

Shares shall be issued and allotted at such price and for such consideration as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2074 Assistant Provincial Secretary.

"Stenhouse, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1924, incorporating Maurice Dugas, John P. Callaghan, Maurice Versail-

Maurice Vervailles, avocats, tous du No 189 rue Saint-Jacques, Montréal, pour les fins suivantes.

Agir comme agents ou représentants de corporations, firmes ou individus faisant le commerce en gros, de chimistes, droguistes, apothicaires et manufacturiers de préparations médicinales et pharmaceutiques;

Manufacturer, acheter et vendre, importer, exporter et faire le commerce, en gros et en détail, de drogues, médecines, peintures, produits chimiques, huiles, teintures, verrerie, des articles de toilette et de fantaisie, divers pour droguistes, parfums, liqueurs, instruments de chirurgie, appareils et accessoires, fournitures pour médecins et hôpitaux, marchandises pharmaceutiques et générales, et tous autres effets et marchandises appartenant au commerce de la pharmacie;

Acheter et mettre en opération des magasins de drogues en gros;

Manufacturer en gros, et vendre les dites médecines et préparations et, d'une manière générale, faire le commerce en gros de manufacturiers, d'acheteurs et de vendeurs de, et de trafiquants de toutes sortes de médecines et de préparations médicinales et de drogues de toutes espèces;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, licences, concessions et autres conférant tous droits exclusifs ou non, ou limités de se servir de tout secret, ou autre information se rapportant à toute invention, et rendre profitables, vendre, louer ou autrement trafiquer de tels brevets, licences ou concessions;

Emettre et distribuer, comme parts totalement acquittées de la compagnie par les présentes incorporée, en paiement ou partie de paiement de toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeuble, valeurs, bons, débentures et autre propriété ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont ici garantis;

Faire des arrangements pour la distribution des profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagées dans, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans toutes affaires que cette compagnie est autorisée à exercer, ou dans lesquelles elle a le droit de s'engager, et acheter, prendre ou autrement acquérir les actions et les sûretés de toute telle compagnie conformément aux stipulations de l'article 5985 de la dite loi, et les vendre, les détenir, les récépéter avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer;

Diriger, comme principal ou agent, toute affaire commerciale ou industrielle, de quelque nature que ce soit, et acheter, acquérir, transporter, hypothéquer, céder, vendre, ou, de quelque manière, trafiquer de toute propriété mobilière ou immobilière ou de biens de toutes sortes, de toute nature, pour la réalisation d'iceux;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie des affaires, de la propriété et des responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenant aux objets de cette compagnie;

Hypothéquer, vendre, céder ou autrement disposer de la propriété et des entreprises de la compagnie, ou de quelques parties d'icelles, pour toute considération que la compagnie jugerait raisonnable et, en particulier, pour des parts, débentures, valeurs ou sûretés de toute autre compagnie; prêter de l'argent aux clients et autres

les, barristers, all of 189 Saint-James Street, Montreal, for the following purposes:

To act as agent or representative of corporations, firms and individuals who carry on the trade of wholesale chemists, druggists, apothecaries and manufacturers of medicinal and pharmaceutical preparations;

To manufacture, buy and sell, import, export and deal in, at wholesale, all drugs, medicines, paints, chemicals, oils, dyes, glassware, toilet and fancy articles, fancy goods, druggists sundries, perfumeries, liquors, surgical instruments, appliances and apparatus, physician and hospital supplies, pharmaceutical and general merchandise and all other goods and other articles pertaining to the drug business;

To purchase and operate wholesale drug stores;

To carry on the wholesale manufacture and sale of the said medicines and preparations, and generally to carry on the wholesale business of manufacturers, buyers and sellers of and dealers in all kinds medicines and medical preparations and drugs whatsoever;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds, debentures and other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to engage in or carry on, and to purchase, take or otherwise acquire shares and securities of any such company, in conformity with the provisions of article 5985 of the said Act, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or to otherwise deal with the same;

To carry on as principal or agent any commercial or industrial business of any kind whatsoever and to purchase, acquire, convey, hypothecate, assign, sell or in any way deal with any property moveable or immovable, or any assets of any kind whatsoever, of any nature, for the pursuance of the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To hypothecate, sell, assign, or otherwise dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds, or securities of any other company; to lend money to customers and others having dealings with the company; to per-

ayant des relations avec la compagnie; exécuter ou garantir l'exécution de contrats, par toute personne, firme ou corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces ou en nature, toute propriété de la compagnie, comprenant des actions, débetures ou garanties que cette compagnie peut acquérir ou qu'elle peut avoir en sa possession;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Stenhouse, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres, (\$20,000.00) divisé en deux cents parts (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

L'assistant secrétaire de la Province,
2089 C.-J. SIMARD.

form or guarantee the performance of contracts by any person, firm or corporation;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or in kind, any property of the company, including shares, debentures or securities which this company may acquire or have in its possession;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, under the name of "Stenhouse, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1924.

C.-J. SIMARD,
2090 Assistant Provincial Secretary.

"Ma-Li-Let Fruit Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1924, constituant en corporation: Solon Eliasoph, Nathan Salomon, Adolphe Gardner, avocats, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de marchands en gros et en détail et trafiquants de fruits, de grains, légumes, végétaux, viandes, poisson, des produits laitiers et alimentaires, étrangers et domestiques et de tous autres céréales, et de produits de l'agriculture et naturels, et de les recevoir en consignation ou autrement pour la vente, et les vendre à commission ou autrement;

Manufacturer et faire le commerce de canistres, boîtes, jarres, récipients, et étiquettes et matériaux pour faire la mise en conserve;

Agir comme agents, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons commerciales et étrangères; acheter, vendre et, d'une manière générale, faire le commerce de tels produits dans ces pays étrangers en autant qu'on pourra les importer;

Agir comme agents, marchands à commission, courtiers et représentants de pays étrangers pour des maisons commerciales canadiennes; acheter, vendre et, d'une manière générale, trafiquer de toutes sortes de produits canadiens en autant qu'il qu'ils peuvent être exportés; engager des sous-agents et des correspondants, et ouvrir des salles d'échantillons;

Vendre, louer, échanger ou autrement trafiquer de terrains, bâtisses et de toute la propriété de la compagnie;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui de temps en temps sera déterminée par la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire société relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, et souscrire ou acquérir autrement les actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

"Ma-Li-Let Fruit Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1924, incorporating: Solon Eliasoph, Nathan Solomon, Adolph Gardner, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of whole sale and retail merchants and dealers in foreign and domestic fruit, grain, roots, vegetables, meat, fish, dairy and food products, and all other cereal, agricultural and natural products, and to receive the same on consignment or otherwise for sale and to sell the same on commission or otherwise;

To manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels, and canners' supplies;

To act as agents, commission merchants, brokers or representatives for foreign commercial houses; to buy, sell and generally deal in such products of foreign countries as can be imported;

To act as agents, commission merchants, brokers and representatives in foreign countries for Canadian commercial houses; to buy, sell, and generally deal in all kinds of Canadian products as can be exported; to engage sub-agents and correspondents and to open sample rooms;

To sell, lease, exchange or otherwise deal with the lands, buildings and all property of the company;

To invest moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any agreement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in same;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires par paiement en argent, actions acquittées ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de la compagnie, et acquérir, par achat, bail ou autrement, la propriété, les franchises, les entreprises et les affaires de toute telle corporation et en assumer les responsabilités, et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, bons ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise et biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute compagnie, ou corporation;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, comme se rapportant à, ou favorisant la réalisation des fins ci-dessus, sous le nom de "Ma-Li-Let Fruit Company, Limited," avec un capital-total de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent piastres chacune, actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2079 C.-J. SIMARD.

"Quebec Base-Ball Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de mars 1924, constituant en corporation: Henri Fontaine, maître de pension, Henri Therrien, agent, Oscar Drouin, avocat, Arthur Robert, épicier, Alfred Villeneuve, entrepreneur-maçon, Massue Fortier, dentiste, Albert Summer, marchand, Donald McMillan, comptable, J.-Emile Dion, employé civil, Henri-Paul Drouin, avocat, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Organiser et donner des spectacles sportifs de tous genres dans un but lucratif. Engager des athlètes, organiser des équipes de joueurs salariés ou non. Louer, vendre, donner, échanger les services d'un ou plusieurs athlètes ou en disposer autrement. Acheter, opérer, vendre, échanger, exploiter des franchises ou autres droits dans toutes organisations sportives, commerciales ou industrielles, ou en disposer autrement;

Acquérir de toutes manières des propriétés mobilières ou immobilières de toutes sortes; faire ou transiger toute opération commerciale ou industrielle se rapportant au but principal de la compagnie ou pouvant lui profiter autrement; entrer en société avec toute autre compagnie, société ou personne et partager les intérêts et les profits;

Obtenir du crédit; faire des prêts ou avances d'argent à ceux qui contractent avec la compagnie pour son avantage;

To remunerate with the approval of the shareholders by payments in cash, paid up shares or otherwise, any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital stock or any debentures or other securities of the company or in the conduct of the business and the organization of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such corporation and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same, wholly or partly cash, shares, bonds or other securities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all and any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Ma-Li-Let Fruit Company, Limited," with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, common stock.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1924.

C.-J. SIMARD,
2080 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Base-Ball Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1924, incorporating: Henri Fontaine, hotel keeper, Henri Therrien, agent, Oscar Drouin, advocate, Arthur Robert, grocer, Alfred Villeneuve, master-mason, Massue Fortier, dentist, Albert Summer, merchant, Donald McMillan, accountant, J. Emile Dion, civil employee, Henri-Paul Drouin, advocate, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To organize and give sporting exhibitions of every kind for the purposes of gain. To hire athletes, organize teams of players, salaried or not. To lease, sell, give, exchange the services of one or several athletes or otherwise dispose of the same. To buy, operate, sell, exchange, exploit franchises or other rights in any sporting, commercial or industrial organizations or otherwise dispose of the same;

To acquire in any manner movable or immovable property of every kind; to carry on or transact any commercial or industrial operations incidental to the main purpose of the company or capable of otherwise benefiting the company; to enter into partnership with any other company, society or person and to share the interests and profits;

To obtain credit; to make loans or advances of money to those under contract with the company for its own benefit;

Acheter des actions d'autres compagnies; construire tous les travaux nécessaires à ses fins; faire des avances à ses clients; vendre ou autrement disposer de tout ou partie de son entreprise; aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés ou athlètes de la compagnie;

Faire affaires comme agents pour d'autres compagnies, sociétés ou personnes.

Le tout sans préjudice aux droits conférés par la loi à toutes les compagnies en général, sous le nom de "Quebec Base-Ball Club, Limited," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2083 C.-J. SIMARD.

"Second Hand Merchants Association of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1924, constituant en corporation, sans capital actions, Samuel Kalmanasch, Joseph Spier, Isidore Astrofsky, Louis Haber, Morris Mendelson, marchands, tous de Montréal, pour la fins suivantes:

Favoriser et protéger, de toute façon, les intérêts de tous individus, firmes et compagnies engagés dans le commerce de marchandises de seconde main, et faisant affaires comme marchands de seconde main, soit en achetant et en vendant des marchandises usagées ou non usagées; se protéger contre les règlements injustes et vexatoires, municipaux ou autres; corriger les abus dans tel genre d'affaires, produire l'uniformité et la stabilité dans les coutumes et les usages suivis dans le dit commerce et chez ceux qui y sont engagés, et, d'une manière générale, promouvoir des relations plus larges et plus amicales entre les membres, sous le nom de "Second Hand Merchants Association of Montreal".

Le montant de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est nil.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2087 ALEXANDRE DESMEULES.

"Melkman Automatic Carburettor Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1924, constituant en corporation Louis P. Crépeau, Maurice Dugas, John Callaghan, Maurice Versailles, avocats, Demoiselles Jeanne Hénault, Marjorie Napper, Éléonore Peacock, sténographes, filles majeures, tous de Montréal pour les fins suivantes:

Manufacturer, préparer, entretenir, emmagasiner, acheter, vendre, louer et faire le commerce d'automobiles, aéroplanes, bicycles-moteurs, moteurs, engins, voitures, vaisseaux, bateaux et machineries de toutes sortes et de tous les maté-

To buy shares in other companies; construct all works necessary for such purposes; make advances of money to its customers; sell or otherwise dispose of the whole or part of its undertaking; assist any organization created for the purpose of assisting the company's employees or athletes;

To carry on business as agents for other companies, societies or persons;

The whole without prejudice to the rights granted by law to all companies generally, under the name of "Quebec Base-Ball Club, Limited," with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first, day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2084 Assistant Provincial Secretary.

"Second Hand Merchants Association of Montreal".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1924, to incorporate as a corporation without shares capital, Samuel Kalmanasch, Joseph Spier, Isidore Astrofsky, Louis Haber, Morris Mendelson, merchants, all of Montreal, for the following purposes:

To foster and protect in every way the interests of those persons, firms and companies engaged in the trade of dealers in second hand merchandise, and carrying on business as second hand dealers whether buying or selling merchandise used or unused; to secure freedom from unjust and vexatious regulations whether municipal or otherwise; to reform abuses in such trade or business; to produce uniformity and certainty in the customs and usages of the said trade and of those engaged therein; and to generally promote a more enlarged and friendly intercourse amongst its member, under the name of "Second Hand Merchants Association of Montreal."

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess is nil.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
2088 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Melkman Automatic Carburettor Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1924, incorporating Louis P. Crépeau, Maurice Dugas, John P. Callaghan, Maurice Versailles, barristers, Misses Jeanne Hénault, Marjorie Napper, Éléonore Peacock, stenographers, spinsters of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, maintain, store, buy, sell, lease and deal in automobiles, aeroplanes, motor cycles, motors, engines, carriages, ships, boats and machinery of all kinds and all materials and articles used in the construction or operation

riaux et articles utilisés dans la construction thereof;
ou dans l'opération de ces choses;

Acquérir par achat, bail, application ou autrement des brevets, licences ou permis conférant des droits partiels ou sans restrictions d'utiliser toute invention qui semblerait susceptible d'être utilisée conjointement avec le commerce de la compagnie, et, en même temps, les utiliser, les vendre, louer ou autrement en disposer ou en profiter;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle, tous droits, ou privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et, en particulier, toute machinerie, atelier ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en opération, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, tous entrepôts, boutiques, magasins et autres entreprises et convenances qui sembleraient devoir directement ou indirectement favoriser les intérêts de la compagnie, et contribuer à subventionner ou autrement aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, le maintien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle de ces choses;

Acquérir, posséder, utiliser, administrer et disposer de propriétés mobilières et immobilières, de boutiques, ateliers, magasins, entrepôts, peuplements forestiers et possessions de toute description;

Acheter, acquérir, vendre et trafiquer des droits exclusifs, droits brevetés, privilèges ou permis;

Organiser ou aider à organiser une ou plusieurs compagnies aux mêmes fins ou objets, effectuer, aider à obtenir la constitution d'icelles en corporation;

Placer de l'argent sur les titres ou valeurs qu'on jugera de temps à autre à propos de choisir, prêter ou avancer de l'argent à, garantir les contrats ou engagements de, cautionner et aider financièrement aucune personne, firme, compagnie ou corporations avec laquelle on pourra avoir des relations d'affaires;

Garantir aucune dette, cautionnée ou autre, d'aucune compagnie autorisée à exercer aucun commerce du ressort de la compagnie;

Emettre en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens, droits ou privilèges acquis par la compagnie, ou d'aucune garanties des valeurs corporatives, des services rendus, des actions du fonds social de la compagnie, souscrites ou non, des valeurs de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel;

Acquérir le capital, les titres, valeurs, ou l'entreprise d'aucune autre personne, firme ou compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer l'entreprise ou l'actif, une ou plusieurs parties d'icelle ou d'icelui, s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, sur le point d'exercer aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, louer ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie estimera convenables et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre

To obtain by purchase, lease, application, or otherwise, patents, licenses or permits conferring partial or unrestricted rights to use any invention which may seem capable of being used in connection with the company's business, and in turn to make use of same and sell, lease or otherwise dispose of or profit by same,

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery plant or stock in trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest and to contribute to subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To acquire, own, use, manage and dispose of property, movable and immovable, mills, shops, stores, warehouses, forest and timber lands, and estates of every description;

To purchase, acquire, sell and deal in any exclusive rights, patent rights, privileges or licenses;

To promote or assist in the promotion of any company or companies for or with any purposes or objects, and to effect or assist in effecting incorporation of such company or companies;

To invest money in or upon the investments or securities as may from time to time be deemed expedient, and lend or advance moneys to, guarantee the contract or engagements of, become surety for and financially assist any person, firm, company or corporation with which the company has business relations;

To guarantee any indebtedness, whether bonded or otherwise, or any company authorized to conduct any business within or similar to the powers of the company;

To issue in payment or part payment for any property, rights or privileges acquired by the company or for any guarantees for the company's securities, or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid and non assessable, or for company's securities;

To acquire the stock, securities, assets or undertaking of any other person, firm or company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertakings or assets of any part or parts thereof to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on, or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted so as to benefit the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of

compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucun argent, aucune propriété, les valeurs ou droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit avec d'autres personnes ou corporations;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou paraîtront appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Melkman Automatic Carburetter Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent mille (100,000) actions sans valeur nominale ou au pair, pour être émises et attribuées au prix de \$5.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses affaires sera de cinq cent mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera en Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 21^{inzième} jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2081

C.-J. SIMARD.

"St. Lawrence Golf Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1924, constituant en corporation William Thuot, notaire, résidant au No 1306a, rue Wellington, cité de Verdun, Alfred Thuot, commis, résidant au No 173, rue Roberval, cité de Montréal, Adrien Raoul Rousse, agent, résidant au No 265 rue Saint-Joseph, cité de Lachine, province de Québec, pour les fins suivantes:

Etablir, maintenir, organiser et administrer un club pour le bénéfice et avantage de la compagnie; promouvoir et procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis, construire, louer et organiser une maison de club, pourvue de toutes les commodités pour l'usage des membres du club, accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations d'un club, le meubler, en surveiller le fonctionnement et l'administration et en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, soit gratuitement ou pour telles considérations qui pourront être déterminées, administrer toutes et chacune des affaires de tel club et généralement faire toutes choses sensées être dans l'intérêt du club;

Etablir un ou plusieurs terrains de golfe, des cours de tennis, ou des facilités pour autres jeux que le conseil de direction de la compagnie et le club croiraient désirables;

Acquérir par achat, bail ou autrement, pour les fins et pour le bénéfice de tel club, des propriétés mobilières et immobilières, et particulièrement toutes fermes et tous terrains, et y construire des bâtisses, les munir de meubles, livres, instruments de musiques, jeux et autres aménagements;

Construire, mettre en opération des travaux hydrauliques, des usines pour produire de la lumière électrique, construire, entretenir et opérer des chemins;

Emettre des actions acquittées et non transférables, des bons et autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour toutes

any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To distribute, in specie or otherwise from time to time amongst the shareholders of the company any money, property, assets or rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, either alone or in conjunction with others, whether persons or in corporations;

To do all such other things as are incidental or may seem to be conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "The Melkman Automatic Carburetter Corporation".

The capital stock of the company is divided into one hundred thousand shares having no nominal or par value, to be issued and allotted at the price of \$5.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will be five hundred thousand dollars.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

2082

Assistant Provincial Secretary.

"St. Lawrence Golf Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1924, incorporating William Thuot, notary, residing, at No. 1306a, Wellington Street, City of Verdun, Alfred Thuot, clerk, residing at No. 173 Roberval Street, City of Montreal, Adrien Raoul Rousse, agent, residing at No. 265 Saint-Joseph Street, City of Lachine, Province of Quebec, for the following purposes.

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefits and advantages of the members of the company, to promote and procure various amusements to the members of the company and their friends; to construct, lease and furnish a club house, provided with all commodities for the use of the club members; to grant to all the members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodations of a club; to furnish such club house, supervise the working and management of same and permit the use thereof to the members of the club, the shareholders of the company and their friends, either gratuitously or on such conditions as may be determined to manage all and any of the affairs of such club and generally do all things deemed to be in the interest of the club,

To establish and maintain one or several golf links, tennis courts or facilities for other games which the board of directors of the company and club may think fit;

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the purposes and benefits of such club, movables and immovables, and specially all farms and lands and erect buildings thereon, furnish same with furniture, books, musical instruments, games and all other accommodations;

To construct, operate waterworks, electric light plants, build, maintain and operate roads;

To issue paid up and non assessable shares, bonds and other securities of the company in payment or part payment of any immovables

propriétés immobilières ou mobilières, droits ou autre propriété acquises par la compagnie à quelque titre que ce soit, ou, avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, de quelque façon que ce soit;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

Émettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tel prix jugés raisonnables;

Hypothéquer, engager ou gréver la propriété mobilière ou immobilière présente ou future de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner seulement une partie de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le gage ou le lien mentionné dans ce sous-paragraphe, par une acte de fiducie;

Hypothéquer ou engager la propriété immobilière de la compagnie ou gréver sa propriété mobilière ou les deux pour garantir le paiement, l'emprunt fait autrement que par l'émission de débetures, de même que le paiement ou le règlement d'autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie;

Se fusionner avec toutes compagnies poursuivant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie aucune des propriétés de la compagnie et, en particulier, toutes actions, tous bons, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Généralement faire toutes actions jugées nécessaires pour ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus;

Acquérir, posséder, administrer les dits immeubles, les vendre et les échanger; construire toutes sortes de bâtisses pour des amusements, des clubs et des fins de sport;

Prendre, louer et exploiter, pour d'autres personnes ou compagnies, des immeubles pour des fins de sport et d'amusements et pour en retirer des revenus;

Donner ou louer et confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies pour les mêmes fins, moyennant considération;

Si la chose est jugée désirable, émettre du stock préférentiel et commun;

Recevoir des actionnaires et des membres une cotisation quelconque, annuelle ou autrement, pour le maintien de son entreprise, l'entretien des bâtisses et généralement pour toutes les fins d'affaires de la compagnie, et fixer le montant de telle cotisation, et la collecter par tout moyen légal à telle date fixée par le règlement de la compagnie;

Accepter toute personne n'étant pas actionnaire de la compagnie comme un membre du club, telle personne devant jouir de tous les privilèges que la compagnie pourrait leur accorder, sujet à telle considération qui pourrait être jugée convenable;

Passer des règlements pour le maintien de la compagnie, la conduite convenable de ses membres tels règlements après avoir été approuvés par une majorité des actionnaires de la compagnie devront avoir force de loi et lier tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions de transfert des actionnaires de la compagnie et, spécialement, réserver à la compagnie, par l'intermédiaire de son bureau de direction, le droit d'accepter ou de refuser tel transfert, et, cela, dans le but de contrôler le status de ses actionnaires;

or movables, rights or other property acquired by the company under any title, or with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this subparagraph, by trust deed;

To hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge the movable property, or do both, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company;

To amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of this company;

To distribute amongst the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of;

To generally do all acts deemed necessary for or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire, own, manage the said immovables, sell and exchange same; to erect all kinds of buildings for amusement clubs and sporting purposes;

To take or lease and exploit, for other persons or companies, immovables for sporting and amusement purposes and to derive revenues therefrom;

To give or lease and confide the exploitation of its own immovables to other persons or companies for the same purposes for a consideration;

To issue if thought fit preferred and common stock;

To receive from its shareholders and members some kind of a fee annual or otherwise for the subsistence of its undertaking, the maintenance of the buildings and generally for all the business purposes of the company and to fix the amount of such fee, and collect same by all legal means on such dates as may be fixed by the by-laws of the company;

To accept any person not being a shareholder of the company as a club member, such person to enjoy all privileges which the company may think fit to grant subject to such conditions it may fix;

To pass by-laws for the maintenance of the company and the proper conduct of the members thereof, such by-laws after due approval by a majority of the shareholders of the company to have force of law and bind all the shareholders of the company;

To fix conditions of the transfers of the shareholders of the company and specially to reserve to the company through its board of directors, the right to accept or refuse such transfers and that with a view of controlling the status of its shareholders;

Expulser, après remboursement du prix d'achat de ses actions, tous actionnaires ou membres de la compagnie coupables de conduite inconvenante;

Faire toutes actions, transactions et passer tous règlements quelconques jugés nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie;

Accepter toutes souscriptions pour des parts du capital-actions de la dite compagnie, payables par versements;

Vendre ou autrement disposer de toutes parties des immeubles ou de toute propriété de la compagnie pour telle considération et sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait raisonnables, et accepter de l'argent, des actions, des bons, débentures et du capital ou des valeurs de toute compagnie en paiement complet ou partiel d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre ou disposer d'actions, du stock, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit, directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie;

Prendre et détenir des hypothèques, mortgages liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou pour tout argent dû à la compagnie par les acheteurs, ou pour toutes avances faites par la compagnie aux acheteurs, ou pour des fins de construction ou d'améliorations;

Faire des affaires d'immeuble dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement trafiquer de ou disposer de propriété immobilière ou de toute partie d'icelle, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des résidences et autres bâties sur tels immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Faire des conventions avec chacune et toute autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement qui sembleraient devoir favoriser les objets de la compagnie et ses fins, et obtenir des dites autorités tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie jugerait désirable d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "St-Lawrence Golf Club, Incorporated" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent (100) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2091 C.-J. SIMARD.

"The Lefroy Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5967 et 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour d'avril 1924, à "The Lefroy Company, Limited," ratifiant un règlement de la dite compagnie, comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la dite compagnie soit, et le dit capital-actions est, par les présentes, augmenté, de dix mille (10,000) parts sans valeur au pair, à quarante-huit mille (48,000) parts sans valeur au pair, par l'émission de trente-huit mille (38,000) parts de stock nouveau, sans valeur au

To expel after the reimbursement of the purchase price of his share, any shareholders or members of the company guilty of improper conduct;

To do all acts, transactions and pass all by-laws whatever deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To accept subscriptions for shares of the capital stock of said company payable in instalments;

To sell or otherwise dispose of any part of the immovables or any property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company may think fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures and stock or securities of any other company in full or part payment thereof;

To acquire, buy, own, assign, sell or dispose of shares, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company or carrying on any business capable of being carried directly or indirectly for the benefit of this company;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any money due to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for buildings purposes or other improvements;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchases, leases, or otherwise, and to own immovables, sell, lease, exchange or otherwise deal in and dispose of immoveable property or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To enter into any agreement with all and any authorities federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes and to obtain from any such authorities any permits, rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and exercise, under the name of "St-Lawrence Golf Club Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2092 Assistant Provincial Secretary.

"The Lefroy Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5967 and 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1924, to "The Lefroy Company, Limited," ratifying a by-law of the said company as follows, to wit:

That the capital stock of the said company be and the same is hereby increased from ten thousand (10,000) shares of no par value to forty eight thousand (48,000) shares of no par value, by the issue of thirty eight thousand (38,000) shares of new stock of no par value, to be allotted and

pair, pour être émises et attribuées pour la considération de cinq piastres (\$5.00) par parts, ou pour telles considérations équivalentes que les directeurs de la compagnie pourraient trouver accommodables.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2097 ALEXANDRE DESMEULES.

issued for a consideration of five dollars (\$5.00) per share, or such other equivalent consideration as the directors of the company may deem advisable.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
2098 Acting-Assistant Provincial Secretary.

"Rouyn Joannes Gold Mines, Limited",
(sans responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1924, constituant en corporation. Miss Rae St. James et M. Charles Henry Parkes, sténographes, résidant à la Jonction Delson, M. Arthur I. St. James, teneur de livres, résidant au No 83, rue Mansfield, en la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au érible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueduc, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, des Statuts Refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite.

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Rouyn Joannes Gold Mines, Limited," (sans responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

"Rouyn Joannes Gold Mines, Limited".
(No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1924, incorporating. Miss Rae St. James and Mr. Charles Henry Parkes, stenographers, both residing at Delson Junction, Mr. Arthur I. St. James, bookkeeper, residing at 83 Mansfield Street, in the city of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes.

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, of Revised Statutes of Quebec, 1909, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company constituted under may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Rouyn Joannes Gold Mines, Limited" (No personal liability), with a total capital-stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Le capital-actions de la compagnie pourra être émis à tel escompte à être fixé par un règlement, conformément aux stipulations de la loi des mines de Québec, pourvu que les actionnaires n'encourent aucune autre responsabilité au delà du montant du prix payé, ou à être payé à la compagnie, pour leurs actions;

La compagnie est autorisée, sujet aux stipulations de la loi des compagnies de Québec, 1920, à émettre sous le sceau commun, des mandats (mandats d'actions), établissant que le porteur du mandat a droit à la part, ou aux parts spécifiées dans les présentes, et de pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes futurs sur l'action ou sur les actions incluses dans le dit mandat d'actions.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2085

C.-J. SIMARD.

"The Realty Exchange Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1924, constituant en corporation. Tillie Brownstein, épouse séparée en biens de Moses Siminovitch, et le dit Moses Siminovitch pour autoriser sa dite épouse pour les fins de ces présentes; Moses Siminovitch, agent d'immeubles, Bennie Brownstein, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes.

Acheter, échanger prendre à bail ou acquérir autrement, détenir, vendre ou aliéner autrement des biens mobiliers ou immobiliers, des terrains ou tous droits ou intérêts s'y rattachant, pouvoirs hydrauliques, emplacements de pouvoirs, concessions ou permis forestiers, mines, droits miniers, permis miniers, carrières, puits pétroliers et produits des carrières et terrains miniers ou tout intérêt s'y rattachant, fabriquer et produire du bois de construction, bois de charpente, billes, bois à pâte ou tous articles fabriqués en tout ou en partie avec le bois ou tous produits ou sous-produits du bois;

Souscrire, acheter ou acquérir autrement, posséder, détenir, vendre ou aliéner autrement et négocier et transférer des actions du capital-actions de toute corporation étrangère ou autre, et des bons, débentures, obligations ou autres valeurs de tout gouvernement, municipalité ou corporation étrangère ou autre et, tant qu'elle les détiendra, exercer tous les droits et privilèges de propriétaires y compris le droit de vote en vertu de telles valeurs;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira devoir convenablement exercer en rapport avec son industrie ou susceptible d'accroître directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Émettre des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toute propriété, biens, franchises, options ou autres droits et privilèges;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie ou aux fins d'acquiescer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle;

Agir comme agents pour d'autres pour le pla-

The capital stock of the company may be issued at such discount as may be provided by by-law in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and further provided that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The company is authorized subject to the provisions of the Quebec Companies' Act (1920) to issue under its common seal warrants (share warrants) stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified, and to provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in said share warrant.

The head office of the company will be in the city of Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant-Provincial Secretary.

2086

"The Realty Exchange Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1924, incorporating Tillie Brownstein, wife separate as to property of Moses Siminovitch, and the said Moses Siminovitch to authorize his wife for the purpose of these presents; Moses Siminovitch, real estate agent, Bennie Brownstein, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes.

To purchase, take on lease or otherwise acquire, to hold, sell, exchange or otherwise dispose of property, moveable or immovable, land or any right or interest therein, water powers, powersites, timber limits or licenses, mines, mining rights, mining licenses, quarries, oil wells and products of quarries and minerals lands and any interest therein to manufacture or produce timber, lumber, logs, pulp wood, or any article made in whole or in part from wood or any product of by-product thereof;

To subscribe for, purchase, or otherwise, acquire, own, hold, sell or otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise and bonds, debentures, obligations, or other securities of any government, municipality or corporation, foreign or otherwise and, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable directly or indirectly to enhance value of or render profitable any of the company's property or rights;

To issue fully or partly paid up shares of the company, in payment, or in part payment of any property assets, franchises, options, or other rights and privileges;

To promote or to assist in the promotion of any company or corporation, carrying on a business similar in whole or in part to that of this company, or for the purpose of acquiring the undertaking of the company of any part thereof;

To act as agents for others, in the investment

cement de fonds ou l'exploitation de tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, entre les actionnaires;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité, ou toute partie des biens et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débiteures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

S'associer ou faire aucune convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques et pour autres fins, avec toute autre personne ou compagnie exerçant ou exploitant actuellement ou qui exercera ou exploitera dans l'avenir, toute industrie ou commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter et d'exercer, ou tout commerce ou industrie susceptibles d'être convenablement exercés de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Hypothéquer et grever les immeubles de la compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer, ou acquérir autrement tout commerce semblable en nature ou en objets à aucun des commerces de la compagnie;

Faire tous les actes nécessaires pour l'entreprise, l'exercice et la réalisation d'aucun des commerces que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, sous le nom de "The Realty Exchange Co., Ltd." avec un capital total de vingt mille piastres \$20,000.00, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2093

C.-J. SIMARD.

of funds, or in the carrying out of any business, which the company is authorized to carry on;

To distribute any of the company's property, in specie, among the shareholders;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and, in particular for shares, debentures, bonds, or securities of any other company.

To enter into partnership or into any arrangement, for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on, or engage in any business or transaction, which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conveniently conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

To hypothecate and mortgage the immovables of the company;

To amalgamate with any other company, having objects similar in whole or in part to those of this company, or to purchase, leases or otherwise acquire any business, similar in character and objects of any of the businesses of the company;

To do any acts necessary for the undertaking, carrying on any completion of any of the businesses which this company is authorized to engage in and carry on, under the name of "The Realty Exchange Co., Ltd.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

2094

Assistant Provincial Secretary.

"Malartic Mining Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1924, constituant en corporation Joseph C. Carroll, mineur, Haileybury, Joseph P. Crerar, gentilhomme, Harold S. Kennedy, ingénieur, Cecil R. Morphy, employé civil, Arthur F. Sladen, secrétaire, St-Barbe Sladen, mineur, Ottawa, Ontario, John Crerar, gentilhomme, Chicago, Illinois, E. U. A., pour les fins suivantes:

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir des mines, droits miniers et terrains dans le comté de Témiscamingue, province de Québec, et ailleurs dans cette province, et tout intérêt qui s'y rattache, et les exploiter, les mettre en opération, les exercer, les développer et les rendre profitables; miner, fondre, raffiner, dresser, amalgamer, et rendre vendables des extraits, des métaux et des substances minérales de toutes sortes, et faire toutes autres opérations semblant devoir favoriser aucunes des fins de la compagnie; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, usines, machineries, équipement, convenances, provisions et choses susceptibles d'être utilisées relativement aux opérations minières ou requises par les ouvriers et autres employés de la compagnie; construire, exécuter, entretenir, améliorer, administrer, mettre en œuvre, contrôler et surveiller, sur sa propre propriété,

"Malartic Mining Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1924, incorporating Joseph C. Carroll, miner, Haileybury, Joseph P. Crerar, gentleman, Harold S. Kennedy, engineer, Cecil R. Morphy, civil servant, Arthur F. Sladen, secretary, St-Barbe Sladen, miner, Ottawa, Ontario, John Crerar, gentleman, Chicago, Illinois, U. S. A., for the following purposes.

To purchase, take or lease or otherwise acquire any mines, mining rights and land in the County of Témiscamingue, in the Province of Quebec, and elsewhere in this province, and any interest therein and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same; to quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market, ore, metal and mineral substances of all kinds and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects, to buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, convenience, provisions, and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company; to construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control, and superintend on its own property any roads, ways, railways, bridges, reservoirs, water courses, aqueducts, wharves,

tous chemins, routes, chemins de fer, ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, moulins, concasseurs, travaux hydrauliques, travaux, manufactures, entrepôts et autres travaux et convenances qui sembleraient devoir, directement ou indirectement, favoriser aucun des objets de la compagnie, et contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucunes telles opérations;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des bons, débentures et livres de dettes de toutes sortes garantis par hypothèques, liens ou autrement, et les garantir par mortgages, liens ou autrement, sous le nom de "Malartic Mining Company", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cent mille parts (\$100.000) de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en les cité et district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1924'

Le sous-secrétaire de la province,
2077 C.-J. SIMARD.

furnaces, mills, crushings works, hydraulic works, works, factories, warehouses, and otherworks and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the objects of the company, and to contribute to, subsidise, or otherwise aid or take part in any such operations;

To borrow money, to make and issue promissory-notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise and to secure the same by mortgage pledge or otherwise, under the name of "Malartic Mining Company", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of one dollars (\$1.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2078 Assistant Provincial Secretary.

"E. H. Lemay, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1924, constituant en corporation: Eustache-H. Lemay, marchand de bois, Michael Dunn, gérant, et William A. Filion, homme de chantier, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes :

Faire, dans toutes ses branches, le commerce de bois abattu, de bois debout, de bois de pulpe, manufacturer, produire, acheter, vendre et faire le commerce de bois debout, billes, bois abattu, bois de pulpe et produits de la forêt d'une manière générale, et de tous articles dérivant du bois, et de toutes sortes et pour toutes fins.

Agir comme courtiers ou agents pour l'achat et la vente des commodités et articles susdits et garantir le paiement des comptes des clients en rapport avec ce commerce;

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, maintenir et opérer des moulins et des manufactures pour le traitement du bois debout, bois coupé et du bois de pulpe et tous autres articles pouvant être formés des produits de la forêt;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, louer ou autrement acquérir de l'immeuble, des terrains, lots, droits de surface, limites forestières, lots riverains et droits riverains, et les vendre, en disposer, les échanger ou autrement en trafiquer;

Améliorer et développer des rivières et des lacs, et construire et entretenir des réservoirs, des barrages, des jetées, des estacades et autres travaux et équipements de toutes sortes;

Acquérir, construire, pour les fins du commerce de la compagnie, des steamers, des barges, des remorqueurs et toute espèce de vaisseaux;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et utiliser, se servir de et développer des pouvoirs

"E. H. Lemay, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1924, incorporating: Eustache H. Lemay, lumber merchant, Michael Dunn, manager, and William A. Filion, lumberman, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business; to manufacture, produce, buy, sell and deal in timber, logs, lumber, pulpwood and products of the forest generally and all articles manufactured there from, of all kinds and for all purposes;

To act as brokers or agents for the purchase and sale of the aforesaid commodities and articles and to guarantee the accounts of customers in connection therewith;

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulpwood and any other articles capable of being manufactured from the products of the forest;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, surface rights, timber limits, water lots and river rights and to sell, dispose of, exchange or otherwise deal in the same;

To improve and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, dams, embankments, booms and other works and equipment of all kinds;

To acquire, construct and operate, for the purpose of the company's business steamers, barges, tugs or any other kind of craft;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to utilize, use and develop water powers and

d'eau et autres pouvoirs pour les fins du commerce de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou toute partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et des privilèges détenus ou en jouissance de toutes personnes ou firmes, ou de toutes corporations exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou possédant de la propriété convenant aux objets de cette compagnie, et les payer partiellement ou totalement en actions acquittées de cette compagnie, ou en bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger des engagements de toutes telles personnes, firmes ou corporations et exercer les pouvoirs et les droits et les franchises de toute compagnie dont le capital-actions est possédé par cette compagnie, ou détenu en son propre nom;

Acquérir, acheter, détenir et disposer d'actions du capital-actions, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant, en tout ou en partie, un commerce que cette compagnie a le pouvoir d'exploiter ou d'exercer, et acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer de telles actions;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Attribuer et émettre des actions acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou mixte, et de tous droits et contrats achetés ou acquis par la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie, et garantir l'exécution de contrats par toutes telles personnes;

Procurer à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et désigner et nommer toute personne ou plusieurs d'entre elles pour l'y représenter, selon les lois de tel pays étranger, pour recevoir signification de toute procédure ou action en faveur de cette compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminées;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres effets de commerce négociables ou transférables;

Se fusionner ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise, les affaires de toutes telles corporations et se charger de ses engagements, et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, bons ou valeurs de la compagnie;

Vendre, louer et disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété

other powers for the purposes of the company's business;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firms or by any corporations carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor in fully paid-up or partially paid-up shares of the company, or in bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such persons, firms or corporations and to exercise the powers, franchises and rights of any company whose capital stock is owned by this company in the name of the company or in its own name;

To purchase, acquire, hold and dispose of shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in, in whole or in part, any business which this company has power to engage in or carry on, and acquire, hold, sell or otherwise dispose of such shares, bonds or securities;

To enter into any partnership or arrangement for sharing profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or persons or company engaged or interested or about to become engaged or interested in the carrying on or conduct of any business or enterprise which the company is authorized to carry on or conduct, or from which this company would or might derive any benefit, whether direct or indirect;

To allot and issue fully paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, movable, immovable or mixed, and of any rights and concessions purchased or acquired by the company.

To lend money to customers and other having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of any such foreign country, to represent this company, and to accept services for and on behalf of the company of any process or suit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for the purpose of carrying on its business, in such manner and upon or in such securities as may from time to time be determined upon;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchise, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities, of the company;

To sell and dispose of the assets or undertaking of the company or any part thereof, for such

et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents courtiers, agents à commission, contracteurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "E.-H. Lemay, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2067

C.-J. SIMARD.

"Watson Robb, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1924, constituant en corporation: George Watson Robb, manufacturier, Montréal-ouest, William Archibald McCallum, manufacturier, George Walter Mingie, avocat, Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'importateurs, exportateurs, manufacturiers et trafiquants en matériaux et spécialités mécaniques pour les chemins de fer;

Acquérir, acheter, vendre, trafiquer de, manufacturer et produire toutes espèces et toutes sortes de produits, denrées et marchandises dont on se sert pour, ou appartenant à, ou se rapportant au commerce ou à aucune des parties du commerce ci-dessus, et acquérir, acheter, manufacturer des articles convenant ou nécessaires à, ou se rapportant à l'exercice du commerce, de la manufacture, de la vente comme susdits;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou avantageux

considération as the company may think fit, and in particular either for cash or for shares, bonds, debentures or securities of any other company, or partly for cash and partly for such shares, bonds, debentures or securities;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved by the company, any assets of the company among its members, and in particular the bonds, shares or debentures of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To do all or any of the above objects as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "E. H. Lemay, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2068

"Watson Robb, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1924, incorporating: George Watson Robb, manufacturer, Montreal West, William Archibald McCallum, manufacturer, George Walter Mingie, advocate, Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters and manufacturers of and dealers in railway and mechanical supplies and specialties;

To acquire, purchase, sell, deal in, manufacture and produce all manners and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or pertaining to or incidental to the business or any part of the business as aforesaid and to acquire, purchase or manufacture articles convenient or necessary in connection with and in carrying on the business, manufacture and sale as aforesaid;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, permits, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company; and to use, exercise, develop or grant permits in respect of, or to sell or dispose of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property rights or products;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient

aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, des fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et les prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme ga-

for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or a my of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether, or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any permit, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise any persons or companies for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of

rantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, et émettre des billets et autres lettres de change, mandats, valeurs en vertu de la loi des banques et autres instruments négociables;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont de nature à favoriser la réalisation des objets précités;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement agents, ou seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Watson Robb, Limited"

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents parts (500) n'ayant valeur nominale ou au pair; et le montant du capital avec la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille cinq cents piastres (\$2,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
2095 C.-J. SIMARD.

"Glenora Securities, Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1924, constituant en corporation: Charles Russell McKenzie, avocat, Francis George Bush, agent, et William Patrick Creagh, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire le commerce de placement d'obligations, et placer dans toutes obligations, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque, placer et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser et remplacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie disposera en aucun temps;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, entreprendre, exploiter et exécuter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres; exercer aucun autre commerce qui paraîtra propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur de la propriété de la compagnie, de la rendre profitable, ou d'en faciliter la réalisation;

Souscrire à, garantir, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de sûretés collatérales, et jouir de, vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de stock, bons, débetures et autres valeurs de tout gouvernement ou autre corporation municipale, scolaire, industrielle ou financière, ou autre

securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To draw, make, accept, endorse, issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities under the Bank Act and other negotiable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Watson Robb, Limited".

The capital stock of the company is divided into five hundred (500) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two thousand five hundred dollars (\$2,500.00).

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
2096 Assistant Provincial Secretary.

"Glenora Securities, Inc".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1924, incorporating: Charles Russell McKenzie, advocate, Francis George Bush, manager, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking into which the company may itself enter or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any Government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company and to issue paid

compagnie, et émettre des actions acquittées up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

Promouvoir, organiser, administrer et développer, ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquels elle peut avoir placé ses fonds;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclama-tions à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchise, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

Émettre des débetures, actions hypothécaires, bons, obligations et titres de toutes sortes, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession ou autrement, à perpétuité ou à terme, rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques, présents ou futurs, de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

Faire enquête, examen, audition et rapport, relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune personne, firme ou corporation, relativement aux circonstances d'aucune maison ou entreprise mercantile, et généralement sur l'actif, les biens ou les droits;

To investigate, examine, audit and report on the books, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration et la collection de fonds, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, de leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables, éducationnelles et bienveillantes, pour aucun objet d'utilité générale et publique, aussi établir et sustenter, aider à établir et sustenter aucune association, institution, fonds ou fiducie, pour l'obtention de tels objets;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, constitutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payment towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object, of any public, general or useful object and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

Demander, acheter, ou acquérir autrement

To apply for, purchase or otherwise acquire

toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges

any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs,

et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Glenora Securities, Inc.", avec un capital total de cinquante mille (\$50,000) piastres, divisé en cinq cents (500) parts de cent (\$100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire provincial, ce quinzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province.

2069

C.-J. SIMARD.

charges and expenses thereof ;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Glenora Securities, Inc.", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2070

773-22

Québec, 29 avril 1924.

Demande est faite pour détacher tout le territoire maintenant sous le contrôle des commissaires de l'école protestante de la municipalité de Henryville, de la municipalité scolaire de Henryville, comté d'Iberville, et de l'annexer pour les fins de l'école protestante à la municipalité scolaire protestante de Saint-Georges-de-Clarenceville, comté de Missisquoi.

2145-18-2

No 2977-23.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-Ouest, comté de Québec, les lots numéros 163 à 166, inclusivement, les lots numéros 206 et 215, du cadastre officiel de Saint-Gabriel-Ouest-de-Valcartier, et de les annexer à la municipalité scolaire de Rivière-aux-Pins, même comté.

2029-17-2

No 276-24.

Québec, 22 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Julien-de-Wolfestown, comté de Wolfe, les lots numéros 28, des rangs 1 et 2 du canton de Wolfestown, et de les annexer à la municipalité scolaire de Disraeli, paroisse, même comté.

2031-17-2

No 47-23.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-François-d'Assise, comté de Bonaventure, le territoire ci-dessous décrit:

1. Les lots numéros 20 à 27, inclusivement, des rangs 1 et 2 de l'Immaculée-Conception-sud, canton de Matapédia; ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Alexis-de-Matapédia;

2. Les lots numéros 38 à 56, inclusivement, des rangs 1 et 2 du même canton; ces lots n'appartenant à aucune municipalité déjà organisée.

2033-17-2

No 482-24.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, le territoire occupé par le chemin de fer "Canadien National", les parcelles connues et désignées sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Charles-Borromée, sous les numéros 213 à 220, inclusivement, lequel territoire est borné au nord-ouest par les lots Nos 221 et 222 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, au nord-est par le milieu de la rivière l'Assomption, au sud-est par le lot No 22, du cadastre de la cité de Joliette, et au sud-ouest par les lots Nos 418, 419, 420 et partie 421 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village Saint-Charles", même comté.

2035-17-2

773-22

Quebec, April 29th, 1924.

Application is made to detach all the territory now under the control of the Protestant school trustees for the municipality of Henryville, from the school municipality of Henryville, Iberville county, and to annex it for Protestant school purposes to the Protestant School municipality of Saint George de Clarenceville, Missisquoi county.

2146-18-2

No. 2977-23.

Quebec, April 23, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Gabriel Ouest, county of Quebec, the lots numbers 163 to 166, inclusively, the lots numbers 206 and 215, of the official cadastre of Saint Gabriel Ouest de Valcartier, and to annex them to the school municipality of Rivière aux Pins, same county.

2030-17-2

No. 276-24.

Quebec, April 22, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Julien de Wolfestown, county of Wolfe, the lots numbers 28 or ranges 1 and 2, of the township of Wolfestown, and to annex them to the school municipality of Disraeli parish, same county.

2032-17-2

No. 47-23.

Quebec, April 23, 1924.

Application is made to annex to the school municipality of Saint François d'Assise, county of Bonaventure, the territory hereunder described:

1. The lots numbers 20 to 27, inclusively, of ranges 1 and 2 of Immaculée Conception South, township of Matapédia; these lots to be detached from the school municipality of Saint Alexis de Matapédia;

2. The lots numbers 38 to 56, inclusively, of ranges 1 and 2 of same township; these lots belong to no organized school municipality.

2034-17-2

No. 482-24.

Quebec April 23, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles Borromée, county of Joliette, the territory occupied by the Canadian National Railway, the parcels known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Charles Borromée, under the numbers 213 to 220, inclusively, which territory is bounded to the northwest by the lots Nos 221 and 222 of the cadastre of the parish of Saint Charles Borromée, to the northeast by the middle of river l'Assomption, to the southeast by lot No 22 of the cadastre of the city of Joliette, and to the southwest by lots Nos. 418, 419, 420 and part 421, of the cadastre of the parish of Saint Paul, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Village Saint Charles," same county.

2036-17-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que "L'Ordre des Chevaliers de Champlain" ayant été fusionné avec "L'Alliance Nationale", par un ordre en conseil portant le numéro 577 et approuvé par le lieutenant-gouverneur le 20 mars 1924, le permis et l'enregistrement du dit Ordre des Chevaliers de Champlain ont été en conséquence annulés à cette date.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, Canada.

2103—18-2

Avis est par le présent donné que la "Fire Association of Philadelphia" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurances contre le feu, le et après ce vingt-neuvième jour d'octobre, 1923.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Théodore Meunier, 90 rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, P. Q.

2105—18-2

Avis est par le présent donné que la "Société Ouvrière de secours mutuels de Larino à Montréal" a obtenu le permis et a enregistré comme une société de secours mutuels, à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou en cas de mort, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-gouverneur en Conseil, datée le dixième jour de janvier 1924.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, Canada.

2107—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Motor Union Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accidents et automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that the "Ordre des Chevaliers de Champlain" having been amalgamated with the "Alliance Nationale", in virtue of an order in council bearing the number 577 and approved by the Lieutenant-Governor in council on the 20th of March 1924, the license and registration granted to the said "Ordre des Chevaliers de Champlain" have been cancelled accordingly.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of April 1924.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Canada.

2104—18-2

Notice is hereby given that the "Fire Association of Philadelphia" has been registered to transact, within the Province of Québec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty ninth day of October, 1923.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Québec are: Theodore Meunier, 90 Saint James Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty ninth day of October, 1923.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

2106—18-2

Notice is hereby given that the "Société Ouvrière de Secours Mutuels de Larino à Montréal", has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of, by means of contributions from its members, to make provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident and in case of death of members, for their widows, orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated of January 10th, 1924.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 Revised Statutes of the Province of Québec, this twenty fourth day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Canada.

2108—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Motor Union Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of Fire, Accident, and Automobile, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2121-18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Travellers Indemnity Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, maladie, volants, chaudières à vapeur, automobile, bris de glaces, et vol avec effraction, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les pertes ou dommages par le vol et assurance contre dommages à la propriété, et responsabilité pour dommages aux autres personnes ou propriétés causés par le bris d'aucune machine électrique.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2123-18-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le comté de Napierville, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que quarante personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$90,000.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'avril mil neuf cent vingt-quatre.

Le président,
(Signé) MAX. DEROME.

Le secrétaire,
ARTHUR HEBERT.

2143

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "United British Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les automobiles, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2125-18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "British America Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, explosion, dégâts

Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2122-18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Travellers Indemnity Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Accident, Sickness, Flywheel, Steam Boiler, Automobile, Plate Glass and Burglary, has been extended to include Insurance against damage or loss by robbery and Insurance against damage to property and liability for damage to the property or person of others caused by the breakdown of any electrical machinery, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2124-18-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry", in the county of Napierville, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 6889 of Revised Statutes of Quebec, 1909, and that forty duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$90,000.00.

Given pursuant to the Article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty four.

(Signed) MAX. DEROME,
President.

(Signed) ARTHUR HEBERT,
Secretary.

2144

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "United British Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire insurance, has been extended to include Automobile, Sprinkler Leakage, and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2126-18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "British America Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Automobile, Explosion, Sprinkler Leakage, Tornado,

causés par arroseurs automatiques, ouragan, foudre, vol avec effraction, garantie, transport intérieur, a été amendé, permettant en plus la classe suivante de navigation intérieure et océanique, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant.

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2151—18-2

Avis est par le présent donné que l'enregistrement accordé à la société de secours mutuels "Royal Guardians" a été annulé pour être remplacé par l'enregistrement du permis de la puissance accordé à la Royal Guardians Life Assurance Company, laquelle remplace maintenant la société de secours mutuels précitée, en vertu de la loi 13 et 14 Geo. V, c. 90, Canada.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, Canada.

2127—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "British Traders Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et la grêle, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2169—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "National Union Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et ouragan, a été amendé, permettant en plus la classe contre les automobiles, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances de Québec,
J. P. BELANGER,

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2171—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Niagara Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, ouragan et automobile (comprenant

Lightning, Burglary, Guarantee, Inland Transportation, has been extended to include Inland and Ocean Marine, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2152—18-2

Notice is hereby given that the registration permit granted to the mutual benefit association named "Royal Guardians" has been cancelled to be replaced by the Registration of the Dominion Permit granted to the "Royal Guardians Mutual Life Assurance Company", which now replaces the above mutual benefit association, under the Act 13-14 Geo. V, c. 90, Canada.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty fourth day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Canada.

2128—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "British Traders Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and automobile insurance, has been extended to include Sprinkler leakage and hail insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2170—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of registry issued to the "National Union Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and tornado insurance, has been extended to include automobile insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2172—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Niagara Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, tornado, automobile (including damage to auto

les dommages aux automobiles en transit par chemin de fer), a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre la grêle, explosion et dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

J.-P. BELANGER,

Surintendant des assurances suppléant.
Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2173-18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Union Insurance Society of Canton, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, transport intérieur, accidents et maladie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, grêle et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances de Québec,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2175-18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Merchants Marine Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

2013-17-2

Avis est par le présent donné que la "American Alliance Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Pierre-J. Perrin, 17, rue Saint-Jean Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-F. BELANGER.

Département du Trésor,

Branche des Assurances,

2021-17-2

Québec, Qué.

in transit by rail) has been extended to include explosion, hail and sprinkler leakage insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2174-18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Union Insurance Society of Canton, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, automobile, inland transportation, accident and sickness, has been extended to include Sprinkler Leakage, hail and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2176-18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Merchants Marine Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile insurance, has been extended to include Sprinkler leakage and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2014-17-2

Notice is hereby given that the "American Alliance Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty third day of April, 1924.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Pierre J. Perrin, 17 Saint John Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 of the R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, Que.

2022-17-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Guardian Insurance Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accidents, vol avec effraction, garantie, bris de glaces et maladie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les automobiles, transport intérieur, chaudières à vapeur, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, ouragan et contre les dommages sur propriété de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances de Québec.

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2015—17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Guardian Insurance Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Accident, Burglary, Guarantee, Plate Glass and Sickness insurance, has been extended to include Automobile, inland transportation, steam boiler, sprinkler leakage, tornado and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2016—17-2

Avis est par le présent donné que la "World Marine and General Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, explosions, dégâts causés par arroseurs automatiques, émeutes, automobiles, accidents, maladie, vol avec effraction, garantie, bris de glaces, transport intérieur et navigation intérieure et océanique, le et après ce vingt-deuxième jour d'avril 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Alexander Morrison Stewart, 17 Saint John Street, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, P. Q.

2017—17-2

Notice is hereby given that the "World Marine and General Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire, explosion, sprinkler leakage, riot, automobile, accident, sickness, burglary, guarantee, plate glass, inland transportation and inland and ocean marine, on and after this twenty second day of April, 1924.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: Alexander Morrison Stewart, 17 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
Quebec, P. Q.

2018—17-2

Avis est par le présent donné que la "Standard Marine Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de Navigation intérieure et océanique, le et après ce vingt-troisième jour d'avril, 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: J. Cox, 4, rue de l'Hôpital, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
2023—17-2

Québec, Qué.

Notice is hereby given that the "Standard Marine Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Inland and Ocean Marine, on and after this twenty third day of April, 1924.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: J. Cox, 4, Hospital Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 of the R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of April 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
2024—17-2

Quebec, Que.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné qu'une réunion spéciale des membres du bureau d'examineurs des mesureurs de bois aura lieu à Berthierville, P. Q., le 7 mai prochain, pour faire subir aux can-

Notice is hereby given that a special sitting of the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will be held at Berthierville, P. Q., on the 7th May, 1924, for the purpose of examining

didats présents les examens qui les rendront aptes à remplir les fonctions de mesureurs de bois et de gardes-forestiers.

Le ministre des Terres et Forêts,
HONORE MERCIER.
Département des Terres et Forêts,
Québec, 1er mai 1924. 2203

candidates who desire to qualify as log cullers and bush rangers.

HONORE MERCIER,
Minister of Lands and Forests.
Department of Lands and Forests,
Quebec, May 1st, 1924. 2204

Avis est par les présentes donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

HULL, le 8 juillet 1924.
CHICOUTIMI, le 22 juillet 1924.
RIMOUSKI, le 28 juillet 1924.
SHAWINIGAN FALLS, le 12 août 1924.
QUEBEC, le 2 septembre 1924.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter; aussi transmettre l'honoraire d'admission, soit \$6.00.

Le Ministre des Terres et Forêts,
HONORE MERCIER.
Québec, le 1er avril 1924. 1605-14-22

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

HULL, July 8th, 1924;
CHICOUTIMI, July 22nd, 1924.
RIMOUSKI, July 28th, 1924;
SHAWINIGAN FALLS, August 12th, 1924.
QUEBEC, September 2nd, 1924;

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves, also forward the admission fee of \$6.00.

HONORE MERCIER,
Minister of Lands and Forests.
Quebec, April 1st, 1924. 1606-14-22

Département de la Voirie

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.

23 avril 1924

No 724.

ROUTE MONTREAL-TORONTO

A l'avenir, le chemin suivant fera partie de la route régionale connue sous le nom de

Route Montréal-Toronto,

savoir:

Dans le comté de Jacques-Cartier:

Dans la municipalité de la ville de Saint-Pierre:

La rue Saint-Jacques, depuis les limites de la municipalité de la ville de Montréal-ouest jusqu'aux limites de la municipalité de la cité de Lachine. 2153

Roads Department

Order of the Lieutenant-Governor in Council.

April 23, 1924.

No. 724.

MONTREAL-TORONTO HIGHWAY,

In the future, the following road shall form part of the regional highway known under the name of

Montreal-Toronto Highway,

to wit:

In the county of Jacques Cartier:

In the municipality of the town of Saint Pierre:

Saint James Street, from the limits of the municipality of the town of Montreal West up to the limits of the municipality of the city of Lachine. 2154

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Papineau, sous le nom de "Société des Patrons de la Fromagerie de Fasset de la paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

Le ministre de l'Agriculture,
JOS.-ED. CARON.
Québec, le 29 avril 1924. 2201

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Papineau, under the name of "Société des Patrons de la Fromagerie de Fasset de la paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours", with its principal place of business in the municipality of the parish of Notre Dame de Bon Secours.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, April, 29, 1924. 2202

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.—Dame Rose-Anna Poulin, épouse de Napoléon Lemieux, cultivateur, de Saint-Martin, demanderesse; vs le dit Napoléon Lemieux, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.—Dame Rose Anna Poulin, wife of Napoléon Lemieux, farmer, Saint Martin, plaintiff; vs. Napoléon Lemieux, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22ème jour d'avril 1924.
Saint-Joseph, Beauce, 23 avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,
2111—18-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3234.—Marie-Anne Dubois, de la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Honoré Belleau, cuisinier, du même lieu, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 25 avril 1924.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
2113—18-5

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 22nd April, 1924.
Saint Joseph, Beauce, April 23, 1924.

2112—18-5 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234.—Marie Anne Dubois, of Montreal North, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Honoré Belleau, cook, of the same place, has, this date, instituted against her said husband an action in separation as to property.

Montreal, April 25, 1924.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for plaintiff.

2114—18-5

Province de Québec, district de Saint-François, No 234.—Dans la Cour supérieure. Albertine Robert, du Township de Stanstead, dans le dit district, épouse commune en biens de Lucien Marion, du même lieu, cultivateur, a, ce jour, institué une action comme demanderesse contre son mari, Lucien Marion, comme défendeur, pour séparation de biens.

Daté le 25 avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,
2115 W. L. SHURTLEFF.

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 234, in the Superior Court.—Albertine Robert, of the township of Stanstead, in said district, wife common as to property of Lucien Marion, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action as plaintiff against her said husband, Lucien Marion, as defendant, for separation of property.

Dated April 25, 1924.

2116—18-5 W. L. SHURTLEFF,
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 167.—Dame Anna Dubé, de Stornoway, dans le district de Saint-François, épouse d'Ernest Martin, du même endroit, cultivateur, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ernest Martin, de Stornoway, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier jour d'avril 1924.

Sherbrooke, 26 avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,
2139—18-5 F. CAMPBELL.

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 167.—Dame Anna Dubé, of Stornoway, in the district of Saint Francis, wife of Ernest Martin, of the same place, farmer, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs. Ernest Martin, of Stornoway, in the district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the first day of April, 1924.

Sherbrooke, April 26, 1924.

2140—18-5 F. CAMPBELL,
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 159.—Dame Mélanie Beaulé, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Louis Grenier, du même lieu, et autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; contre Louis Grenier, des cantons de Stanstead, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise dans cette cause, le vingt-huitième jour de mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

Sherbrooke, Qué., 22 avril 1924. 2025—17-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 159.—Dame Mélanie Beaulé, of the township of Stanstead, in the district of Saint-François, wife common as to property of Louis Grenier, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; against Louis Grenier, of the townships of Stanstead, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause on the 28th day of March, 1924.

C. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., April 22, 1924. 2026—17-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9275. Dame Rose-Anna Rouleau, de Saint-Marcelin, épouse de Fidèle Bouillon, cultivateur, de Saint-Maurice, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Fidèle Bouillon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 avril 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVOIE & CHASSE.

Rimouski, ce 23 avril 1924. 2027—17-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9275. Dame Rose Anna Rouleau, of Saint Marcelin, wife of Fidèle Bouillon, farmer, of Saint Marcelin, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Fidèle Bouillon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd of April, 1924.

LAVOIE & CHASSE,
Attorneys for plaintiff.

Rimouski, April 23, 1924. 2028—17-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 176. Dame Adéla Thibodeau, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre du même lieu, et autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; contre Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise dans cette cause le quatrième jour d'avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,

C.-C. CABANA.

Sherbrooke, Qué., 9 avril 1924. 1853—16-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, Beauce, No. 7761.

Dame Elisabeth Genesse, épouse commune en biens de Joseph-Emile Fortin, commerçant, de Saint-Côme, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre ledit Joseph-Emile Fortin.

Les procureurs de la demanderesse,

FARIBAUT, BOLDUC & LAMBERT.

Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1924.

1875—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4124.

Dame Christiana Ouellette, de la ville de Laval, district de Montréal, épouse de Henri Vannini, propriétaire de garage, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Vannini, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars, 1924.

Les avocats de la demanderesse,

1877—16-5

BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1607. Marie-Louise-Anna Archambault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Roy, épiciier, de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Roy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée pour la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1924.

Montréal, 17 avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,

1927—16-5

ARTHUR GIBEAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4922. Antoinette Delongchamp, épouse d'Arthur Beaupré, mouleur, tous deux du même lieu, demanderesse; vs ledit Arthur Beaupré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur par la demanderesse le 12 mars 1924.

Montréal, 3 avril, 1924.

Le procureur de la demanderesse,

1747—15-5

ED. FLAMAND.

Canada, province de Québec, district de Beauce, devant la Cour supérieure, No 7807.—Dame Nellie Doyle, épouse commune en biens de Léon Bissonnette, commerçant, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Léon Bissonnette, commerçant, du même lieu, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 176. Dame Adéla Thibodeau, of the city of Sherbrooke, the district of Saint Francis, wife common as to property of Arthur St-Germain, theatre manager, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; against Arthur St-Germain, theatre manager, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause on this 4th day of April, 1924.

C. C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., April 9th, 1924. 1854—16-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, Beauce, No 7761.

Dame Elisabeth Genesse, wife common as to property of Joseph Emile Fortin, trader, of Saint Côme, authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against the said Joseph Emile Fortin.

FARIBAUT, BOLDUC & LAMBERT,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, April 12th, 1924.

1876—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4124.

Dame Christiana Ouellette, of the town of Laval, district of Montreal, wife of Henri Vannini, garage proprietor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henri Vannini, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,

Attorney for plaintiff.

1878—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1607. Marie Louise Anna Archambault, wife common as to property of Jean Baptiste Roy, grocer, of Montreal, duly authorized, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Roy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted for the plaintiff against the defendant, the 17th of April, 1924.

Montreal, April 17, 1924.

ARTHUR GIBEAULT,

Attorney for plaintiff.

1928—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4922. Antoinette Delongchamp, wife of Arthur Beaupré, moulder, both of the same place, plaintiff; vs the said Arthur Beaupré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff the 12th of March, 1924.

Montreal, April 3rd, 1924.

ED. FLAMAND,

Attorney for plaintiff.

1748—15-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, before the Superior Court, No. 7807.—Dame Nellie Doyle, wife common as to property of Léon Bissonnette, trader, of Saint Malachie, County of Dorchester, duly authorized to institute the present action, plaintiff; vs the said Léon Bissonnette, trader, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 mars, 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1819—15-5 FORTIER & CLICHE.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph de Beauce, March 17, 1924.

1820—15-5 FORTIER & CLICHE,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 464. Léda Bérubé, épouse commune en biens de Joseph Souci, marchand, des Cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Souci, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 27 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1615—14-5 TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 464. Dame Léda Bérubé, wife common as to property of Joseph Souci, merchant, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Souci, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to day.

Montreal, March 27th, 1924.

1616—14-5 TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 25. Dame Hérodias Leclerc, du Village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph T. Tétreault, entrepreneur, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre le dit Joseph T. Tétreault.

Les procureurs de la demanderesse Dame
Hérodias Leclerc,
LUSSIER & FONTAINE.
Saint-Hyacinthe, 29 mars 1924. 1663—14-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 25. Dame Hérodias Leclerc, of the village Saint Joseph, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Joseph T. Tétreault, contractor, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Joseph T. Tétreault.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for the plaintiff said Dame
Hérodias Leclerc.
Saint Hyacinthe, March 29, 1924. 1664—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2328. Dame Marie-Emma-Pomela Gibeault, de Saint-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Hormisdas Trudeau, défendeur et Télesphore Brassard, des Cité et district de Montréal, en sa qualité de registraire pour le district de Montréal, et F.-C. Larose, de Laprairie, dit district, en sa qualité de registraire du Comté de Laprairie, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & PELLETIER.
Montréal, 31 mars 1924. 1627—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2328: Dame Marie Emma Pomela Gibeault, of Saint Isidore de Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant, and Telesphore Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar for the district of Montreal and F. C. Larose, of Laprairie, said district, in his quality of Registrar of the county of Laprairie, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty eighth of March, 1924.

BEAUREGARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, March 31, 1924. 1628—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 538.

Dame Mathilda Bessette, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, F.-X.-Gédéon Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
M.-J.-CL. LARIVIERE.
Montréal, 1er avril 1924. 1655—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, F.X. Gédéon Jeannotte, dit Lachapelle, physician, of the same place.

M. J. CL. LARIVIERE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st April, 1924. 1656—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5004. Dame Marie-Louise Gardier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Guittard, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Guittard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1657—14-5 BRODEUR & THOUIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004. Dame Marie Louise Gardier, of the City and District of Montreal, wife of Louis Guittard, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Guittard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

1658—14-5 BRODEUR & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, épouse commune en biens de Philippe Fournier, journalier, de la paroisse de Saint-Fabien, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
Rimouski, 2 avril 1924. R.-E. ASSELIN.
1659—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9236. Dame Marie Blanche Gagnon, wife common as to property of Philippe Fournier, labourer, of the parish of Saint Fabien, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1660—14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9237. Dame Antonia Harton, épouse commune en biens de J.-J.-Bte Fournier, beurrier, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit J.-J.-Bte Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
Rimouski, 2 avril 1924. R.-E. ASSELIN.
1661—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9237. Dame Antonia Harton, wife common as to property of J. J. Bte Fournier, butter manufacturer, of the parish of Saint Rémi de Métis, vulgo Price, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said J. J. Bte Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1662—14-5

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Hull, dans la Cour supérieure, No 7300. Octave Emery, cuisinier, des Cité et district de Hull, demandeur; vs Dame Luvina Amyot, anciennement des Cité et district de Hull, mais maintenant de lieux inconnus, épouse du dit demandeur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour d'avril, 1924.

Le procureur du demandeur,
Hull, 1er avril 1924. L.-A. LEDUC.
1629—14-5

Province of Quebec, district of Hull. In the Superior Court, No. 7300. Octave Emery, cook, of the City and District of Hull, plaintiff; vs Dame Luvina Amyot, formerly of the City and District of Hull, but now of parts unknown, wife of said plaintiff; and the latter for the purpose of authorizing his said wife, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this cause, the 1st day of April, 1924.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
Hull, 1st April, 1924. 1630—14-5

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par le présent donné que "Elliott Fisher, Limited," autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. Charles L. Brown, de la cité de Montréal, du numéro 347, de la rue Selby, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, en remplacement de M. C. B. Baily.

Le sous-secrétaire de la province,
2147 C.-J. SIMARD

Notice is hereby given that Elliott-Fisher Limited, authorized to carry on business in this Province, has appointed by a new power of attorney Mr. Charles L. Brown, of the city of Montreal, Number 347, Selby Street, its principal agent, with its principal place of business in this city, in the place and stead of Mr. C. B. Bailey.

C. J. SIMARD,
2148 Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chef

Chief Offices

VIPOND-TOLHURST COAL COMPANY, LIMITED

Avis de situation de bureau principal.

Avis est par les présentes donné que Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 10 mars 1924, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de

VIPOND-TOLHURST COAL COMPANY, LIMITED.

Notice of address of Head Office.

Notice is hereby given that Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited, a company incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 10th day of March, 1924, and having its chief place of business in the city of Montreal, in the

Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec, a son bureau principal au coin des rues Kelly et Millen, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31ème jour de mars 1924.

2109

Le secrétaire,
F. C. EMPEY.

GREENSHIELDS & COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la "Compagnie Greenshields, Limited," incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, sous l'autorité de la Loi des compagnies de Québec, 1920, partie I, le vingt-six février 1924, et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au No 17, rue Saint-Jean, en la dite cité.

De et après la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce dixième jour d'avril 1924.

2141

Le secrétaire,
RAYMOND ALLAN.

district of Montreal, in the Province of Quebec, has its Head Office at the corner of Kelly and Millen Streets, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1924.

2110

F. C. EMPEY,
Secretary.

GREENSHIELDS & COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that Greenshields & Company, Limited, incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under the provisions of Part I of The Quebec Companies' Act, 1920, on the 26th February, 1924, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 17 St. John Street, in the said city. From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this tenth day of April, 1924.

2142

RAYMOND ALLAN,
Secretary.

Failli

Dans l'affaire de Horace Pelletier, Saint-Alexandre, Comté Kamouraska, P. Q., insolvable.

Avis est donné, par les présentes, en vertu de l'article 880 du Code de Procédure Civile, qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et qu'il sera sujet à objection jusqu'au 18 mai, 1924, alors qu'il sera payé à nos bureaux.

2129

Les curateurs conjoints,
LARUE & TRUDEL.

Insolvent

In the matter of Horace Pelletier, Saint Alexandre, Kamouraska County, P. Q., insolvent.

Notice is hereby given, under article 880 of the Code of Civil Procedure, that a second and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be opened to objection until the 18th of May, 1924, when it will be payable at our offices.

2130

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.

Minutes de notaire

Québec, 26 avril 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. J.-Arthur Brissette, notaire, de Rawdon, comté de Montcalm, district de Joliette, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Gaspard-Alexis Archambault, en son vivant, notaire, de Sainte-Julienne, district de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
2119—18-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 16 avril 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Arthur Courtois, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Emmanuel L'Archevêque, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire, pour cause de maladie.

Le sous-secrétaire de la province,
1925—16-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, April 26, 1924.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted by Mr. J. Arthur Brissette, notary, of Rawdon, county of Montcalm, district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Gaspard Alexis Archambault, in his lifetime, notary, of Sainte-Julienne, district of Joliette.

C. J. SIMARD,
2120—18-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, April 16, 1924.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Arthur Courtois, notary, of the city of Montreal, for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Emmanuel L'Archevêque, notary, of the same place, who has ceased to practice as notary for cause of sickness.

C. J. SIMARD,
1926—16-5 Assistant Provincial Secretary.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 14 mai 1924, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1613-14-6 T. E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 14, 1924, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1614-14-6

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Thomas Caron fils, boulanger, Saint-Flavien, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le SIXIEME jour de JUIN 1924, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement à Saint-Flavien, côté sud-ouest de la route Centrale, contenant par le nord-est soixante-douze pieds, par le sud-ouest douze pieds et huit pouces, par le nord quatre-vingt-deux pieds et par le sud cent vingt pieds, connu comme faisant partie du lot numéro quatre cent neuf (409 Ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien; borné au nord-est au chemin, au nord et au sud-ouest à Dame Alyre Auger et au sud à Louis Bibeau—avec maison, boulangerie et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de Faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, le 9 mars 1924. 2167-18-2

Dans l'affaire de Paul Tétreault, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, cédant autorisé.

Avis est donné par les présentes que, conformément à un ordre de la Cour supérieure siégeant en matière de faillite, en date du vingt-huit d'avril mil neuf cent vingt-quatre, JEUDI, le CINQUIEME jour de JUIN mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, le soussigné, *es-qualité*, mettra en vente publique à l'enchère les immeubles suivants dûment cédés par ledit Paul Tétreault, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand susdite, connu et désigné comme étant les lots numéros trois cent quarante-cinq et trois cent quarante-six des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, contenant environ cent dix arpents en superficie;

2. Une autre terre située au même lieu, connue

In the matter of Thomas Caron jnr, baker, Saint Flavien, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, SIXTH day of JUNE 1924, at ELEVEN o'clock a. m., will be sold at public auction, at the church door of Saint Flavien, county of Lotbinière, the following property:

One lot of land at Saint Flavien, southwest side of the Central Road, measuring by the northeast seventy two feet, by the southwest twelve feet and eight inches, by the north eighty two feet and by the south one hundred and twenty feet, known as forming part of lot number four hundred and nine (Ptie 409) of the official cadastre for the parish of Saint Flavien; bounded at the northeast by the road, at the north and southwest by Mrs. Alyre Auger and to the south by Louis Bibeau—with house, bakery and barn thereon constructed, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be examined at our office.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter St.

Quebec, March 9th, 1924. 2168-18-2

In the matter of Paul Tétreault, of the town of Iberville, in the district of Iberville, authorized assignor.

Notice is hereby given that, in accordance with an order of the Superior Court, sitting in Bankruptcy, dated the twenty eighth of April, one thousand nine hundred and twenty four, on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the door of the church of the parish of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, the undersigned, *es-qualité*, will offer for sale at public auction the following immovables duly assigned by the said Paul Tétreault, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Grégoire le Grand aforesaid, known and designated as being the lots numbers three hundred and forty five and three hundred and forty six of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Grégoire le Grand, containing about one hundred and ten arpents in superficies;

2. Another lot of land situate at the same place,

et désignée comme étant le lot numéro trois cent trente-neuf des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec une grange érigée sur ladite terre.

Cette vente est faite conformément aux dispositions de la Loi des faillites du Canada, 9 et 10 George V, chapitre 36, Statut Fédéral et ses amendements, et aura le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant, sujet aux dispositions du Code de Procédure Civile en la matière.

Pour détails, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

G. GUILLET.

Iberville, ce 30 avril 1924.

2199—18-2

known and designated as being the lot number three hundred and thirty nine of the same official plan and book of reference—with a barn thereon erected.

This sale is made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act of Canada, 9-10 George V, chapter 36, Federal Statute and amendments thereto, and shall have the same effects as a sale by the sheriff.

Terms of payment: Cash, subject to the provisions of the Code of Civil Procedure in the matter.

For particulars, apply to the undersigned.

G. GUILLET,
Authorized Trustee.

Iberville, April 30, 1924.

2200—18-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure (En faillite), No. 251.—Dans l'affaire de J.-I. Chouinard, marchand, de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1924, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à 1 bureau du shérif, à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Une propriété sise et située au coin des rues Notre-Dame et Bonsecours, dans le quartier Est de la cité de Montréal, connue et désignée comme étant le No 55, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Est, mesurant en front sur la rue Notre-Dame, 150 pieds et sur la rue Bonsecours, 116 pieds et 9 pouces, 94 pieds et 6 pouces dans la ligne nord-est, et 156 pieds et 2 pouces dans la ligne sud-est, ayant une superficie de 15,797 pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites et portant les Nos 310 et 326, de la rue Notre-Dame-Est, et 15 à 21, de la rue Bonsecours.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 8ème jour d'avril 1924, et conformément aux formalités de la Loi de faillite, section 20, sous-section 4, lettre b, pour lui donner l'effet du décret.

Condition de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

EUGENE PREVOST.

Bureau de Prevost & Perras,

50, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal.

1913—16-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (in Bankruptcy), No. 251.—In the matter of J. I. Chouinard, merchant, of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1924, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the Sheriff's office, at Montreal, the following immovable, to wit:

A property lying and situate at the corner of Notre Dame and Bonsecours Streets, in the East Ward of the city of Montreal, known and designated as being No. 55, on the official plan and book of reference of the East Ward, measuring in front on Notre Dame Street, 150 feet, and on Bonsecours Street, 116 feet and 9 inches, 94 feet and 6 inches in the northeast line, and 156 feet and 3 inches in the southeast line, containing an area of 15,797 feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and bearing Nos. 310 to 326 Notre Dame Street East, and 15 to 21 Bonsecours Street.

The sale is made under a judgment of the Superior Court, dated the 8th day of April, 1924, and pursuant to the formalities of the Bankruptcy Act, section 20, sub-section 4, letter b, to give it the effect of a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

EUGENE PREVOST,
Authorized Trustee.

Office of Prevost & Perras,

50 Notre Dame Street West, Montreal.

1914—16-2

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 3662.

Avis public est par les présentes donné que par jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour d'avril 1924, dans une cause dans laquelle Horace Gagné, chauffeur, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et Dame Adrienne Gagné, de ladite cité de Montréal, épouse séparée de biens d'Albert Choquette, du même lieu, et ledit Albert Choquette pour auto-sider sadite épouse, Dame Alice Gagné, de ladite cité de Montréal, épouse séparée de biens de Alphonse Authier, du même lieu, et ledit Alphonse Authier pour autoriser sadite épouse, et Dame Laura Payette, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Horace Gagné, en son vivant courtier en immeubles, du même lieu, en sa qualité de tutrice à son fils mineur Lucien Gagné, sont défendeurs,

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3662.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the eleventh day of April, 1924, in a cause wherein Horace Gagné, chauffeur, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Dame Adrienne Gagné, of the said city of Montreal, wife separate as to property of Albert Choquette, of the same place, the said Albert Choquette to authorize his said wife, Dame Alice Gagné, of the said city of Montreal, wife separate as to property of Alphonse Authier, of the same place, and the said Alphonse Authier to authorize his said wife, and Dame Laura Payette, of the said city of Montreal, widow of the late Horace Gagné, in his lifetime real estate broker, of the same place, in her quality of tutrix to her minor child Lucien

la licitation de l'immeuble suivant a été ordonnée, lequel immeuble est composé:

a. D'un emplacement situé dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, faisant front sur la rue Hadley, connu et désigné sous le numéro soixante-dix-neuf (79) de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930), de la paroisse de Montréal; et

b. D'un lot de terre faisant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78), de ladite subdivision officielle dudit lot numéro trois mille neuf cent trente (3930), de la dite paroisse de Montréal, de la contenance de deux pieds de front sur la profondeur du dit lot numéro 5930-78; borné, ledit lot de terre, en front par la rue Hadley, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot ci-dessus décrit, portant le numéro 79 de la dite subdivision officielle du dit lot numéro 3930 de la dite paroisse de Montréal, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 78 de la dite subdivision officielle du dit lot numéro 3930.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérissseur, à la séance de la Cour supérieure, dans la division de pratique ou toute autre chambre que le juge fixera, au palais de justice, à Montréal, le VINGTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour sus-mentionné pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais prescrits aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 14 avril 1924.

Les procureurs du demandeur,
ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.
1915-16-2

Gagné, are defendants, the licitation of the following immovable was ordered, which immovable consists of:

a. An emplacement in Emard Ward, in the city of Montreal, fronting on Hadley Street, known and designated under the number seventy nine (79) of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the parish of Montreal; and

b. A lot of land forming part of lot number seventy eight (78) of said official subdivision of said lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the said parish of Montreal, containing two feet in front by the depth of said lot number 3930-78; bounded, the said lot of land, in front by Hadley Street, in rear by a lane, on one side by the lot above described, bearing number 79 of said official subdivision of said lot number 3930 of said parish of Montreal and on the other side by the residue of said lot number 78 of said official subdivision of said lot number 3930.

The said immovable will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder, sitting the Superior Court, in the Practice Division, or in any other Room which may be appointed by the Judge, in the Montreal Court House, on the TWENTIETH day of MAY, 1924, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 14, 1924.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.
1916-16-2

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC.

VILLE DE LA TUQUE.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé P.-E. Riberdy, secrétaire-trésorier de la ville de La Tuque, que les immeubles ci-après désignés, situés à La Tuque dans le premier rang, canton Mailhot, seront, par ordre de la Commission scolaire de la ville de La Tuque, vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville de La Tuque, MERCREDI, le QUATRIEME jour de JUIN prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues sur iceux à la commission scolaire susdite, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente.

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF LA TUQUE.

Public notice is hereby given by the undersigned P. E. Riberdy, secretary-treasurer of the town of La Tuque, that, by order of the La Tuque School Commission, the following immoveable properties, situated at La Tuque, in the first range, Mailhot township, will be sold by public auction, at the town hall of the town of La Tuque, on WEDNESDAY, FOURTH day of JUNE next (1924), at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes due to the said La Tuque School Commission, unless the same are paid to me, with costs, before the day of sale.

Noms des propriétaires Names of owners	No du cadastre Cadastral No.	Taxes scolaires School taxes
Abraham Bouchard.....	23A-20B et 20C.....	\$ 28.87
Joseph Bergeron, Fs. Albert.....	22A-95.....	5.40
William Barrette.....	24A-227.....	23.87
Louis Côté.....	25A-242 ou 22A-236.....	7.97
Alfred Couture.....	25A-276.....	6.17
Joseph Capone.....	22A-52.....	34.87
Hildebert Cantin.....	23A-108, 109, 113.....	42.89
A. Crête, succession—Estate.....	Lot 32.....	187.38
Jean-Bte Doucet.....	26-25, 26-27.....	7.38
Georges Filion.....	Pt 25A-63.....	103.37
Georges Filion.....	23A-115.....	6.90
François Fortier.....	24A-163.....	40.59
François Fortier.....	24A-164.....	54.30
Louis Folsy.....	23A-143.....	52.37
Jeffrey Gervais.....	25A-32.....	324.17
Collins Alex.....	26-114, 115.....	57.87
Henri Gingras.....	Pt. 25A-77.....	99.93
Georges Guillemette.....	25A-139, 142, 143.....	36.02
Georges Guillemette.....	Pt. 26-95.....	100.20
Georges Guillemette.....	26-138F.....	13.50
Philippe Guillemette.....	25A-164 et al.....	26.67
Arthur Guertin.....	25A-209, 212, 213, 216.....	103.37
Charles Gravel.....	23A-4.....	80.12
J.-La Gaudreault, Fs. Nap.....	23A-161.....	9.17
Thomas Gilbert.....	24A-245, 246.....	38.66
J.-Nap. Gagné.....	22A-292.....	19.37
Rosario Gauthier.....	Pt. 26 deux—two lots.....	27.57
Pierre-Emile Gaudreau.....	26-438I.....	58.59
Alexis Hervey.....	23A-206.....	6.77
Edgar Hamel.....	24A-209.....	19.23
Octave Lefrançois.....	25A-89.....	97.29
Léo Lavoie.....	24A-304A.....	49.97
Vve—Widow Pierre-A. Martel.....	24A-101.....	51.27
William Martel.....	23A-149.....	30.79
Vve—Widow Ths. Morin.....	24A-301.....	65.91
Pitre Pearson.....	22A-7.....	78.77
Philias Pichette.....	22A-134.....	38.09
Alex.-Ephiphane Pilote.....	Pt. 26-149 et al.....	8.27
Ulric Savard.....	Pt. 24A-54, 55.....	555.94
Ovila Savard.....	21A-403, 4, 5, 6; 417, 8, 9, 420.....	15.04
C.-E. & Henri Simard.....	24A-241.....	67.47
Osius St. Pierre.....	25A-207.....	57.17
Joseph Trotter.....	24A-124.....	95.11
Augustin Tremblay, Fils—Son.....	23A-114.....	32.97
Thomas Tremblay, Jovite.....	23A-147, 148.....	51.57
Marcelin Tremblay.....	25A-236.....	44.57
Rossire Trudel.....	26-178.....	7.16
Albert Simard.....	22A-96.....	52.12

Donné à La Tuque, le vingt-huitième jour d'avril mil neuf cent vingt-quatre (1924).

Le secrétaire-trésorier de la ville de La Tuque.
P.-E. RIBERDY.

2155-18-2

Given at La Tuque, on the twenty eighth day of April, nineteen and twenty four (1924).

P. E. RIBERDY,
Secretary-treasurer of the town

2156-18-2

of La Tuque.

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE HUNTINGDON

Avis est donné par les présentes, par le soussigné W. K. Philips, secrétaire-trésorier de la ville de Huntingdon, que le terrain ci-après décrit sera vendu par encan public, dans la salle des séances du Conseil de comté, dans la dite ville, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain, (1924), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales dues à la municipalité ci-dessous mentionnée, sur le lot ci-dessous désigné, à moins que les dites taxes et les frais encourus par les présentes ne soient payés avant la date mentionnée ci-dessus:

Ce lot de terre situé dans la ville de Huntingdon, formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme le numéro soixante-neuf (pt 69), de la ville de Huntingdon, partant à quinze pieds de la ligne de division entre

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF HUNTINGDON

Public notice is hereby given by the undersigned W. K. Philips, secretary-treasurer of the Municipality of the town of Huntingdon, that the land hereinafter described will be sold by public auction, in the sitting room of the Council, in the County building, in the said town, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon, for the Municipal taxes due to the Municipality hereunder mentioned, on the lot designated below, unless same be paid with costs incurred, before the day above mentioned:

That portion of land situate in the town of Huntingdon, being part of that lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Huntingdon under the number sixty nine (pt. 69), starting at fifteen

le lot No. 68 et le dit lot No 69, allant vers l'est sur la rue York, cinquante pieds par cent pieds de profondeur, et tel que borné au front par la dite rue York, en arrière et des deux côtés, par le résidu du dit lot No 69—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour les taxes suivantes, à savoir:

Propriétaire	Taxes		Total.
	municipales	Intérêt	
Peter Lefebvre	\$6.80		\$6.80

Donné en la ville de Huntingdon, ce vingt-huitième jour d'avril 1924.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Huntingdon,
W. K. PHILPS.
2157—18-2

feet from the division line between lot No. 68 and said lot No. 69, running towards the East on York Street fifty feet, by one hundred feet in depth, and such as bounded in front, by said York Street, in rear and on both sides by the remainder of said lot No. 69—with the buildings thereon.

For the following taxes due, to wit:

Owner	Municipal		Total
	taxes	Interest	
Peter Lefebvre	\$6.80		\$6.80

Given at the town of Huntingdon, this twenty eighth day of April, nineteen hundred and twenty four.

W. K. PHILPS,
Secretary-Treasurer of the Municipality
2158—18-2 of the Town of Huntingdon.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 412. } FRANÇOIS BOUTIN, journalier, de Privat, district d'Abitibi, demandeur; contre LUDGER RAMSAY, du même lieu, défendeur, à savoir:

Les droits que peut avoir le dit défendeur sur le lot de terre portant le numéro (46) quarante-six, du rang numéro (2) deux, du canton Privat, décrit comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Privat susdit, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-U. DUMONT.
Bureau du shérif,
Amos, 7 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1767—15-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 412. } FRANÇOIS BOUTIN, laborer, of Privat, district of Abitibi, plaintiff; against LUDGER RAMSAY, of the same place, defendant, to wit:

The rights which the said defendant may have on the lot bearing the number forty six (46) of range two (2), of the township of Privat, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Privat aforesaid, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office,
Amos, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1768—15-2

Cour de Magistrat.—District de Québec.

No 6591. } J.-A. LALANDE, autrefois de Macamic et maintenant de La Sarre, dans le district d'Abitibi, demandeur; contre HENRI GAUTHIER, de La Reine, dit district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

1. Un lopin de terre désigné au plan d'arpentage du ministère des Terres et Forêts de Québec, comme étant la partie nord du lot numéro un (1), situé au nord de la rivière La Reine, dans le rang cinq (V), du canton Desmalloises—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

2. Un lopin de terre désigné au plan d'arpentage du ministère des Terres et Forêts de Québec, comme étant la partie nord du lot numéro deux (2), situé au nord de la rivière La Reine, dans le rang cinq (V) du canton Desmalloises—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de La

Magistrate's Court.—District of Quebec.

No. 6591. } J. A. LALANDE, heretofore of Macamic and now of La Sarre, in the district of Abitibi, plaintiff; against HENRI GAUTHIER, of La Reine, said district of Abitibi, defendant, to wit:

1. A lot of land designated on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec, as being the north part of the lot number one (1), lying to the north of the river La Reine, in the fifth (5) range of the township of Desmalloises—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

2. A lot of land designated on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec, as being the north part of the lot number two (2) lying to the north of the river La Reine, in the fifth (5) range of the township of Desmalloises—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of La-

Reine, dit district d'Abitibi, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, 7 avril 1924. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 12 avril 1924]
1769—15-2

Reine, said district of Abitibi, the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. U. DUMONT, Sheriff.
Amos, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1770—15-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } NAPOLEON BE-
No 106. } DARD, deman-
deur; vs JOSEPH LIZOTTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre, et les bâtisses dessus construites, connue et désignée comme étant une partie des lots Nos 3A, 3B, 3C, 3D et 2C, tous du cadastre officiel pour le 14e rang du canton de Nelson; bornée d'un bout par Edmond Martineau, de l'autre bout par Andrew Patterson, d'un côté par H. Bouchard et de l'autre côté par Andrew Patterson.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le CINQUIEME jour de JUIN prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Arthabaska, 29 avril 1924. J.-E. GIROUARD.
[Première publication, 3 mai 1924]
2187—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ALFRED DUBE, de-
No 43. } mandeur; vs
FREDDY BINETTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de la contenance de 7½ arpents de front, environ, sur la profondeur des lots, connue et désignée sous les Nos 378, 379 et 380 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester; bornée du côté sud-est par Philias Boissonnault et du côté nord-ouest par Octave Boucher—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, le CINQUIEME jour de JUIN prochain (1924), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Arthabaska, 30 avril 1924. J.-E. GIROUARD.
[Première publication, 3 mai 1924]
2189—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } WILFRID JAC-
No 6. } QUES, deman-
deur; vs JEAN-BTE CHARTIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant le lot No 787 du cadastre officiel du canton de Durham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne d'Arc, le QUATRIEME

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } NAPOLEON BE-
No 106. } DARD, plaintiff;
vs JOSEPH LIZOTTE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land, with the buildings thereon erected, known and designated as being a part of the lots Nos 3A, 3B, 3C, 3D and 2C, all of the official plan and book of reference for the 14th range of the township of Nelson; bounded at one end by Edmond Martineau, at the other end, by Andrew Patterson, on one side by H. Bouchard and on the other side by Andrew Patterson.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the FIFTH day of JUNE next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD, Sheriff.
Arthabaska, 29th April 1924.
[First publication, 3rd May, 1924]
2188—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ALFRED DUBE,
No. 43. } plaintiff; vs FRED-
DY BINETTE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land containing about 7½ arpents in front by the depth of the lots, known and designated under Nos 378, 379 and 380 of the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Hélène-de-Chester; bounded on the southeast side by Philias Boissonnault and on the northwest side by Octave Boucher—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Hélène-de-Chester, on the FIFTH day of JUNE next (1924) at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD, Sheriff.
Arthabaska, 30th of April, 1924.
[First publication, 3rd May, 1924]
2190—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } WILFRID JAC-
No. 6. } QUES, plaintiff;
vs JEAN BTE CHARTIER, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land known and designated as being the lot No. 787 of the official plan and book of reference for the township of Durham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Jeanne d'Arc, on the FOURTH day of

jour de JUIN prochain (1924), à UNE heure de l'après-midi. JUNE next (1924), at ONE o'clock in the afternoon.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 28 avril 1924.
[Première publication, 3 mai 1924]
2191—18-2

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office,
Arthabaska, 28th April, 1924.
[First publication, 3rd May, 1924]
2192—18-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } LA CORPORATION DE
No 7778. } LA SAINTE-ROSE, deman-
dresse; contre ROSIAS TANGUAY ET VIR, dé-
fendeurs.

Le lot numéro quatre-vingt (80), du cadastre pour le premier rang du canton de Ware—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le TREIZIEME jour de MAI prochain, 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 8 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1771—15-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit. } LA CORPORATION DE
No. 7778. } LA SAINTE ROSE,
plaintiff; against ROSIAS TANGUAY ET VIR,
defendants.

The lot number eighty (80), of the cadastre for the first range of the township of Ware—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Rose, the THIRTEENTH day of MAY next, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office
Saint Joseph, Beauce, April 8, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1772—15-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH WEANER,
No 8746. } journalier, de Sainte-
Anne-de-Chicoutimi, demandeur; contre JOSEPH
MORISSETTE, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au demandeur le dit Joseph Weaner, l'immeuble ci-après désigné, à savoir:

Un lopin de terre ou emplacement situé en le village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, de figure irrégulière, formant partie du lot numéro cent trois (ptie No 103) au cadastre officiel du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, dans le premier rang ouest du canton Tremblay, lequel terrain mesure environ cinquante-trois pieds de largeur du Sud au Nord, sur environ cent vingt-cinq pieds de profondeur de l'Est à l'Ouest, et est compris dans les bornes suivantes: vers le Sud par le terrain de Monsieur Joseph Dubé, vers l'Ouest par la route Sainte-Marie ou chemin public, vers le Nord et vers l'Est par le résidu du dit lot numéro cent trois (No 103) appartenant à Louis Boucher; la ligne Nord du terrain maintenant décrit, étant parallèle à la ligne Sud du terrain ou emplacement de Aquilas et Oscar Tremblay ou représentants, et distante vers le Sud de dix-sept pieds de cette ligne—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, LUNDI, le DOUZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 7 avril 1924.
[Première publication, le 12 avril 1924]
1773—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } JOSEPH WEANER, la-
No. 8746. } borer, of Sainte Anne
de Chicoutimi, plaintiff; against JOSEPH
MORISSETTE, of the same place, defendant.

As belonging to the plaintiff, the said Joseph Weaner, the immovable hereunder described, to wit:

A parcel of land or emplacement situate in the village of Sainte Anne de Chicoutimi, of irregular figure, forming part of the lot number one hundred and three (pt. No. 103) on the official cadastre of the village of Sainte Anne de Chicoutimi, in the first west range of the township of Tremblay, which parcel of land measures about fifty three feet in width from south to north, by about one hundred and twenty five feet in depth from east to west and being contained within the following boundaries: to the south by the land of Mr. Joseph Dubé, to the west by Saint Mary's Road or public highway, to the north and to the east by the residue of the said lot number one hundred and three (No. 103) belonging to Louis Boucher, the north line of the land now described, being parallel to the south line of the land or emplacement of Aquilas and Oscar Tremblay, or representatives, and seventeen feet distant south of this line—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Anne de Chicoutimi, on MONDAY, the TWELFTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 7, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1774—15-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure.—District de Gaspé, à New Carlisle.

Province de Québec, }
District de Gaspé, }
Comté de Bonaventure. } **LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE**, corporation légale ayant son siège d'affaires au dit lieu, demanderesse; contre AUGUSTE PARENT, de Saint-Jean-L'Évangéliste, comté de Bonaventure, district de Gaspé, et maintenant de lieux inconnus, hors de la province de Québec, défendeur.

1. Partie du lot No 1A, du rang du Gore, du canton Nouvelle; bornée comme suit, à savoir: à l'ouest par la partie du même lot occupée par Honoré Parent, au nord par le rang sud du chemin, à l'est par le lot A, occupé par Joseph Carrier, au sud par le rang Shoolbred, partie centrale, contenant en superficie 73 acres, plus ou moins—avec maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 26A, du rang Shoolbred, partie centrale du canton Nouvelle; bornée comme suite à l'est par la partie du même lot occupé par Joseph LeBlanc, au sud par la seigneurie de Shoolbred, à l'ouest par le No 26E, du même rang, et au nord par le rang du Gore, contenant en superficie 20 acres, plus ou moins—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues le JEUDI, DOUZIÈME jour de JUIN mil neuf cent vingt-quatre, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-L'Évangéliste, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

E. W. SHEPPARD.

Bureau du shérif,
New Carlisle, 25 avril 1924.

[Première publication, 3 mai 1924]

2131—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé, à New Carlisle.

Province de Québec, }
District de Gaspé, }
Comté de Bonaventure. } **WILLIAM I. CATES**, dentiste, Petit-Cascapédia, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; vs PIERRE-DENIS ROBICHAUD, ci-devant de Petit-Cascapédia et maintenant en des lieux inconnus, défendeur; contre les biens et effets et les terrains et propriétés de demoiselle MARIE LOUBERT, ci-devant de New-Richmond et maintenant résidant en la cité de Québec, fille majeure usant de ses droits, tiers-saisie.

Ce certain lot de terre situé dans le premier rang de New-Richmond, dans la paroisse des Saints-Anges-Gardiens-de-Cascapédia, formant partie du lot cent neuf (109), du cadastre officiel du dit canton, contenant cent (100) pieds de front le long du chemin, par soixante pieds de profondeur; borné à l'ouest par le chemin, et, sur les trois autres côtés, par le terrain appartenant à Alexandre Cyr, tel que le tout apparaît actuellement—avec la maison et toutes les autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé, at New Carlisle.

Province of Quebec, }
District of Gaspé, }
County of Bonaventure. } **THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE**, a legal corporation having its head-office in the said place, plaintiff; against AUGUSTE PARENT, of Saint Jean L'Évangéliste, county of Bonaventure, district of Gaspé, and now of parts unknown, outside the Province of Quebec, defendant.

1. Part of the lot No. 1A of Gore range, of the township of Nouvelle; bounded as follows: to the west by the part of same lot occupied by Honoré Parent, to the north by the range south of the road, to the east by the lot A, occupied by Joseph Carrier, to the south by Shoolbred range, central part, containing 73 acres in superficies, more or less—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 26A of Shoolbred range, central part of the township of Nouvelle; bounded as follows: to the east by the part of same lot occupied by Joseph Leblanc, to the south by the seignior of Shoolbred, to the west by No. 26B of same range, and to the north by Gore range, containing 20 acres in superficies, more or less—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the TWELFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty four, at the parish church door of Saint Jean L'Évangéliste, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's office,

New Carlisle, April 25, 1924.

[First publication, May 3rd, 1924]

2132—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé, at New Carlisle.

Province of Quebec, }
District of Gaspé, }
County of Bonaventure. } **WILLIAM I. CATES**, dentist, of Little Cascapédia, county of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff; vs PIERRE-DENIS ROBICHAUD, formerly of Little Cascapédia and now in parts unknown, defendant; against the goods and chattels and the lands and tenements of Dlle MARIE LOUBERT, formerly of New Richmond and now residing in the city of Quebec, fille majeure et usant de ses droits, tiers-saisie.

That certain lot of land situate in the first range of the township of New Richmond, in the parish of Saints Anges Gardiens de Cascapédia, being part of the lot 109 (number one hundred and nine), of the official cadastre for the said township, containing one hundred (100) feet in front along the road, by sixty feet in depth; bounded to the west by the road, and on the three other sides by the land belonging to Alexandre Cyr, as the whole now subsists—with the house and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of MAY, one thousand nine hun-

à la porte de l'église des Saints-Anges-Gardiens à Gaspédia, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
New Carlisle, 5 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1775—15-2

dred and twenty four, at the parish church door of Saints Angés Gardiens de Gaspédia, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
New Carlisle, April 5, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1776—15-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

No 7153. } J. -P. LAURIAULT, hôtelier, du
canton de Maniwaki, comté et
district de Hull, demandeur; vs JOHN P.
SWEENEY, autrefois journalier, de Blaine Lake,
Saskatchewan, maintenant de lieux inconnus,
défendeur.

Le lot numéro 34-27, 35-133, rang Front,
rivière Gatineau, rue Saint-Patrice, Maniwaki,
district de Hull, mesurant 1884 pieds en superficie
plus ou moins, d'après les plan et livre de renvoi
officiels du canton de Maniwaki, district de Hull.

Pour être vendu à la porte de l'église de
Maniwaki, JEUDI, le CINQUIÈME jour de
JUN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

I. ST-PIERRE.
[Première publication, 3 mai 1924]
2163—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

No. 7153. } J. P. LAURIAULT, hotel-keeper,
of the township of Maniwaki,
county and district of Hull, plaintiff; vs JOHN
P. SWEENEY, heretofore, laborer, of Blaine
Lake, Saskatchewan, now of parts unknown,
defendant.

The lot number 34-27, 35-133, front range,
Gatineau river, Saint Patrick Street, Maniwaki,
district of Hull, measuring 1884 feet in superficies,
more or less, according to the official plan and
book of reference of the township of Maniwaki,
district of Hull.

To be sold at the door of the church of Maniwa-
ki, on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE
next, at TEN o'clock in the forenoon.

I. ST-PIERRE,

Sheriff.
[First publication, 3rd May, 1924]
2164—18-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } DAME MARIE-EVA
No 267. } HENODINE BE-
RARD, veuve de feu Henri Langelier, ET AUTRES,
demandeurs; contre ONESIPHORE DEPEL-
TEAU, défendeur.

Saisis comme appartenant aux dits demandeurs
en cette cause:

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-
Jean-L'Évangéliste, district d'Iberville, et for-
mant partie de l'immeuble connue et désignée
aux plan et livre de renvoi officiels de la dite pa-
roisse de Saint-Jean-L'Évangéliste, comme étant
le lot numéro quatre-vingt-trois (No 83), des dits
plan et livre de renvoi officiels et mesurant un
arpent en front par trente arpents de profondeur,
et bornée comme suit: en front par le chemin pu-
blic, joignant au côté nord Benjamin Smith ou
représentants, et à l'ouest, les terres du rang La
Petite-Acadie, et au sud le côté nord de la terre
Joseph Langelier.

2. Une autre terre située dans la dite paroisse
de Saint-Jean-L'Évangéliste, et formant partie
de l'immeuble connu et désigné aux plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Jean-L'Évangéliste, comme étant le lot numéro
quatre-vingt-trois (No 83), des dits plan et livre
de renvoi officiels et mesurant un arpent en front
par trente arpents de profondeur, et bornée com-
me suit: en front par le chemin public, joignant, au
côté nord, la terre de Joseph Langelier, à l'ouest
les terres du rang La Petite-Acadie, et au sud le
lot numéro quatre-vingt-deux (No 82), des dits
plan et livre de renvoi officiels.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } DAME MARIE EVA
No. 267. } HENODINE BE-
RARD, widow of the late Henri Langelier, et al.,
plaintiffs; against ONESIPHORE DEPEL-
TEAU, defendant.

Seized as belonging to the said plaintiffs in this
cause:

1. A farm situate in the parish of Saint Jean
L'Évangéliste, district of Iberville, and forming
part of the immovable known and designated on
the official plan and book of reference of the said
parish of Saint Jean L'Évangéliste, as being the
lot number eighty three (No. 83), of said official
plan and book of reference, and measuring one
arpent in front by thirty arpents in depth, and
bounded as follows: in front by the public
road, on the north side by Benjamin Smith or
representatives, to the west by the lands of range
of Petite Acadie, and to the south, the north side
of the land of Joseph Langelier.

2. Another farm situate in the said parish of
Saint Jean L'Évangéliste and forming part of the
immovable known and designated on the official
plan and book of reference of the said parish of
Saint Jean L'Évangéliste, as being lot number
eighty three (No. 83), of said official plan and
book of reference and measuring one arpent in
front by thirty arpents in depth, and bounded as
follows: in front by the public road, on the north
side by the land of Joseph Langelier, to the west
by the lands of range of Petite Acadie, and to the
south by the lot number eighty two (No. 82), of
said official plan and book of reference

3. Une terre située dans la susdite paroisse de Saint-Jean-L'Évangéliste, et formant partie du lot numéro quatre-vingt-deux (No 82), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant un arpent en front par trente arpents de profondeur, et bornée comme suit: en front par le chemin public, au nord par le lot numéro quatre-vingt-trois (No 83), des dits plan et livre de renvoi officiels, à l'ouest par les terres du rang La Petite-Acadie, et au sud par le côté nord de l'immeuble légué à Félix Langelier, formant, ce dernier immeuble, partie du lot numéro quatre-vingt-deux.

4. Les trois quarts indivis d'une terre située en la susdite paroisse, formant partie du dit lot numéro quatre-vingt-deux (No 82), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant deux arpents de front par trente arpents de profondeur; bornée en front par le chemin public, au nord par l'arpent ci-dessus et en dernier lieu mentionné, joignant à l'ouest les terres du rang La Petite-Acadie, et au sud par E. & D. Macdonald ou représentants.

Avec maison et autres bâties qui s'y trouvent. Pour être vendues, les dites terres, en bloc, comme ne formant qu'une seule et même exploitation, en vertu d'une ordonnance rendue par l'honorable juge L. Coderre, en date du 28ème jour d'avril 1924, et aussi sujet au bail consenti au dit Onésiphore Dépelteau, et ne se terminant que le premier octobre prochain, 1924, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-L'Évangéliste, district d'Iberville.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 29 avril 1924.
Première publication, 3 mai 1924]
2181—18-2

3. A farm situate in the aforesaid parish of Saint Jean L'Évangéliste, and forming part of lot number eighty two (No 82), of said official plan and book of reference, measuring one arpent in front by thirty arpents in depth, and bounded as follows: in front by the public road, to the north by lot number eighty three (No. 83), of said official plan and book of reference, to the west by the lands of range of Petite Acadie, and to the south by the north side of the immovable bequeathed to Félix Langelier, forming, this last immovable, part of lot number eighty two;

4. The undivided three quarters of a farm situate in the aforesaid parish, forming part of said lot number eighty two (No. 82), of said official plan and book of reference, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth; bounded in front by the public road, to the north by the farm lastly above described, to the west by the lands of range of Petite Acadie, and to the south by E. & D. MacDonald or representatives—With the house and other buildings thereon.

To be sold, the said farms, *en bloc*, as forming one and the same farm, under an order rendered by the Honourable Justice L. Coderre, dated the 28th day of April, 1924, and also subject to a lease in favour of said Onésiphore Dépelteau, ending the first of October, next 1924, the FOURTH day of JUNE next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the parochial church of the parish of Saint Jean L'Évangéliste, district of Iberville.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office,
Saint John's, April 29, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
2182—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } GEDEON BEAU-
No 171. } NOYERS, deman-
deur; contre EMILE MILLETTE, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, connu sous le numéro cent soixante-dix-neuf (No 179) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand—avec une maison et autres bâties y érigées; à distraire du dit lot de terre, une lisière de terre de soixante pieds de largeur à travers le dit terrain, pour la construction du chemin de fer Quebec Southern, à l'endroit où le tracé a été fait et suivant le plan du dit embranchement de chemin de fer.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 8 avril 1924. 1791—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint John's, to wit: } GEDEON BEAU-
No. 171. } NOYERS, plaintiff;
against EMILE MILLETTE, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
A parcel of land in the parish of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, known under the number one hundred and seventy nine (No. 179) of the official cadastre of the said parish of Saint Grégoire le Grand—with a house and other buildings thereon erected; to be deducted from the said lot or land, a strip of land of sixty feet in width across the said parcel of land, for the construction of the Quebec Southern Railway, at the place where the right of way of the said railway was laid out and according to the plan of the said railway branch line.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, the FOURTEENTH day of May next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office,
Saint John's, April 8, 1924. 1792—15-2
[First publication, April 12, 1924]

JOLIETTE

Cour supérieure.—District de Montréal.
Province de Québec, } D. FIRESTONE, des
No 2347. } cité et district de
Montréal, demandeur; vs JOHN HUNT, con-
tracteur du même lieu, défendeur.

JOLIETTE

Superior Court.—District of Montreal.
Province of Quebec, } D. FIRESTONE, of
No. 2347. } the city and dis-
trict of Montreal, plaintiff; vs JOHN HUNT,
contractor, of the same place, defendant.

(A) Un morceau de terre situé dans la ville de Laurentides; borné au front par la rue Parc, en arrière par le lot numéro 651-5, au nord-est par Athanase Brisebois, et au sud-ouest par la rue Salaberry; le dit morceau de terre formant partie du lot No six cent cinquante et un des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, (651 pt); il est entendu entre l'acheteur et le vendeur que la rue Salaberry, telle qu'actuellement ouverte, sera la ligne sud du morceau de terre vendu par les présentes.

(B) Une ferme située dans la paroisse de Saint-Calixte-de-Kilkenny, dans le comté de Montcalm, province de Québec, étant la moitié sud-ouest du lot No 10 du premier rang d'une partie du canton de Kilkenny, contenant cinquante acres et deux vergées, plus ou moins, aussi le lot No 11, du dit premier rang, contenant soixante-dix acres plus ou moins; borné d'un côté par le chemin public et de l'autre côté par la paroisse de Saint-Lin, de l'autre côté par Roch Brien et de l'autre côté par Edouard Langlois ou ses représentants et plus particulièrement connus comme les lots numéros onze et dix-E et probablement partie du No 10-D du premier rang des plan et livre de renvoi officiels de cette dite partie du canton de Kilkenny, (11-10e-10d pt), premier rang)—avec les bâtisses sus-érigées;

(C) Les lots de terre numéros 10b et 10c du second rang (10b et 10c, second rang) des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Kilkenny, comté de Montcalm, les dits lots contenant chacun trente-neuf acres, plus ou moins.

Pour être vendus, l'immeuble situé en la paroisse de Saint-Lin, le MERCREDI, QUATRIEME jour du mois de JUNE, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, et les immeubles situés en la paroisse de Saint-Calixte-de-Kilkenny, le MEME jour, 4 JUNE 1924, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Calixte-de-Kilkenny.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 25 avril 1924. 2135-18-2
[Première publication, le 3 mai 1924]

Cour supérieure—District de Joliette.
Province de Québec, } JOSEPH ROCHELEAU
No 631. } demandeur; vs DAME MARIE RONDEAU, défenderesse.

a. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Norbert, dans le district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert, sous le No 348, de forme irrégulière, ayant une superficie d'environ trente-huit arpents, plus ou moins; borné à un bout par le chemin public, à l'autre bout par la profondeur des terres du rang Saint-Pierre, d'un côté à Sinai Champagne et de l'autre côté au chemin de ligne—avec toutes les bâtisses dessus construites.

b. Le tiers indivis d'une terre en bois debout, située en la paroisse de Saint-Cuthbert, dans le comté de Berthier, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Cuthbert, comme étant une partie du lot No 1275, contenant vingt arpents environ en superficie; bornée à un bout par les terres de la concession de la Route Alfred, à l'autre bout par les terres de la concession Saint-Amable, d'un côté les terrains des représentants d'Adelard Sarrasin, et de l'autre côté par les terrains des représentants de Dosithée Ferland.

(A) A certain piece of land situate in the town of Laurentides, bounded in front by Park Street, in rear by lot No. 651-5, at the northeast by Athanase Brisebois, and at the southwest by Salaberry Street; the said piece of land forming part of the lot number six hundred and fifty one on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lin (651 pt); being by the purchaser and vendor understood that the Salaberry Street, as now opened, will be the south line of the piece of land presently sold.

(B) A farm situate in the parish of Saint Calixte de Kilkenny, in the County of Montcalm, in the Province of Quebec, being the southwest half of lot number ten in the first range of part of the township of Kilkenny, containing fifty acres and two roods and more or less, also the lot number eleven in the said first range, containing seventy acres, more or less; bounded on one side by the public road and on the other side by the parish of Saint Lin, on the other side by Roch Brien, and on the other side by Edouard Langlois, or representatives, and more particularly known as lots numbers eleven and ten e and probably part of number ten d of the first range on the official plan and book of reference of the said part of the township of Kilkenny (11-10e-10d pt) 1st range)—with the buildings thereon erected.

(C) The lots of land numbers ten b and ten c of the second range (10b-10c-2nd range) of the official plan and book of reference of part of the said township of Kilkenny, in the county of Montcalm; the said lots containing each thirty nine acres, more or less.

To be sold, the immovable situated in the parish of Saint Lin, on WEDNESDAY, the FOURTH day of the month of JUNE, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the church of the parish of Saint Lin, and the immovables situated in the parish of Saint Calixte de Kilkenny, the SAME day, the 4th of JUNE, 1924, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the church of the said parish of Saint Calixte de Kilkenny.

GEORGE DESROCHES, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, April 25, 1924. 2136-18-2
[First publication, May 3rd, 1924]

Superior Court.—District of Joliette.
Province of Québec, } JOSEPH ROCHELEAU
No. 631. } plaintiff; vs DAME MARIE RONDEAU, defendant.

a. A lot of land situate in the parish of Saint Norbert, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Norbert, under No. 348, of irregular figure, having a superficies of about thirty eight arpents, more or less; bounded at one end by the public road, at the other end at the depth of the lands of range Saint Pierre, on one side by Sinai Champagne, and on the other side by the line road—with all the buildings thereon erected.

b. The undivided one third of a land in standing timber, situate in the parish of Saint Cuthbert, in the county of Berthier, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert, as being a part of lot No. 1275, containing about twenty arpents in superficies; bounded at one end by the lands of the concession of Alfred Road, at the other end by the lands of the concession of Saint Amable, on one side by the lands of the representatives of Adelard Sarrasin and on the other side by the lands of the representatives of Dosithée Ferland.

Pour être vendus, le premier à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, MARDI, le DIXIÈME jour de JUIN, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, et le deuxième, le MÊME jour MARDI, le DIXIÈME jour de JUIN 1924, à la porte de l'Église de la dite paroisse de Saint-Cuthbert, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES,
Joliette, 28 avril 1924. 2137—18-2
[Première publication, le 3 mai 1924]

Cour supérieure.

Province de Québec, } ROMEO TURGEON,
District de Joliette. } médecin, de la pa-
No 399. } roisse de Saint-Jean-de-
Matha, dans le district de Joliette, demandeur;
contre LES HERITIERS DE FEU NORBERT
TESSIER, en son vivant cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Ignace-du-Lac, dans le district de
Joliette, défendeurs.

Tous les droits, travaux, améliorations et droits quelconques que feu Norbert Tessier avait dans une terre située dans la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, dans le district de Joliette, connue et désignée comme étant le lot No 34, du deuxième rang du canton Masson, contenant environ cent acres en superficie d'après l'arpentage primitif du dit canton, le tout plus ou moins, et bornée comme suit: à un bout au chemin public, à l'autre bout au cordon entre les premier et second rangs du canton Masson, d'un côté par le lot No 33 appartenant à Joseph Rondeau, fils, et de l'autre côté par le lot No 35 appartenant à Félix Fréchette—avec maison et autres dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES,
Joliette, 5 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1753—15-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } WILFRID LE-
No 8636. } BLANC,
commis, de la cité de Montréal, demandeur;
contre CYPRIEN ROY, de la paroisse de Saint-
Germain, défendeur, à savoir:

1. Tous les droits immobiliers, consistant en améliorations, travaux d'excavation, système de canalisation et tuyaux, accessoires, circonstances et dépendances d'une exploitation de mine d'eau minérale, "La Saint-Germain",—avec bâtisses, le tout sur un terrain désigné comme suit: un lot de grève situé en front de la partie sud-ouest du lot numéro cinquante-quatre (No 54) et des lots numéros cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit et cinquante-neuf (Nos 55-56-57-58 et 59), au cadastre officiel de Saint-Louis de Kamouraska (maintenant de Saint-Germain) et dont les limites sont: en partant du point d'intersection de la ligne de division entre les lots numéros cinquante-neuf et soixante (Nos 59 et 60) avec la ligne de haute marée moyenne, ledit point d'intersection étant à 13-44

To be sold, the lot of land firstly described, at the door of the church of the parish of Saint Norbert, on TUESDAY, the TENTH day of JUNE 1924, at TEN o'clock in the forenoon, and the land secondly described, the SAME day, on TUESDAY, the TENTH day of JUNE, 1924, at the door of the church of Saint Cuthbert, at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 28, 1924. 2138—18-2
[First publication, May 3rd, 1924]

Superior Court.

Province of Quebec, } ROMEO TURGEON,
District of Joliette. } physician, of the
No. 399. } parish of Saint Jean de
Matha, in the district of Joliette, plaintiff; against
THE HEIRS OF THE LATE NORBERT
TESSIER, in his lifetime farmer, of the parish of
Saint Ignace du Lac, in the district of Joliette,
defendants.

All the rights, works, improvements and rights whatsoever which the late Norbert Tessier had on a land situate in the parish of Saint Ignace du Lac, in the district of Joliette, known and designated as being the lot No. 34 of the second range of the township of Masson, containing about one hundred acres in superficies, according to the original survey of the said township, the whole more or less, and bounded as follows: at one end by the public road, at the other end by the line of division between the first and second range of the township of Masson, on one side by the lot No. 33, belonging to Joseph Rondeau, Junior, and on the other side by the lot No. 35, belonging to Félix Fréchette—with the house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Ignace du Lac, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, April 5, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1754—15-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } WILFRID LE-
No. 8636. } BLANC,
clerk, of the city of Montreal, Plaintiff; against
CYPRIEN ROY, of the parish of Saint Germain,
Defendant, to wit:

1. All the immovable rights, consisting in improvements, excavation works, system of canals and pipes, accessories, circumstances and dependencies of an exploitation of a spring of mineral water "La Saint Germain"—with the buildings thereon; the whole upon a lot of land designated as follows: a water lot situated in front of the southwest part of lot number fifty four (No. 54) and of lots numbers fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight and fifty nine (Nos. 55, 56, 57, 58 and 59) on the official cadastre of Saint Louis de Kamouraska (now of Saint Germain) and the limits of which are: starting from the point of intersection of the line of division between lots numbers fifty nine and sixty (Nos. 59 and 60) with the line of mean high water, the said point of intersection being at a

chaînes au nord-ouest du chemin public, comme suit, savoir: vers l'ouest le prolongement nord 43 degrés 34-ouest astronomique de ladite ligne de division sur une longueur de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs), vers le nord une ligne nord 45 degrés 26 est astronomique, longueur de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs); vers l'est une ligne sud 45 degrés 26 est astronomique, longue de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs); vers le sud une ligne sud de 43 degrés 26 ouest astronomique de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs); ledit lot de grève couvrant quatre-vingt-cinq acres et quatre-vingt-treize centièmes d'acre (85.93), plus ou moins et comprend l'islet appelé l'Islette Plate, laquelle fait partie dudit lot de grève.

2. Une lisière de terrain de cinq perches de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à se rendre au terrain ci-dessus décrit; bornée au sud-est au chemin public, au nord-ouest au terrain ci-dessus décrit, au sud-ouest au lot numéro cinquante-six (No 56) et au nord-est au lot numéro cinquante-quatre; laquelle dite lisière de terrain fait partie du lot numéro cinquante-cinq (Pte No 55) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, maintenant de Saint-Germain-de-Kamouraska.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de Saint-Germain-de-Kamouraska, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 29 avril 1924.
[Première publication, 3 mai 1924]
2165—18-2

distance of 13.44 chains to the northwest of the public road, as follows, to wit: towards the west the north prolongation 43 degrees 34 west astronomically of the said line of division for a length of twenty nine chains and eight links (29.08 chs); towards the north, a north line 45 degrees 26 east astronomically, for a length of twenty nine chains and fifty five links (29.55 chs); towards the east, a south line 45 degrees 26 east astronomically for a length of twenty nine chains and eight links (29.08 chs); towards the south a south line 43 degrees 26 west astronomically, of a length of twenty nine chains and fifty five links (29.55 chs); the said water lot covering an area of eighty five acres and ninety three hundredths of an acre (85.93 acres) more or less, and including the small island called "Islette Plate", which forms part of the said water lot.

2. A strip of land of five perches in width by the depth there may be from the public road to reach the land above described; bounded to the southeast by the public road, to the northwest by the land above described, to the southwest by lot number fifty six (No. 56) and to the northeast by lot number fifty four; which strip of land forms part of lot number fifty five (Pt. No. 55) of the official cadastre of the parish of Saint Louis de Kamouraska, now of Saint Germain de Kamouraska.

To be sold *en bloc*, at the door of the church of Saint Germain de Kamouraska, the FIFTH day of JUNE next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, April 29, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
2166—18-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure de Beauce.

Montmagny, à savoir: } NORBERT MORIN,
No 7645. } agent, Saint-Joseph-de-Beauce, demandeur; contre ALFRED FORTIN, de Saint-Camille, défendeur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro dix-huit (18) du cadastre du sixième (6) rang du canton Bellechasse; borné au nord à la ligne du chemin de fer, au sud, à l'est et à l'ouest à Ephrem Audet—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un lot de terre étant le lot numéro quarante (40) du rang sud-ouest, chemin Mailloux, du cadastre pour le dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Camille, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 avril 1924. 1793—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.

Montmagny, à savoir: } LOUIS MORIN, avo-
No 1618. } cat, de Saint-Joseph-de-Beauce, demandeur; contre ARTHUR

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Beauce.

Montmagny, to wit: } NORBERT MORIN,
No. 7645. } agent, Saint Joseph de Beauce, plaintiff; against ALFRED FORTIN of Saint Camille, defendant.

A lot of land or emplacement forming part of lot number eighteen of the cadastre of the sixth (6) range of the township of Bellechasse; bounded to the north by the Railway, to the south, east and west by Ephrem Audet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A lot of land being lot number forty (40) of the southwest range of Mailloux Road, of the cadastre for the said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Camille, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, April 9, 1924. 1794—15-2
[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit: } LOUIS MORIN, advo-
No. 1618. } cate of Saint Joseph de Beauce, plaintiff; against ARTHUR LE-

LEBLOND, de Saint-Camille - de - Bellechasse, défendeur.

Un emplacement contenant soixante pieds (60) de front sur un arpent de profondeur; tenant au sud au chemin public, au sud-ouest à Joseph Fournier et au nord-est à Théodore Morin, faisant partie du lot numéro dix-sept (17), sixième (6) rang du canton Bellechasse—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Camille, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 avril 1924. 1795—15-2
[Première publication, le 12 avril 1924]

BLOND, of Saint Camille de Bellechasse, defendant.

An emplacement containing sixty (60) feet in front by one arpent in depth; bounded to the south by the public road, to the southwest by Joseph Fournier and to the northeast by Théodore Morin, forming part of the lot number seventeen (17), sixth (6) range of the township of Bellechasse—with the buildings thereon and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Camille, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, April 9, 1924. 1796—15-2
[First publication, April 12, 1924]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } J.-S.-U. DUPRAS, de-
No 1405. } J. mandeur; contre C.-
E. MESSIER ET AL, défendeurs.

1. Dix-neuf lots de terre situés en la cité de Longueuil, connus et désignés sous les Nos 287, 286, 283, 282, 281, 280, 192, 191, 190, 189, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, tous de la subdivision officielle du lot No originaire 1, des plan et livre de renvoi officiels du Village de Longueuil, dans le comté de Chambly;

2. Un emplacement situé en la dite cité de Longueuil, mesurant 50 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé de la partie Sud-Est, laquelle n'est pas subdivisée, des 4 lots de terre connus et désignés sous les Nos 198, 199, 200 et 201, tous de la subdivision officielle du dit lot originaire 1; borné en front, au Nord-Est, par l'Avenue Prince de Galles, en arrière au Sud-Ouest, par partie du lot No 1-197, du côté Nord-Ouest par les lots Nos 1-201—1 et 2, 1-200—1 et 2, 1-199—1 et 2, 1-198—1 et 2; et de l'autre côté, au Sud-Est, par le lot No officiel 1-181.

3. Un emplacement situé en la dite cité de Longueuil, contenant 50 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur, et prenant de là 100 pieds de largeur par 146 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé du lot No 272 et de la partie Sud-Ouest du lot No 273, de la subdivision officielle du dit lot No originaire 1; borné en front au Nord-Est par l'Avenue Princesse Royale et l'autre partie du dit lot No 1-273, en arrière par les lots officiels 55 et 34 des susdits plan et livre de renvoi officiels; du côté Sud-Est par le lot No 1-271, et du côté Nord-Ouest par le lot No 1-274. Sans bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 30 avril 1924. 2177—18-2
[Première publication, le 3 mai 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } EDOUARD GOFF PEN-
No 289. } NY ET AL., ES QUALITE, plain-
demandeurs; contre HUM SHEE CHEE ET AL.,
défendeurs.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } S. U. DUPRAS, plain-
No. 1405. } J. tiff; against C. E. MES-
SIER ET AL, defendants.

1. Nineteen lots of lands situated in the city of Longueuil, known and designated under the Nos. 287, 286, 283, 282, 281, 280, 192, 191, 190, 189, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, all of the official subdivision of original lot No. 1, of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, in the county of Chambly;

2. An emplacement situate in the said city of Longueuil, measuring 50 feet in width by 200 feet in depth, English measurements and more or less, and composed of the southeast part, which is unsubdivided, of 4 lots of land known and designated under the Nos. 198, 199, 200 and 201, all of the official subdivision of said original lot 1; bounded in front, to the northeast, by Avenue Prince de Galles, in rear to the southwest by part of the lot No. 1-197, on the northwest side by lots Nos. 1-201—1 and 2, 1-200—1 and 2, 1-199—1 and 2, 1-198—1 and 2, and on the other side to the southeast by official lot No. 1-181;

3. An emplacement situate in the said city of Longueuil, containing 50 feet in width by 50 feet in depth, and thence widening to 100 feet by an additional depth of 146 feet, English measurements and more or less, and composed of lot No. 272 and of the southwest part of lot No. 273 of the official subdivision of said original lot No. 1; bounded in front to the northeast by Avenue Princesse Royale and the other part of said lot No. 1-273, in rear by official lots 55 and 34 of the aforesaid official plan and book of reference; on the southeast side by lot No. 1-271 and on the northwest side by lot No. 1-274. Without buildings thereon.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Longueuil, the FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 30, 1924. 2178—18-2
[First publication, May 3rd, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } EDWARD GOFF PENNY,
No. 289. } ET AL., ES QUALITE, plain-
tiffs; against HUM SHEE CHEE ET AL., defen-
dants.

Un emplacement actuellement connu comme la moitié nord-est de la moitié nord-est du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatre (N. E. $\frac{1}{2}$ de N. E. $\frac{1}{2}$ du lot No 1284), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine dans la cité de Montréal, le dit emplacement comprenant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné au front par la rue Burnside, en arrière par le lot numéro douze cent quatre-vingt-trois du dit plan, au nord-est par une ruelle, et au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatre—et avec la maison de brique actuellement désignée sous le numéro sept (No 7), de la dite rue Burnside et autres bâtisses sus-érigées. Avec droit de se servir de la dite ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit, le dit emplacement étant sujet aux servitudes de passage créées par l'acte de vente de Thomas B. Burke, passé devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-deuxième jour de février 1907, enregistré dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-ouest sous le No 140,288.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt de \$1,075.00 sera exigé de tout offrand au enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Bruneau, daté le 24 avril 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 30 avril 1924.

[Première publication, 26 avril 1924, est nulle]
[Première publication, 3 mai 1924]

2179—18-2

An emplacement now known as the northeast one half of the northeast one half of lot number twelve hundred and eighty four (N. E. $\frac{1}{2}$ of N. E. $\frac{1}{2}$ of lot No. 1284), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, in the city of Montreal, containing, said emplacement, twenty two feet six inches in width by sixty feet in depth, English measure, and more or less; bounded in front by Burnside Street, in rear by lot number twelve hundred and eighty three on said plan, to the northeast by a lane and to the southwest by the remainder of said lot number twelve hundred and eighty four—and with the brick house now known as civic number seven (7), of said Burnside Street, and other erections thereon. With the right of use of said lane in rear on common with others having rights therein, said emplacement being subject to the servitudes of passage created by the deed of sale to Thomas B. Burke, passed before W. de M. Marler, Notary, on the twenty second day of February, nineteen hundred and seven, registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal West, under No. 140,288.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit of \$1,075.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 24th of April, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 30, 1924.

[First publication, April 26, 1924, is null.]
[First publication, May 3rd, 1924]

2180—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } RENE CHENEVERT,
No 4239. } avocat, des cité et du
district de Montréal, demandeur; contre DAME
ALBINA PROULX, épouse contractuellement
séparée de biens de J.-A. Gagnon, médecin, prati-
quant et résidant en la cité et district de Mont-
réal, et ce dernier partie aux présentes tant per-
sonnellement que pour autoriser sa dite épouse,
défendeurs.

Comme appartenant au défendeur J.-A. Gagnon:

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert de la cite cité, connu et désigné comme étant le lot No 282, de la subdivision officielle du lot originaire No 1203, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt-cinq pieds de front par cent vingt-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec droit de passage en commun avec tous les autres y ayant droit dans les ruelles desservant le dit lot et qui portent les numéros subdivisés 241a, 287a, 257, du lot officiel numéro douze cent trois (1203) du dit quartier—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]
1799—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } RENE CHENEVERT,
No. 4239. } advocate, of the city and
district of Montreal, plaintiff; against DAME
ALBINA PROULX, wife contractually separated
as to property of J. A. Gagnon, physician, prac-
tising and residing in the city and district of Mon-
treal, and the latter a party hereto both perso-
nally and to authorize his said wife, defendants.

As belonging to the defendant, J. A. Gagnon:

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Hubert Street of said city, known and designated as being lot No. 282, of the official subdivision of original lot No. 1203, on the official cadastral plan and book of reference of Saint James Ward, measuring twenty five feet in front by one hundred and twenty nine feet in depth, English measure, and more or less—with the right of passage in common with all others having rights therein in the lanes giving access to the said lot and bearing subdivided numbers 241 a, 287a, 257, of official lot number twelve hundred and three (1203), of said Ward—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 9, 1924.

[First publication, April 12, 1924]
1800—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME LILY GRANS-**
 No 3122. } **BURY**, de la ville de
 Lachine, district de Montréal, épouse séparée de
 biens de Peter Meany, autrefois des cité et dis-
 trict de Montréal, et maintenant de lieux incon-
 nus, demanderesse; contre **EUGENE COTE**, de
 la cité de Verdun, en sa qualité de curateur au dit
 Peter Meany, interdit pour cause d'aliénation
 mentale, défendeur.

Un emplacement faisant front sur l'avenue ci-
 devant Rockland, actuellement Willibrords, en la
 cité de Verdun, se composant: 1. de la subdivi-
 sion No 19 du lot No 4656, des plan et livre de
 renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
 de Montréal (4656-19), contenant vingt-cinq
 pieds de largeur par 122 pieds de profondeur, me-
 sure anglaise, plus ou moins; 2. de la moitié de la
 subdivision No 20 du dit lot No 4656 (partie
 4656-20), des dits plan et livre de renvoi officiels,
 contenant douze pieds et demi de largeur par 122
 pieds de profondeur, mesure anglaise, et contiguë
 à la dite subdivision No 19; bornée en front par la
 dite rue Willibrords, en arrière par une ruelle,
 d'un côté par la dite subdivision No 19, de l'autre
 côté par le résidu de la dite subdivision No 20
 —le tout avec six flats y érigés et portant les nu-
 méros civiques 133 à 141, de la dite rue Willi-
 brords, en la cité de Verdun, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le QUINZIEME jour de MAI pro-
 chain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **L.-J. LEMIEUX**,
 Montréal, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1801—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME LILY GRANS-**
 No. 3122. } **BURY**, of the town of
 Lachine, district of Montreal, wife separate as to
 property of Peter Meany, heretofore of the city
 and district of Montreal, and now of parts un-
 known, plaintiff; against **EUGENE COTE**, of the
 city of Verdun, in his quality of curator to the
 said Peter Meany, interdicted for insanity, de-
 fendant.

An emplacement fronting on the old Rockland
 now Willibrords Avenue, in the city of Verdun,
 composed of: 1. Subdivision No. 19 of the lot No.
 4656 (4656-19), on the official plan and book of
 reference of the municipality of the parish of Mon-
 treal, containing twenty five feet in width by 122
 feet in depth, English measure, more or less;
 2. The half of subdivision No. 20 of said lot No.
 4656 (Pt. 4656-20), of said official plan and book
 of reference, containing twelve feet and a half in
 width by 122 feet in depth, English measure, and
 adjoining said subdivision No 19; bounded in front
 by the said Willibrords Street, in rear by a lane;
 on one side by said subdivision No 19, and on the
 other side by the residue of said subdivision No.
 20—the whole with six flats thereon erected and
 bearing civic numbers 133 to 141 of said Willi-
 brords Street, in the city of Verdun, district of
 Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN
 o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, **Sheriff**,
 Montreal, April 9, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1802—15-2

PONTIAC

Cour supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec. } **HENRY COTNAM**,
 No 2386. } demandeur; contre
JULIA ANN COTNAM ET AL., défendeurs.

Un morceau de terre contenant cent acres et
 composé des cent acres nord de ce morceau ou
 lopin de terre connu et décrit aux plan et livre
 de renvoi officiels du canton de l'Île-aux-Allu-
 mettes-est, comme le lot numéro vingt-sept (27),
 du dit canton de l'Île-aux-Allumettes-est, de
 manière que la ligne divisant les cent acres du
 reste du dit lot soit parallèle à la ligne de la cin-
 quième (5e) concession faisant front au dit lot—
 avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dé-
 pendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du
 comté de Pontiac, dans le village de Bryson, P.Q.,
 le TROISIEME jour de JUIN 1924, à DIX heu-
 res de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **BERNARD J. SLOAN**,
 Bryson, Qué., 28 avril 1924.

[Première publication, 3 mai 1924]

2133—18-2

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec. } **HENRY COTNAM**,
 No. 2386. } plaintiff; against **JU-**
LIA ANN COTNAM ET AL., defendants.

That certain parcel of land containing one hun-
 dred acres and being composed of the north one
 hundred acres of that certain parcel or tract of
 land known and described according to the official
 plan and book of reference for the township of
 Allumette Island East, as lot number twenty
 seven (27), in the sixth range (6th) of the said
 township of Allumette Island East, and so that
 the line dividing the one hundred acres from the
 residue of the said lot shall be parallel to the fifth
 (5th) concession line in front of the said lot—
 together with all the buildings thereon erected,
 and all the members and appurtenances there-
 unto belonging and appertaining.

To be sold at the registrar's office for the county
 of Pontiac, in the village of Bryson, Que., on the
 THIRD day of JUNE, 1924, at TEN of the clock
 in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, **Sheriff**,
 Bryson, Que., April 28, 1924.

[First publication, May 3rd, 1924]

2134—18-2

QUÉBEC

QUEBEC

Québec, à savoir: } **MAXIME RHEAUME**,
No 1183. } **ALFRED PER-**
REAULT, JOSEPH TROTTIER et **LUDGER**
PERREAULT, de Saint-Ubal; contre **DAME**
ALEXINA DOLBEC, en sa qualité de curatrice à
son mari **Bruno Grondines**, interné actuellement à
l'Asile Saint-Michel-Archange, et autrefois de
Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables.

Le lot No 332 (trois cent trente-deux) et la
moitié du No 333 (trois cent trente-trois) du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubal,
comté de Portneuf; étant une terre située dans le
premier rang Price, de la paroisse de Saint-Rémi
du-Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, contenant
une largeur de 3 arpents sur environ 42 arpents
de longueur; bornée à ses deux extrémités par les
cordons du dit rang, au nord-ouest à Philippe
Julien et au sud-est à Georges Hamelin—avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Rémi du-Lac-aux-Sables, le **SIXIÈME**
jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du
matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 1 mai 1924. 2193—18-2
[Première publication, le 3 mai 1924]
[Deuxième publication, le 17 mai 1924]

Québec, à savoir: } **MESDEMOISELLES**
No 1447. } **MARIE TURCOT-**
TE, DELIMA TURCOTTE, MALVINA TUR-
COTTE et **ANTONIA TURCOTTE**, toutes
quatre filles majeures, de la cité de Québec;
contre **LES HERITIERS** de feu **Malvina**
Nadeau, décédée il y a moins de six mois; en son
vivant de la cité de Québec, épouse de **Léger**
Gelly, auparavant de Québec, et maintenant de
lieux inconnus.

Les lots Nos 3747 et 3748 (trois mille sept
cent quarante-sept et trois mille sept cent qua-
rante-huit) du cadastre officiel pour le quartier
Saint-Jean, maintenant quartier Saint-Jean-
Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain
situé sur le côté nord de la rue Lavigneur, et
mesurant 25 pieds de largeur, sur environ 60 pieds
de profondeur—avec les bâtisses dessus construi-
tes, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Québec, le **SIXIÈME** jour de **JUIN** prochain, à
DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 1er mai 1924.
[Première publication, le 3 mai 1924]
[Deuxième publication, le 17 mai 1924]
2195—18-2

Québec, à savoir: } **DAME JULIE GIGNAC**,
No 1563. } veuve de feu **J.-Al-**
fred O. Frenette, de Cap-Canté, comté de Port-
neuf; contre **JOSEPH GAUTHIER**, de la cité
de Québec, peintre décorateur.

Le lot No 555-4-B (cinq cent cinquante-cinq-
quatre—B) du cadastre officiel pour le quartier
Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un empla-
cement situé sur le côté nord de la rue Saint-
Joseph, mesurant vingt-cinq pieds et trois pouces
de front sur cinquante-neuf pieds de profondeur,
plus ou moins; avec aussi le droit de mitoyenneté
dans les murs de division de chaque côté de la

Québec, to wit: } **MAXIME RHEAUME**,
No. 1183. } **ALFRED PER-**
REAULT, JOSEPH TROTTIER and **LUDGER**
PERREAULT, of Saint Ubal; against **DAME**
ALEXINA DOLBEC, in her quality of curatrix
to her husband **Bruno Grondines**, presently
interned in the Saint Michel Archange Asylum
and heretofore of Saint Remi du Lac aux Sables;

The lot No. 332 (three hundred and thirty two)
and the half of lot No. 333 (three hundred and
thirty three) of the official cadastre for the parish
of Saint Ubal, county of Portneuf; being a
farm situate in the first Price range, of the parish
of Saint Rémi du Lac aux Sables, county of
Portneuf, containing a width of 3 arpents by
about 42 arpents in length; bounded at both
ends by the range lines of said range, to the north-
west by Philippe Julien and to the southeast
by Georges Hamelin—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of Saint Rémi du Lac aux Sables, the **SIXTH**
day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the fore-
noon.

E. AUGER,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, May 1st, 1924. 2194—18-2
[First publication, May 3, 1924]
[Second publication, May 17, 1924]

Québec, to wit: } **MISSSES MARIE TUR-**
No. 1447. } **COTTE, DELIMA**
TURCOTTE, MALVINA TURCOTTE and **AN-**
TONIA TURCOTTE, all four spinsters, of the ci-
ty of Quebec; against **THE HEIRS** of the late
Malvina Nadeau, deceased less than six months;
in her lifetime of the city of Quebec, wife of
Léger Gelly, heretofore of Quebec and now of
parts unknown.

The lots Nos. 3747 and 3748 (three thousand
seven hundred and forty seven and three thou-
sand seven hundred and forty eight) of the official
cadastre for Saint John's ward, now Saint-Jean-
Baptiste ward of the city of Quebec, being a lot
of land situate on the north side of Lavigneur
Street and measuring 25 feet in width by about
60 feet in depth—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
the **SIXTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock
in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Quebec, May 1st, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
[Second publication, May 17, 1924]
2196—18-2

Québec, to wit: } **DAME JULIE GIGNAC**,
No. 1563. } widow of the late **J.**
Alfred O. Frenette, of Cap-Santé, county of
Portneuf; against **JOSEPH GAUTHIER**, of the
city of Quebec, painter and decorator.

The lot No. 555-4-B (five hundred and fifty
five—four-B) of the official cadastre for Saint Roch
Ward, of the city of Quebec, being an emplace-
ment situate on the north side of Saint Joseph
Street, measuring twenty five feet and three
inches in front, by fifty nine feet in depth, more
or less; also with right of mitoyenneté in the
division walls on each side of the property—with

propriété—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. AUGER,
Québec, 16 avril 1924. 1917—16-2
[Première publication, le 19 avril 1924]
[Deuxième publication, le 3 mai 1924]

the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 16, 1924. 1918—16-2
[First publication, April 19, 1924]
[Second publication, May 3, 1924]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } FREDERIC DESMA-
District de Richelieu. } RAIS, cultivateur,
No 7310. } de la paroisse de Saint-
Pie-de-Guire, district de Richelieu, en sa qualité
de tuteur à Joseph-Alphonse-Cyrille Parenteau et
à Marie-Lucie Parenteau, en son vivant cultivateur,
du même lieu, demandeur; contre JOSEPH
COTE et ELIE COTE, ci-devant de la paroisse
de Saint-François-du-Lac, et actuellement de
lieux inconnus, GEORGES LAUZIÈRE, du village
de Saint-François-du-Lac, et DOLPHIS
PELLETIER, ci-devant de la paroisse de Saint-
François-du-Lac, district de Richelieu, et actuellement
de Holyoke, dans l'état du Massachusetts,
l'un des États-Unis d'Amérique, défendeurs.

1. Le lot numéro quatre cent soixante-neuf
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-
François-du-Lac.

2. Le lot numéro quatre cent soixante et onze
du dit cadastre.

3. La juste moitié en superficie, du front à la
profondeur, du lot numéro cinq cent un dudit
cadastre; tenant d'un bout au chemin de front,
de l'autre bout aux terres de Saint-Pie-de-Guire,
d'un côté, au nord-ouest, à Théophile Pelletier
ou représentants, et de l'autre côté, au sud-est,
à William Laramée ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-François-du-Lac, JEUDI, le
CINQUIEME jour du mois de JUIN prochain
(1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Bureau du shérif,
Sorel, le 28 avril 1924.
[Première publication, 3 mai 1924]
2183—18-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } JOSEPH THEROUX,
District de Richelieu. } fils d'Alfred, cultiva-
No 7309. } teur, de Saint-Marcel,
district de Richelieu, demandeur; contre JAP-
PHET SYLVESTRE, ci-devant cultivateur, de
Saint-David, district de Richelieu, et actuelle-
ment de Woonsocket, Etat du Rhode Island, l'un
des États-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

Une portion de terre sise et située en la paroisse
de Saint-David, sur la concession du second rang
Saint-Michel, de la contenance de six arpents de
largeur sur la dite concession et de cinq arpents
de largeur à la profondeur de la dite concession,
sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins,
et connue et désignée aux plan et livre de renvoi
officiels du cadastre d'enregistrement pour la pa-
roisse de Saint-David, sous les numéros neuf cent
quarante-six et neuf cent quarante-sept (946 et
947); tenant devant au chemin de la dite conces-

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } FREDERIC DESMA-
District of Richelieu. } RAIS, farmer, of the
No. 7310. } parish of Saint Pie de
Guire, district of Richelieu, in his quality of tutor
to Joseph Alphonse Cyrille Parenteau and to
Marie Lucie Parenteau, in his lifetime, farmer,
of the same place, plaintiff; against JOSEPH
COTE and ELIE COTE, heretofore of the
parish of Saint François du Lac, and now of
parts unknown, GEORGES LAUZIÈRE, of the
village of Saint François du Lac and DOLPHIS
PELLETIER, heretofore of the parish of Saint
François du Lac, district of Richelieu, and now
of Holyoke, in the state of Massachusetts, one of
the United States of America, defendants.

1. The lot number four hundred and sixty nine
of the official cadastre for the parish of Saint
François du Lac;

2. The lot number four hundred and seventy
one of said cadastre.

3. The exact half in superficies, from front to
rear, of lot number five hundred and one of said
cadastre; bounded at one end by the front road,
at the other end by the lands of Saint Pie de
Guire, on one side to the northwest by Théophile
Pelletier or representatives and on the other side,
to the southeast, by William Laramée or repre-
sentatives.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint François du Lac, on THURSDAY,
the FIFTH day of the month of JUNE next,
1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, April 28, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
2184—18-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } JOSEPH THEROUX,
District of Richelieu. } son of Alfred, farmer,
No. 7309. } of Saint Marcel, district
of Richelieu, plaintiff; against JAPHET SYL-
VESTRE, heretofore farmer, of Saint David,
district of Richelieu, and presently of Woonso-
cket, State of Rhode Island, one of the United
States of America, defendant, to wit:

That certain tract of land lying and situate in
the parish of Saint David, in the concession of the
second range of Saint Michel, containing six ar-
pents in width on the said concession and five
arpents in width at the depth of the said conces-
sion by twenty arpents in depth, more or less, and
known and designated on the official cadastral
plan and book of reference for the parish of Saint
David, under the numbers nine hundred and
forty six and nine hundred and forty seven (946
and 947); bounded in front by the road of the

sion et profondeur par la Pointe des Attacas, au coté nord-est par Joseph Laliberté, et de l'autre coté par Bruno Brouillard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David, JEUDI, le QUINZIE-ME jour du mois de MAI prochain (1924), à MIDI.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif,

Sorel, 7 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1803—15-2

said concession, in rear by the "Pointe des Attacas", on the northeast side by Joseph Laliberté and on the other side by Bruno Brouillard.

To be sold at the door of the church of Saint David, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of the month of MAY next (1924), at TWELVE o'clock noon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff.

Sheriffs' office,

Sorel, April 7, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1804—15-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **PIERRE PINEAU**,
No 9162. } navigateur, Ri-
mouski, vs LOUIS BELANGER, Saint-Valérien, savoir:

Le lot No quatre cent quatre-vingt-treize au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, situé en la paroisse de Saint-Valérien—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Valérien, le QUATORZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS. DANJOU.

Bureau du shérif,

Rimouski, 9 avril 1924.

[Première publication, le 12 avril 1924]

1805—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **PIERRE PINEAU**,
No. 9162. } sailor, Rimouski;
vs LOUIS BELANGER, Saint Valérien, to wit:

The lot No four hundred and ninety three on the official cadastre of the parish of Sainte Cecile du Bic, situate in the parish of Saint Valérien—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Valérien, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,

Sheriff's Office,

Rimouski, April 9, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1806—15-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **JOSEPH-EDOUARD**
District de Québec, } **BEDARD**, avocat et
No 3220. } Conseil du Roi, du village
de Beauport, demandeur; contre JOSEPH LA-
VOIE, fils de Napoléon, cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Cœur-de-Marie, comté du Lac-
Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente (No 30), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Delisle, de la contenance de cent acres environ en superficie—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif,

Roberval, 8 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1807—15-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **JOSEPH EDOUARD**
District of Quebec, } **BEDARD**, advocate
No. 3220. } and King's Counsel, of the
village of Beauport, plaintiff; against JOSEPH
LAVOIE, son of Napoléon Lavoie, farmer, of the
parish of Saint Cœur de Marie, county of Lake
Saint John, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number thirty (No. 30), on the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of the township of Delisle, containing about one hundred acres in superficies—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cœur de Marie, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office,

Roberval, April 8, 1924.

[First publication, April 12, 1924]

1808—15-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **LA CIE MASSICOT-**
District de Roberval, } **TE & TREMBLAY**,
No 2296. } corporation légale ayant
son principal bureau d'affaires en la ville de Chi-
coutimi, demanderesse; contre EDOUARD MO-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **LA CIE MASSICOT-**
District of Roberval, } **TE & TREMBLAY**,
No. 2296. } a body politic and cor-
porate having its head-office in the town of Chi-
coutimi, plaintiff; against EDOUARD MORIN.

RIN, journalier, de Notre-Dame-de-la-Dorée, laborer, of Notre Dame de la Dorée, defendant.
défendeur, à savoir:

Un emplacement étant formé des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros huit G et huit H (Nos 8G et 8H), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dufferin—avec ensemble les bâties dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation (La Dorée) JEUDI, le QUINZIEME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 8 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1809—15-2

An emplacement consisting of the lots of land now known and designated under numbers eight G and eight H (Nos. 8G and 8H), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Dufferin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de la Visitation (La Dorée), on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, April 8, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1810—15-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
No 142. } EUSTACHE - O. DUROCHER,
cultivateur, du canton d'Auckland, dans le district de Saint-François, demandeur; contre ALBERT INKEL, de Saint-Malo-d'Auckland, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

1. Un certain morceau de terre situé dans le canton d'Auckland, le même que E.-O. Durocher a acquis de Narcisse Inkel, par vente devant J.-B. Gendreau, N. P., le 7 juillet 1909, ci-devant désigné comme la moitié ouest du lot primitif No 4, et aujourd'hui mieux décrit comme étant le lot de cadastre No quatre a (4a), dans le deuxième rang, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâties dessus faites;

2. Un certain morceau de terre situé dans le canton d'Auckland, le même que E.-O. Durocher a acquis de Ludger Fauteux, par vente devant P.-E. Durocher, N. P., le 25 avril 1915, enregistré à Cookshire, dans le registre "B", volume quarante-quatre (44), No 33083, désigné comme étant les deux arpents ouest en largeur sur la profondeur du lot de cadastre No cinq c (5c), dans le rang trois (3); excepté deux emplacements, dont l'un de un arpent et demi (1½), en superficie, vendu à Jos. Lemieux, et l'autre d'un demi-arpent (½) en superficie, vendu à J. Blackburn, le reste du terrain maintenant vendu, contenant trente-huit (38) acres de terre, plus ou moins—avec les bâties dessus faites;

3. Le lot numéro quatre a (4a), dans le rang un (1) du dit canton d'Auckland, sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton d'Auckland, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec bâties, circonstances et dépendances qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Malo-d'Auckland, MERCREDI, le QUATRIEME jour de JUIN mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, 30 avril 1924.
[Première publication, 3 mai 1924]
2185—18-2

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No 142. } EUSTACHE O. DUROCHER,
farmer, of the township of Auckland, in the district of Saint Francis, plaintiff against ALBERT INKEL, of Saint Malo d'Auckland, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. That certain parcel of land situated in the township of Auckland, being the same parcel of land that E. O. Durocher has acquired from Narcisse Inkel, by sale before J. B. Gendreau, N. P., the 7th of July, 1909, heretofore designated as being the west half of original lot No 4 and now more fully described as being cadastral lot number four a (No. 4a), in the second range, containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

2. That certain parcel of land situate in the township of Auckland, being the same parcel of land that E. O. Durocher has acquired from Ludger Fauteux, by sale before P. E. Durocher, N. P., the 25th of April, 1915, registered at Cookshire, in register B, volume forty four (44), No. 33,083, designated as being the two west arpents in width by the depth of cadastral lot number five c (5c), in range three (3); save and except therefrom two emplacements, one of which of one arpent and a half (1½) in superficies, sold to Jos. Lemieux, and the other of one half (½) arpent in superficies, sold to J. Blackburn, the residue of the parcel of land now sold containing thirty eight (38) acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

3. The lot number four a (4a), in range one (1) of said township of Auckland, on the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Auckland, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Malo d'Auckland, on WEDNESDAY, the FOURTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. LAZURE,
Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, April 30, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
2186—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 283. } **LA BANQUE NATIONALE**, corporation commerciale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse; contre **PHILIBERT FORTIN**, de Bishop's Crossing, et **WALTER EVERETT**, de Bury, tous deux du district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur **Walter Everett**:

1. Les lots numéros 15a et 15b, dans le second rang du canton Newport, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Newport.

2. Partie du lot numéro six (partie 6), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell; bornée au sud par le grand chemin conduisant de Bury à East Angus, au nord-est par la ligne nord-est du dit lot, au sud-ouest et au nord-ouest par le ruisseau appelé Salmon Brook, ce lopin de terre est à peu près de la forme d'un fer à repasser, et contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins;

3. Toute cette partie du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant située du côté sud-est de la rivière Saint-François, et contenant cent soixante acres en superficie, plus ou moins;

4. Un quart indivisé de toute cette partie de terre du lot numéro sept (partie 7), dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dudswell, étant situé au côté nord-ouest de la rivière Saint-François, et contenant quarante acres, plus ou moins.

Avec les bâties et améliorations érigées sur les dites terres.

Les lots décrits dans le paragraphe No 1, pour être vendus au bureau du registraire du comté de Compton, à Cookshire, **MERCREDI**, le **QUATORZIEME** jour de **MAI** 1924, à **DIX** heures de l'avant-midi;

Les lots décrits dans les paragraphes Nos 2, 3 et 4, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, **MERCREDI**, le **QUATORZIEME** jour de **MAI** 1924, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1787—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

No 46. } **JEAN-BAPTISTE BOISVERT**, entrepreneur, de South Durham; vs **KENNETH L. COOK**, du canton de Melbourne, district de Saint-François, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une ferme située dans le canton de Melbourne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Melbourne, comme lots du cadastre Nos trois-B (3b) et quatre-A (4a), dans le sixième rang dudit canton, contenant respectivement cinquante et cent acres de terrain en superficie, plus ou moins, réservant toutefois dudit lot trois-B, la demi-acre donnée par Georges-B. Daniels à la commission scolaire de Melbourne et Brompton Gore, par un acte enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Richmond, dans B, 34, No 219—avec les bâties sus-érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No 283. } **LA BANQUE NATIONALE**, commercial corporation, having its chief office and principal place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; against **PHILIBERT FORTIN**, of Bishop's Crossing, and **WALTER EVERETT**, of Bury, both in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said defendant **Walter Everett**:

1. The lots Nos. 15a and 15b, in the second range of the township of Newport, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Newport;

2. Part of the lot number six (part 6), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell; bounded southerly by the highway leading from Bury to East Angus, northeasterly by the northeasterly line of the said lot, southwesterly and northwesterly by the brook called Salmon Brook, this piece of land being nearly of the form of a flat iron, and containing twenty five acres of land in superficies, more or less;

3. All that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the southeasterly side of the Saint Francis river, and containing one hundred and sixty acres in superficies, more or less;

4. One undivided fourth of all that part of the lot number seven (part 7), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Dudswell, lying on the northwest side of the Saint Francis river and containing forty acres, more or less.

With the buildings and improvements erected on the said lands.

The lots described in paragraph No. 1, to be sold at the Registration Office of the county of Compton, at Cookshire, on **WEDNESDAY**, the **FOURTEENTH** day of **MAY**, 1924, at **TEN** o'clock in the forenoon;

The lots described in paragraphs Nos. 2, 3 and 4, to be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on **WEDNESDAY**, the **FOURTEENTH** day of **MAY**, 1924, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, April 9th, 1924.

[First publication, April 12th, 1924]

1788—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No 46. } **JEAN-BAPTISTE BOISVERT**, contractor, of South Durham, in the district of Arthabaska, plaintiff; against **KENNETH L. COOK**, of the township of Melbourne, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain farm situate in the township of Melbourne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township of Melbourne, as lots cadastral numbers three-B (3b) and four-A (4a) in the sixth range of the said township, containing respectively fifty and one hundred acres of land in superficies, more or less, reserving however from said lot three-B, the half acre of land donated by Georges D. Daniels to the school commissioners of Melbourne and Brompton Gore, under deed registered in the Richmond county Registry Office in B, 34, No. 219—with buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Bibiane-de-Richmond, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 7 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1789—15-2

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, April 7th, 1924.
[First publication, April 12th, 1924]
1790—15-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } A MEDEE AVE-
District de Terrebonne. } LINE, deman-
No 194. } deur ; contre WIL-
FRID VENDETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, comme faisant partie du lot No 24, du onzième rang du canton Wexford, contenant trois arpents de largeur sur treize perches de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin du premier rang de Doncaster, et des trois autres côtés par le reste du dit lot No 24, appartenant à M. Lahaie, ainsi que le tout appert aux présentes — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique, de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, dit district, le TREIZIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 2 avril 1924.
[Première publication, 12 avril 1924]
1751—15-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } A MEDEE AVE-
District of Terrebonne. } LINE, plaintiff;
No. 194. } against WILFRID
VENDETTE, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marguerite, as forming part of the lot No. 24, of the eleventh range of the township of Wexford, containing three arpents in width by thirteen perches in depth, more or less; bounded in front by the road of the first range of Doncaster and on the three other sides by the residue of said lot No. 24, belonging to Mr. Lahaie, as the whole appears herein — with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Sainte Marguerite du Lac Masson, said district, the THIRTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, April 2, 1924.
[First publication, April 12, 1924]
1752—15-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME HELENE
No 837. } BARIBEAU,
demanderesse, vs SEVERIN PAQUETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un certain lot de terre situé en la cité de Grand'Mère, sur le côté nord-ouest de la rue Alger, aujourd'hui rue Saint-Jacques, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur de cent trente pieds, mesure anglaise, et étant la subdivision numéro quinze du lot de terre numéro quatre-vingt-sept (87-15) du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la cité de Grand'Mère, le CINQUIEME jour de JUIN prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 30 avril 1924.
[Première publication, 3 mai 1924]
2197—18-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } D A M E H E L E N E
No. 837. } B A R I B E A U,
plaintiff; vs SEVERIN PAQUETTE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

That certain lot of land situate in the city of Grand'Mère, on the northwest side of Alger Street now Saint Jacques Street, containing fifty feet in front by one hundred and thirty feet in depth, English measure, and being subdivision number fifteen of the lot of land number eighty seven (87-15) of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the city of Grand'Mère, the FIFTH day of JUNE next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 30, 1924.
[First publication, May 3rd, 1924]
2198—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **CHARLES CARI-**

No 302. } **GNAN,** de-
mandeur; vs **PHYDIME HAMEL,** défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Saint-Valère, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous les numéros cinquante-six de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit et quatorze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent cinq (388-56 & 405-14) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant, d'après le dit cadastre et plus ou moins, trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de longueur, mesure anglaise—avec droit à la ruelle située en arrière et portant le numéro vingt-deux de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent cinq (405-22), ainsi qu'à la ruelle conduisant de la rue Saint-Valère du côté nord-ouest et portant le numéro vingt et un de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent cinq, et soixante-trois de la subdivision officielle du dit numéro trois cent quatre-vingt-huit (405-21 et 388-63); le propriétaire de cet immeuble devant entretenir les dites ruelles convenablement comme telles, en commun avec tous les ayants-droits en icelle; avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **PHI. L. LASSONDE.**

Trois-Rivières, 9 avril 1924. 1821—15-2

[Première publication, le 12 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **HENRI CROTEAU,**
No 605. } demandeur; vs

ALPHONSE SPENARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur le côté nord de la rue Napoléon, étant le lot numéro huit de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent soixante-six (166-8) au cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de quarante-quatre pieds de largeur par soixante seize pieds de profondeur, plus ou moins, et à mesure anglaise—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de MAI prochain, 1924, à ONZE heures du matin.

Le shérif

Bureau du shérif, **PHI.-L. LASSONDE.**

Trois-Rivières, 9 avril 1924.

[Première publication, 12 avril 1924]

1823—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **MAXIME GUIL-**
No 519. } **LEMETTE,**

demandeur; vs **AMANDA LAVERGNE,** veuve de feu Gilbert Désaulniers, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **CHARLES CARI-**
No. 302. } **GNAN,** plaintiff;

vs **PHYDIME HAMEL,** defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement on the southwest side of Saint Valère Street, in the city of Cap de la Madeleine, known and designated under the numbers fifty six of the official subdivision of lot number three hundred and eighty eight and fourteen of the official subdivision of lot number four hundred and five (388-56 and 405-14) of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain, measuring, according to the said cadastre and more or less, thirty feet in width by ninety feet in depth, English measure—with rights to the lane situate in rear and bearing number twenty two of the said official subdivision of said lot number four hundred and five (405-22), and also to the lane leading from Saint Valère Street on the northwest side and bearing numbers twenty one of the said official subdivision of said lot number four hundred and five, and sixty three of the official subdivision of said number three hundred and eighty eight (405-21 and 388-63); the proprietor of the above immovable to maintain the said lanes conveniently as such, in common with all others having rights therein; with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the THIRTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's Office,

Three Rivers, April 9, 1924. 1822—15-2

[First publication, April 12, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **HENRI CROTEAU,**
No. 605. } plaintiff; vs

ALPHONSE SPENARD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, on the north side of Napoléon Street, being the lot number eight of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty six (166-8), on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, containing forty four feet in width by seventy six feet in depth, more or less, English measure—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the THIRTEENTH day of MAY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office,

Three Rivers, April 9th, 1924.

[First publication, April 12th, 1924]

1824—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **MAXIME GUIL-**
No. 519. } **LEMETTE,** plain-

tiff; vs **AMANDA LAVERGNE,** widow of the late Gilbert Désaulniers, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. Une terre située en la paroisse de Yamachiche, à la concession de la Petite Rivière, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (ptie No 699) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de Yamachiche, contenant un arpent et demi de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front de la dite concession à aller au cordon des terres de la concession de la Petite Acadie; joignant au nord-est à Ernest Boulanger et au sud-ouest à Philias Pellerin—avec une maison et autres bâtisses y érigées;

2. Un terrain situé sur le septième rang, dans la paroisse de la Pointe-du-Lac, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros cinq cent quatre-vingt-dix-huit et cinq cent quatre-vingt-sept (Ptie Nos 598 et 587) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de la Pointe-du-Lac, contenant un arpent et demi plus huit pieds de largeur sur environ onze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; prenant par un bout vers le sud-est au ruisseau le séparant du lot No 597, se terminant vers le nord-ouest à la partie du dit lot No 597 appartenant à Antonio Bouchard, joignant au nord-est à des nommés Milot et de l'autre côté à Arthur Gauthier—en bois debout.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de la Pointe-du-Lac, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 9 avril 1924. PHI.-L. LASSONDE.
[Première publication, le 12 avril 1924]

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession of the Petite Rivière, known and designated as forming part of the lot number six hundred and ninety nine (Pt. No. 699) of the official cadastre of the county of St. Maurice, for the parish of Yamachiche, containing one arpent and a half in front by the depth there is starting from the front road of the said concession up to the rear line of the lands of the concession of Petite Acadie; bounded to the northeast by Ernest Boulanger and to the southwest by Philias Pellerin—with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the seventh range, in the parish of Pointe du Lac, known and designated as forming part of the lots numbers five hundred and ninety eight and five hundred and eighty seven (Pt. No. 598 and 587) of the official cadastre of the county of St. Maurice, for the parish of Pointe du Lac, containing one arpent and a half more eight feet in width by about eleven arpents in depth, the whole more or less; beginning at one end towards the southeast by the brook which separates it from the lot No. 597, and ending to the northwest at the part of said lot No. 597 belonging to Antonio Bouchard, bounded to the northeast by parties named Milot, and on the other side by Arthur Gauthier—in standing timber.

To be sold, the immovable firstly above described, at the door of the church of the parish of Yamachiche, the FOURTEENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly above described, at the door of the church of the parish of Pointe du Lac, the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, April 9, 1924. Sheriff.
[First publication, April 12, 1924]

Proclamations

Canada,
Province of N. PERODEAU.
Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT!

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } requête nous a été
Général-Suppléant. } présentée, demandant
de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Hyacinthe, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité de village, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Charles-sur-Richelieu";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité de village, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Charles, une population de plus de trois cents âmes;

Proclamations

Canada,
Province of N. PERODEAU.
Quebec.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING!

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS applica-
Acting Deputy } tion has been
Attorney General } made to Us, by peti-
tion, to detach from the municipality of the parish of Saint-Charles, in the county of Saint-Hyacinthe, the territory hereunder described and to erect it into a village municipality under the name of "The Municipality of the Village of Saint-Charles-sur-Richelieu";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory conforms to the conditions required by law to form a village municipality, and that there shall remain in the municipality of the parish of Saint-Charles, a population of over three hundred souls;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 2 avril 1924, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire, dans la première concession de la Seigneurie Saint-Charles, sur le Richelieu, et dont les bornes, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles, sont ainsi décrites: vers le nord-ouest, la rivière Richelieu, en en remontant son cours depuis le coin nord-ouest du lot numéro vingt-six (26) jusqu'au coin sud-ouest de l'emplacement du sieur Amédée Désautels dans le numéro quatre-vingt-dix-sept (97); vers le nord-est, les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq (24 et 25) et vers le sud-ouest et le sud-est, une ligne brisée s'établissant en continuité comme suit: du coin sud-ouest de l'emplacement "Amédée Désautels", dans la section du numéro quatre-vingt-dix-sept (97) sur la rivière Richelieu, la ligne sud de cet emplacement, puis: le côté ouest du chemin public sur une quarantaine de pieds vers le sud et la ligne sud de l'emplacement "Etienne Adam" dans le numéro quatre-vingt-dix-sept (97), à l'est du susdit chemin; l'arrière-ligne du dit emplacement "Etienne Adam" et celle du suivant, par le nord-est, appartenant à Amédée Désautels; l'arrière-ligne—pareillement—des lots numéros cent, quatre-vingt-dix-neuf et quatre-vingt-dix-huit (100, 99 et 98); la ligne séparant le lot numéro quatre-vingt-douze (92) du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97), en la suivant jusqu'à la deuxième concession; le cordon entre cette concession et la première, dans une direction à peu près nord, jusqu'au côté sud-ouest de la montée qui conduit à Saint-Hyacinthe; ce côté sud-ouest de la dite montée, en la suivant jusqu'au côté ouest du chemin de la deuxième concession, et enfin, ce côté ouest de chemin, jusqu'au coin nord-est du lot numéro vingt-six (26), est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles et érigé en municipalité de village, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Charles-sur-Richelieu", à compter de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

2161 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 2nd of April, 1924, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, we declare that the following territory, to wit:

The territory, in the first concession of the Seigniorie of Saint-Charles, on the Richelieu, the boundaries of which, with reference to the official cadastre of the parish of Saint-Charles, are described as follows: towards the northwest, the Richelieu river, up streams, from the northwest corner of lot number twenty six (26) up to the southwest corner of the emplacement of Sieur Amédée Désautels, in number ninety seven (97); towards the northeast, the lots numbers twenty four and twenty five (24 and 25) and towards the southwest and the southeast, a broken line running as follows: from the southwest corner of the emplacement of Amédée Désautels, in the section of number ninety seven (97), on the Richelieu river, the south line of this emplacement, then: the west side of the public road for about forty feet towards the south and the south line of the emplacement of Etienne Adam, in number ninety seven (97), east of the aforesaid road; the rear line of said emplacement of Etienne Adam, and that of the following, northeasterly, belonging to Amédée Désautels; the rear line—also—of lots numbers one hundred, ninety nine and ninety eight (100, 99 and 98); the line of division between lot number ninety two (92) and lot number ninety seven (97), along its course up to the second concession; the concession line between this concession and the first, in a northerly direction or thereabouts, up to the southwest side of the montée leading to Saint-Hyacinthe; this southwest side of the said montée along its course up to the west side of the road of the second concession, and finally, this west side of the road up to the northeast corner of lot number twenty six (26), is detached from the municipality of the parish of Saint-Charles, and erected into a village municipality, under the name of "The Municipality of Saint-Charles-sur-Richelieu", from and after this day.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this THIRTIETH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

2162 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT;

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, }
Assistant-Procureur- }
Général } ATTENDU qu'une loi de la législature de Notre Province de Québec a été passée à la session tenue dans la douzième année de Notre Règne, intitulée "Loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne";

ATTENDU que la dite loi autorisait la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, et que cette construction est maintenant terminée;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de la dite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut maintenant émettre une proclamation décrétant que, à compter de la date y mentionnée, le chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne est transféré, pour toutes les fins de l'administration de la justice tant civile que criminelle, de la ville de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, en la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et ordonnant le transport, dans un délai spécifié, de tous dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires de la Cour siégeant à Sainte-Scholastique, au nouveau chef-lieu à Saint-Jérôme;

ATTENDU qu'il y a eu lieu de fixer au 1er juin 1924 le transfèrement du chef-lieu du district de Terrebonne maintenant établi à Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, en la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et d'ordonner le transport, du 15 au 31 mai 1924 inclusivement, de tous dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires des cours siégeant à Sainte-Scholastique au nouveau chef-lieu à Saint-Jérôme.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes régions et ordonnons, conformément aux dispositions de la loi 12 George V, chapitre 21:

a) Le transfèrement, à compter du 1er jour de juin 1924, du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne maintenant établi dans la ville de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, en la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, pour toutes les fins se rattachant à l'administration de la justice tant civile que criminelle;

b) Le transport, à compter du 15 mai au 31 mai 1924 inclusivement, de tous les dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires des cours siégeant à Sainte-Scholastique, au nouveau chef-lieu à Saint-Jérôme.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoïn: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de QUÉBEC, ce TRENTIEME jour

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING;

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, }
Deputy-Attorney }
General } WHEREAS an act of the Legislature of Our Province of Québec was passed at the session held in the twelfth year of our reign, intitled: "An Act respecting the changing of the chief-place of the judicial district of Terrebonne";

WHEREAS the said act authorized the construction of a Court House and Gaol in the town of Saint-Jerome, in the district of Terrebonne, and that this construction is now completed;

WHEREAS under the provisions of the said act, the Lieutenant-Governor in Council may now issue a proclamation declaring that from and after the date therein mentioned, the chief-place of the judicial district of Terrebonne is transferred, for all purposes of the administration of justice both civil and criminal, from the town of Sainte-Scholastique, in the county of Two Mountains, to the town of Saint-Jerome, in the county of Terrebonne, and ordering the removal, within a delay specified, of all the records, registers, documents, archives, vouchers and judicial proceedings of the court sitting at Sainte-Scholastique, to the new chief-place at Saint-Jerome;

WHEREAS it is expedient to fix on the first of June, 1924, the transfer of the chief-place of the district of Terrebonne, now established at Sainte-Scholastique, in the county of Two Mountains, to the town of Saint-Jerome, in the county of Terrebonne and to order the removal, from the 15th to the 31st day of May, 1924, inclusively, of all the records, registers, documents, archives, vouchers and judicial proceedings of the courts sitting at Sainte-Scholastique to the new chief-place at Saint-Jerome.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have proclaimed and directed, and by these presents proclaim and direct, in accordance with the provisions of the Act 12, George V, chapter 21:

a) The transfer, from and after the first day of June, 1924, of the chief-place of the judicial district of Terrebonne, now established in the town of Sainte-Scholastique, in the county of Two Mountains, to the town of Saint-Jerome, in the county of Terrebonne, for all purposes connected with the administration of justice both civil and criminal;

b) The removal, from and after the 15th of May, to the 31st of May, 1924, inclusively, of all the records, registers, documents, archives, vouchers and judicial proceedings of the courts sitting at Sainte-Scholastique to the new chief-place at Saint-Jerome;

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTIETH day of

d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatorzième année.

Par ordre,
2159 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty fourth, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,
2160 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"La Compagnie S. L. Contant Limitée—The S. L. Contant Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour avril 1924, constituant en corporation. Stanislas-L. Contant, Ernest Contant, Antonio Contant, marchands, Ernestine Lachapelle, épouse contractuellement séparée de biens de Stanislas-L. Contant, et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Alfred Gosselin, comptable, Anatole Vanier, et Guy Vanier, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants.

Faire le commerce en gros et en détail, de bestiaux, volailles et animaux de toute espèce, sur pied ou abattus, ainsi que des viandes, gibier, poissons, huîtres, fruits, légumes, épicerie, beurres, fromages, oeufs, conserves, vins, liqueurs, huiles, sirops, vinaigres, cafés, thés, noix, essences, et de tous les autres produits pouvant servir à l'alimentation;

Exploiter l'industrie de manufacturier de beurre et de fromage, et faire le commerce de tous les produits de la laiterie;

Mettre en conserves, fumer, saler, emballer, étiqueter, ou préparer de quelque manière que ce soit pour le commerce, les viandes, jambons, saucisses, poissons, provisions, fruits, légumes, et tous autres produits destinés à l'alimentation;

Faire le commerce d'importation et d'exportation en gros et en détail, de toute espèce d'animaux sur pied ou abattus, ainsi que des viandes, gibier, poissons, huîtres, fruits, légumes, épicerie, beurres, fromages, oeufs, conserves, vins, liqueurs, huiles, sirops, vinaigres, cafés, thés, noix, essences, et de toutes marchandises et de tous accessoires se rapportant directement ou indirectement à l'industrie de la boucherie et de la charcuterie, ou au commerce de provisions et denrées alimentaires;

Agir comme agents à commission, courtiers et encanteurs, pour l'achat et la vente des bestiaux, volailles et animaux de toutes espèces, sur pied ou abattus; pour l'achat et la vente de tous les produits de la ferme ainsi que de toutes autres marchandises ou produits qui se rapportent à l'industrie ou au commerce des comestibles;

Agir comme agents ou représentants de personnes, sociétés ou corporations qui produisent, préparent, fabriquent, achètent ou vendent des denrées alimentaires, des machines ou outils, des objets manufacturés ou toutes autres marchandises quelconques, ou s'associer de quelque manière avec ces personnes, sociétés ou corporations;

Fabriquer et faire le commerce de toute espèce de machines, outils, boîtes, récipients ou enveloppes en bois, verre, carton, toile, coton, métal, ou autre matière pouvant servir à la préparation, à la fabrication, à la conservation ou à l'emballage des denrées alimentaires, des objets manufac-

Letters patent

"La Compagnie S. L. Contant Limitée—The S. L. Contant Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1924, incorporating Stanislas L. Contant, Ernest Contant, Antonio Contant, merchants, Ernestine Lachapelle, wife contractually separate as to property of Stanislas L. Contant, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Alfred Gosselin, accountant, Anatole Vanier and Guy Vanier, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in cattle, poultry and live or slaughter animals of every kind, as well as in meat, game, fish, oysters, fruit, vegetables, groceries, butter, cheese, eggs, canned goods, wines, liquors, oils, syrups, vinegar, coffee, tea, nuts, extracts and all other food products;

To carry on the business of butter and cheese maker and to deal in all products of the dairy;

To can, smoke, cure, pack, label or prepare in any manner for market, meat, hams, sausages, fish, provisions, fruit, vegetables and all other food products;

To carry on a wholesale and retail import and export business in all kinds of live or slaughtered animals, as well as in meat, game, fish, oysters, fruit, vegetables, groceries, butter, cheese, eggs, canned goods, wine, liquor, oil, syrups, vinegars, coffees, teas, nuts, extracts and in any merchandise and all accessories directly or indirectly connected with the butcher and meat business or to the provision and foodstuffs business;

To act as commission agents, brokers and auctioneers for the purchase and sale of cattle, poultry and live or slaughtered animals of every kind; for the purchase and sale of all farm products as well as all other merchandises or products connected with the food industry or business;

To act as agents or representatives of individuals, partnerships or corporations producing, preparing, manufacturing, buying, or selling foodstuffs, machinery or tools, manufactured goods or any other goods whatsoever or to amalgamate in any manner with such persons, partnerships or corporations;

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools, boxes, containers or wrappers in wood, glass, cardboard, canvas, cotton, metal or any other material capable of being used for the preparation, manufacturing, preservation or packing of foodstuffs, manufactured goods or any other

turés, ou de toutes autres espèces de marchandises; kind of goods;

Construire, acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, exploiter de quelque manière que ce soit, posséder, utiliser ou aliéner des fermes pour l'élevage ou la garde des bestiaux, volailles ou animaux de toute espèce, ou pour des fins de culture maraîchère, des établissements pour abattre et préparer les animaux destinés à la consommation, des établissements utiles à l'industrie et au commerce du lait, de la crème, du beurre et du fromage; des entrepôts frigorifiques pour l'usage de la compagnie et du public; et généralement tous établissements, magasins, bureaux, usines, entrepôts, machines et outillages, utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer, acquérir aliéner, posséder, ou utiliser de quelque façon, tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandages, brevets d'inventions, marques de commerce, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie;

Employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies, ou pour l'achat de tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, achalandages, brevets d'invention, marques de commerce, droits, privilèges, et autres valeurs détenues par des compagnies ou des personnes exploitant une industrie, un métier ou un commerce, quels qu'ils soient;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, sans aucune exception et de quelque nature que soit telle acquisition, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et parties en deniers comptants;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, faire et émettre tous billets, lettres de change, chèques, connaissements, récépissés d'entrepôt, traites, ou autres effets de commerce;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

Émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Notwithstanding l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, de donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer cette hypothèque, ce nantissement ou ce gage par acte de fideicommiss, conformément aux articles 6119b et 6119c ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie ou donner ces diverses espèces de garantie, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie S. L. Contant Limitée. — The S. L. Contant Company Limited".

Le montant du capital-action de la compagnie est de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées cumulatives est de

To construct, buy, sell, exchange, lease, acquire or alienate farms for the breeding or keeping of cattle, poultry, or animals of every kind, or for gardening purposes; plants for slaughtering and preparing animals for consumption, plants useful for the milk, cream, butter, cheese industry and business; cold storage plants for the use of the company and the public; and generally any plants stores, offices, workshops, warehouses, machinery and equipment useful for the industrial and commercial purposes of the company;

To buy, sell, exchange, lease, acquire, alienate possess or utilise in any manner any movable or immovable property, assets, stock-in-trade, good-will, patents, trade-marks, rights or privileges useful for the industrial and commercial purposes of the company;

To apply in whole or in part the funds of the company to the purchase of shares of other companies or for the purchase of any movable or immovable property, assets, good-will, patents, trade-marks, rights, privileges and other securities held by any companies or individuals carrying on any industry, trade or business whatever;

To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company, without any exception and of any nature whatever such acquisition may be, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To draw, underwrite, accept, endorse, make and issue any promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, warehouse receipts, drafts, or other commercial instruments;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed proper;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute, the hypothec, mortgage or pledge, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

Hypothecate or mortgage the immovable property or pledge or otherwise affect the movable property of the company, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company, under the name of "La Compagnie S. L. Contant Limitée—The S. L. Contant Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of capital-stock to be issued as cumulative preferred shares is of six hundred thousand

six cent mille piastres (\$600,000.00), divisé en six mille actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Ces actions privilégiées cumulatives seront régies par les règlements suivants :

a) Les actions privilégiées de la compagnie sont dénommées "actions privilégiées cumulatives" et donnent droit à un dividende privilégié et cumulatif au taux de six pour (6%) cent par an; après avoir pourvu au dividende complet sur les actions privilégiées et à tous arrérages qui peuvent se trouver dus sur les dividendes cumulatifs de ces actions privilégiées, s'il reste au compte d'exercice de l'année un solde de profits nets, ce solde de profits nets peut être employé, à la discrétion des directeurs, au paiement de dividendes, pour cette année, sur les actions ordinaires de la compagnie jusqu'à concurrence d'un taux de six pour cent (6%) par an; après quoi, les actions privilégiées ont droit, concurremment avec les actions ordinaires, à tout dividende additionnel que les directeurs peuvent juger à propos de payer aux actionnaires de la compagnie;

b) Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, les actions privilégiées cumulatives prennent rang avant les actions ordinaires de la compagnie, quant au remboursement du capital valeur au pair, et quant au paiement des dividendes, y compris tous arrérages de dividendes s'il y en a, jusqu'à la date du commencement des procédures en liquidation ou dissolution; et, les actions privilégiées cumulatives prennent le même rang que les actions ordinaires dans le partage de tout actif pouvant rester après qu'il aura été pourvu au remboursement du capital, valeur au pair, et au paiement d'un dividende, basé sur le taux de six pour cent (6%) par an, sur les actions ordinaires de la compagnie;

c) Les porteurs d'actions privilégiées cumulatives ont le droit, si la majorité en valeur de ceux d'entre eux qui sont présents à l'assemblée annuelle des actionnaires en expriment le désir au moment de procéder à l'élection des directeurs, d'élire un tiers des membres du bureau de direction de la compagnie, ou trois directeurs si le bureau de direction est composé de sept membres ou de moins de sept membres; lorsque les porteurs d'actions privilégiées exercent de droit, tous les actionnaires, même les porteurs d'actions privilégiées, procèdent ensemble et sans distinction à l'élection des autres membres du bureau de direction de la compagnie; lorsque les porteurs d'actions privilégiées n'exercent pas leur droit d'élire séparément une partie des directeurs, tous les actionnaires, porteurs d'actions privilégiées et porteurs d'actions ordinaires, participent ensemble et sans distinction à l'élection de tous les directeurs de la compagnie;

d) Les porteurs d'actions privilégiées cumulatives jouissent, à tous égards de tous les droits et pouvoirs des porteurs d'actions ordinaires de la compagnie, et ils sont tenus, pour tous les cas où il n'est pas fait exception expresse par les présents règlements, aux mêmes obligations que les porteurs d'actions ordinaires de la compagnie;

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2075

C.-J. SIMARD.

dollars (\$600,000.00), divided into six thousand (6,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said cumulative preferred shares shall be subject to the following by-laws:

a) The preferred stock of the company shall be called cumulative preferred shares and shall entitle the holder thereof to a cumulative preferred dividend at the rate of six per cent (6%) per annum, after having provided for the full payment of the dividend on the preferred shares and for all arrears, if any of cumulative dividends on such preferred shares, if there remains at the end of the year a balance of net profits, this balance of net profits may be employed, in the discretion of the directors, to the payment of dividends, for that year on the common shares of the company up to a rate of six per cent (6%) per annum; after which the holders of preferred shares, are entitled concurrently with the holders of common shares, to any additional dividend which the directors may deem proper to pay to the shareholders of the company;

b) In the event of the liquidation or winding up to the company, the cumulative preferred shares shall have priority over the common shares of the company, both as to the redemption of capital, at par, and as to the payment of dividends, including all arrears of dividends, if any, up to the date of the commencement of the liquidation or winding up proceedings; and, the cumulative preferred shares shall have the same rank as the common shares in the distribution of any assets remaining after having provided for the redemption of capital, at par, and to the payment of a dividend, based at the rate of six per cent (6%) per annum on the common shares of the company;

c) The holders of the said cumulative preferred shares are entitled, if the majority in value of those amongst them present at the annual meeting of the shareholders so express the desire at the time of proceeding to the election of the directors, to elect one third of the members of the Board of Directors of the Company, or three directors, if the Board of Directors is composed of seven members or of less than seven members; when the holders of preferred shares exercise such right, all the shareholders, even the holders of preferred shares, proceed together and without any distinction to the election of the other members of the Board of Directors of the company; when the holders of preferred shares do not exercise their right to elect separately a part of the directors, all the shareholders, the holders of preferred shares and the holders of common shares, participate together and without distinction to the election of all the directors of the company;

d) The holders of cumulative preferred shares have the enjoyment in all respects, of all the rights and powers of the holders of common shares of the company, and they are held, in all cases where no express exception is made by the present by-laws, to the same obligations as the holders of common shares of the company;

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1924.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2076

"G. W. Allard and Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation, George William Allard, commerçant, Howard B. Lovell, percepteur du revenu provincial, et John Raymond Allard, employé de garage, tous de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, pour les fins suivantes.

Faire le commerce en gros et en détail de marchands quincailliers, plombiers;

Acheter et prendre comme une industrie active les affaires, fond de commerce, bail, billets et comptes et l'achalandage et l'actif généralement du George William Allard, faisant affaire en la dite ville de Coaticook sous la raison sociale de "Hall & Allard", et émettre et distribuer des actions acquittées de cette compagnie au dit George William Allard, en paiement d'iceux, et se charger des engagements et obligations des dits Hall et Allard;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement, conjointement avec son industrie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur de la compagnie;

Payer en argent ou en parts totalement ou partiellement acquittées de la compagnie toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie ou pour toute propriété, ou droits acquis par la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "G. W. Allard and Company Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille niastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt dix (490) actions de cent niastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

2071

C.-J. SIMARD.

"G. W. Allard and Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1924, incorporating George William Allard, trader, Howard B. Lovell, collector of Provincial Revenue and John Raymond Allard, garage employee, all of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes.

To carry on the trade and business of wholesale and retail hardware merchants, tinsmiths and plumbers;

To purchase and take over as a going concern the business, in-trade, lease, notes and accounts and the goodwill and assets generally of the said George William Allard doing business at said Coaticook under the firm name of Hall & Allard and issue and allot fully paid up shares of this company to the said George William Allard in payment thereof and to assume the liabilities and obligations of the said Hall & Allard;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated directly or indirectly to advance the company's interest;

To pay either in cash or in paid up or partly paid up stock, of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "G. W. Allard and Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, all of which be common stock.

The head office of the company, will be in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

2072

Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Roy	1404
" Beaulé vs Grenier	1403
" Bérubé vs Souci	1405
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1405
" Delongchamp vs Beaupré	1404
" Doyle vs Bissonnette	1404
" Dubé vs Martin	1403
" Dubois vs Belleau	1403
" Gagnon vs Fournier	1406
" Gardier vs Guittard	1405
" Genesse vs Fortin	1404
" Gibeault vs Trudeau	1405
" Harton vs Fournier	1406
" Leclerc vs Tétreault	1405

Index of the Quebec Official Gazette, No 18

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Archambault vs Roy	1404
" Beaulé vs Grenier	1403
" Bérubé vs Souci	1405
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1405
" Delongchamp vs Beaupré	1404
" Doyle vs Bissonnette	1404
" Dubé vs Martin	1403
" Dubois vs Belleau	1403
" Gagnon vs Fournier	1406
" Gardier vs Guittard	1405
" Genesse vs Fortin	1404
" Gibeault vs Trudeau	1405
" Harton vs Fournier	1406
" Leclerc vs Tétreault	1405

Dme Ouellette vs Vannini.....	1404	Dme Ouellette vs Vannini.....	1404
" Poulin vs Lemieux.....	1402	" Poulin vs Lemieux.....	1402
" Robert vs Marion.....	1403	" Robert vs Marion.....	1403
" Rouleau vs Bouillon.....	1403	" Rouleau vs Bouillon.....	1403
" Thibodeau vs St-Germain.....	1404	" Thibodeau vs St-Germain.....	1404
ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—		ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY.—	
Emery vs Dame Amyot.....	1406	Emery vs Dame Amyot.....	1406
ANNONCEURS:—Avis aux:—.....	1369	ADVERTISERS:—Notice to:—.....	1369
AVIS DIVERS —		MISCELLANEOUS NOTICE —	
Elliott-Fisher, Lt'd., nouvel agent.....	1406	Elliott-Fisher, Lt'd., new agent.....	1406
BUREAU-CHEF —		CHIEF-OFFICE —	
✓ Greenshields & Co., Lt'd.....	1407	Greenshields & Co., Lt'd.....	1407
✓ Vipont-Tolhurst Coal Co., Lt'd.....	1406	Vipont-Tolhurst Coal Co., Lt'd.....	1406
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Partie Saint-Gabriel-Ouest à Rivière-aux-Pins.....	1396	Part of Saint-Gabriel-Ouest to Rivière-aux-Pins.....	1396
Partie Saint-Julien-de-Wolfestown à Disraeli.....	1396	Part Saint-Julien-de-Wolfestown to Disraeli.....	1396
Saint-François-d'Assise.....	1396	Saint-François-d'Assise.....	1396
Saint-Georges-de-Clarenceville.....	1396	Saint-Georges-de-Clarenceville.....	1396
Village Saint-Charles.....	1396	Village Saint-Charles.....	1396
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS:—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—	
Examen des mesureurs de bois.....	1402	Examination of Cullers.....	1402
Réunion du bureau d'examineurs des mesureurs de bois.....	1401	Sitting of the Board of Examiners of Cullers.....	1401
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
American Alliance Ins. Co.....	1400	American Alliance Ins. Co.....	1400
British America Ass. Co.....	1398	British America Ass. Co.....	1398
British Traders Ins. Co., Lt'd.....	1399	British Traders Ins. Co., Lt'd.....	1399
Cie Assurance mutuelle de St-Cyprien-de-Léry.....	1398	Cie Assurance mutuelle de St-Cyprien-de-Léry.....	1398
Fire Association of Philadelphia.....	1397	Fire Association of Philadelphia.....	1397
Merchants Marine Ins., Co. Lt'd.....	1400	Merchants Marine Ins., Co. Lt'd.....	1400
National Union Fire Ins. Co.....	1399	National Union Fire Ins. Co.....	1399
Ordre des Chevaliers de Champlain.....	1397	Ordre des Chevaliers de Champlain.....	1397
Royal Guardians Mutual Life Ass., Co.....	1399	Royal Guardians Mutual Life Ass., Co.....	1399
Société Ouvrière de Secours Mutuels de Larino, à Montréal.....	1397	Société Ouvrière de Secours Mutuels de Larino, à Montréal.....	1397
Standard Marine Ins. Co. Lt'd.....	1401	Standard Marine Ins. Co. Lt'd.....	1401
The Guardian Ins. Co. of Canada.....	1401	The Guardian Ins. Co. of Canada.....	1401
The Motor Union Fire Ins. Co., Lt'd.....	1397	The Motor Union Fire Ins. Co., Lt'd.....	1397
The Niagara Fire Ins. Co.....	1399	The Niagara Fire Ins. Co.....	1399
The Travellers Indemnity Co.....	1398	The Travellers Indemnity Co.....	1398
The Union Insurance Society of Canton Lt'd.....	1400	The Union Insurance Society of Canton Lt'd.....	1400
United British Ins. Co., Lt'd.....	1398	United British Ins. Co., Lt'd.....	1398
World Marine & General Ins. Co. Lt'd.....	1401	World Marine & General Ins. Co. Lt'd.....	1401
DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE —		ROADS DEPARTMENT —	
Route Montréal-Toronto.....	1402	Montreal-Toronto Highway.....	1402
FAILLI —		INSOLVENT —	
Pelletier, Horace.....	1407	Pelletier, Horace.....	1407
LÉTTRES PATENTES —		LETTERS PATENT —	
✓ Canadian Attractions, Limited.....	1372	Canadian Attractions, Limited.....	1372
✓ Eastern Canada Paper Mills Lt'd.....	1373	Eastern Canada Paper Mills Lt'd.....	1373
✓ E. H. Lemay, Limited.....	1388	E. H. Lemay, Limited.....	1388
✓ Glenora Securities, Inc.....	1392	Glenora Securities, Inc.....	1392
G. W. Allard and Co., Lt'd.....	1437	G. W. Allard and Co., Lt'd.....	1437

✓ Jacobs Realty Corporation	1375	Jacobs Realty Corporation	1375
✓ La Cie S.-L. Contant, Itée—The S.-L. Contant, Lt'd.	1434	La Cie S.-L. Contant, Itée—The S.-L. Contant, Lt'd.	1434
Malartic Mining Company	1387	Malartic Mining Company	1387
✓ Ma-Li-Let Fruit Co., Lt'd.	1378	Ma-Li-Let Fruit Co., Lt'd.	1378
✓ Melkman Automatic Carburetter Cor- poration	1380	Melkman Automatic Carburetter Cor- poration	1380
Quebec Base-Ball Club Limited	1379	Quebec Base-Ball Club Limited	1379
✓ Rouyn Joannes Gold Mines Lt'd.	1385	Rouyn Joannes Gold Mines Lt'd.	1385
Second Hand Merchants Association of Montreal	1380	Second Hand Merchants Association of Montreal	1380
✓ Stenhouse, Limited.	1376	Stenhouse, Limited.	1376
St. Lawrence Golf Club, Inc.	1382	St. Lawrence Golf Club, Inc.	1382
✓ The Realty Exchange Co., Lt'd.	1386	The Realty Exchange Co., Lt'd.	1386
✓ Watson Robb Limited	1390	Watson Robb Limited	1390

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE —

The Lefroy Co., Lt'd.	1384
----------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT —

The Lefroy Co., Ltd.	1384
---------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE —

Société de Patrons de la Fromagerie de Fassett de la paroisse de Notre-Dame- de-Bon-Secours.	1402
---	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE —

Société de Patrons de la Fromagerie de Fassett de la paroisse de Notre-Dame- de-Bon-Secours.	1402
---	------

MINUTES DE NOTAIRES :—

Brissette, J.-Arthur	1407
Courtois, Arthur.	1407

NOTARIAL MINUTES :—

Brissette, J.-Arthur	1407
Courtois, Arthur.	1407

NOMINATIONS —

Diverses	1370
----------------	------

APPOINTMENTS —

Miscellaneous	1370
---------------------	------

PROCLAMATIONS —

Chief-lieu du district judiciaire de Terre- bonne	1433
Saint-Charles-sur-Richelieu	1431

PROCLAMATIONS —

Chief-place of the judicial district of Terrebonne	1433
Saint-Charles-sur-Richelieu	1431

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Dominion Express Company	1408
--------------------------------	------

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT —

Dominion Express Company	1408
--------------------------------	------

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Caron, Thomas	1408
Chouinard, J.-I.	1409
Tétreault, Paul	1408

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Caron, Thomas	1408
Chouinard, J.-I.	1409
Tétreault, Paul	1408

VENTE PAR LICITATION :—

Gagné vs Gagné <i>et al.</i>	1409
------------------------------------	------

SALE BY LICITATION :—

Gagné vs Gagné <i>et al.</i>	1409
------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES —

Ville de Huntingdon	1411
Ville de La Tuque	1410

SALES FOR TAXES —

Town of Huntingdon	1411
Town of La Tuque	1410

VENTES PAR LES SHÉRIFS —

SHERIFF'S SALES —

ABITIBI —

ABITIBI —

Boutin vs Ramsay	1212
Lalande vs Gauthier	1212

Boutin vs Ramsay	1212
Lalande vs Gauthier	1212

ARTHABASKA —

ARTHABASKA —

Bédard vs Lizotte	1413
Dubé vs Binette	1413
Jacques vs Charretier	1413

Bédard vs Lizotte	1413
Dubé vs Binette	1413
Jacques vs Charretier	1413

BEAUCE —

BEAUCE —

Corporation Sainte-Rose vs Tanguay <i>et vir.</i>	1414
--	------

Corporation Sainte-Rose vs Tanguay <i>et vir.</i>	1419
--	------

CHICOUTIMI —		CHICOUTIMI —	
Weaner vs Morissette	1414	Weaner vs Morissette	1414
GASPÉ —		GASPÉ —	
Cates vs Robichaud	1415	Cates vs Robichaud	1415
Corporation Saint-Jean-L'Evangéliste vs Parent	1415	Corporation Saint-Jean-L'Evangéliste vs Parent	1415
HULL —		HULL —	
Lauriault vs Sweeney	1416	Lauriault vs Sweeney	1416
IBERVILLE —		IBERVILLE —	
Beaunoyers vs Milette	1417	Beaunoyers vs Milette	1417
Bérard <i>et al</i> vs Dépelteau	1416	Bérard <i>et al</i> vs Dépelteau	1416
JOLIETTE —		JOLIETTE —	
Firestone vs Nutt	1417	Firestone vs Nutt	1412
Rocheleau vs Rondeau	1418	Rocheleau vs Rondeau	1418
Turgeon vs héritiers de N. Tessier	1419	Turgeon vs heirs of N. Tessier	1419
KAMOURASKA —		KAMOURASKA —	
Leblanc vs Roy	1419	Leblanc vs Roy	1419
MONTMAGNY —		MONTMAGNY —	
Morin vs Fortin	1420	Morin vs Fortin	1420
Morin vs Leblond	1420	Morin vs Leblond	1420
MONTREAL —		MONTREAL —	
Chênevert vs Proulx <i>et vir.</i>	1422	Chênevert vs Proulx <i>et vir.</i>	1422
Dupras vs Messier <i>et al</i>	1421	Dupras vs Messier <i>et al</i>	1421
Gransbury vs Côté	1423	Gransbury vs Côté	1423
Penny <i>et al</i> vs Chee <i>et al</i>	1421	Penny <i>et al</i> vs Chee <i>et al</i>	1421
PONTIAC —		PONTIAC —	
Cotnam vs Cotnam <i>et al</i>	1423	Cotnam vs Cotnam <i>et al</i>	1423
QUÉBEC —		QUÉBEC —	
Gignac vs Gauthier	1424	Gignac vs Gauthier	1424
Rhéaume <i>et al</i> vs Dolbec	1424	Rhéaume <i>et al</i> vs Dolbec	1424
Turcotte <i>et al</i> vs héritiers Dame M. Na- deau	1424	Turcotte <i>et al</i> vs heirs Dame M. Nadeau	1424
RICHELIEU —		RICHELIEU —	
Desmarais vs Côté <i>et al</i>	1425	Desmarais vs Côté <i>et al</i>	1425
Theroux vs Sylvestre	1425	Theroux vs Sylvestre	1425
RIMOUSKI —		RIMOUSKI —	
Pineau vs Bélanger	1426	Pineau vs Bélanger	1426
ROBERVAL —		ROBERVAL —	
Bédard vs Lavoie	1426	Bédard vs Lavoie	1426
La Cie Massicotte & Tremblay vs Morin	1426	La Cie Massicotte & Tremblay vs Morin	1426
SAINT-FRANÇOIS —		SAINT FRANCIS —	
Banque Nationale vs Fortin <i>et al</i>	1428	National Bank vs Fortin <i>et al</i>	1428
Boisvert vs Cook	1428	Boisvert vs Cook	1428
Durocher vs Inkel	1427	Durocher vs Inkel	1427
TERREBONNE —		TERREBONNE —	
Aveline vs Vendette	1429	Aveline vs Vendette	1429
TROIS-RIVIERES —		THREE RIVERS —	
Baribeau vs Paquette	1429	Baribeau vs Paquette	1429
Carignan vs Hamel	1430	Carignan vs Hamel	1430
Croteau vs Spénard	1430	Croteau vs Spénard	1430
Guillemette vs Lavergne	1430	Guillemette vs Lavergne	1430